

OBSERVATOIRE DES PARTENARIATS

Programme d'études IMPACT 2019-2021

Etudes quantitatives pour la mesure des impacts des alliances auprès de quatre populations

Etude IMPACT Entreprises & Territoires

Rapport synthèse - 30 septembre 2021



Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante :
« Etude IMPACT – Entreprise – Comisis-OpinionWay pour l'Observatoire des partenariats, Mai 2021 »



Piloté par :  **Le RAMEAU**
Co-construisons demain

Programme en partenariat avec :



INSTITUT CDC
POUR LA RECHERCHE



FONDS ODD 17
SOUTIENIR LES ALLIANCES D'INTERÊT GÉNÉRAL

Etude réalisée avec le soutien de :



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS
*Liberté
Égalité
Fraternité*



comisis
Competitive Insights Strategies

Anne Robin

“opinionway”

Alexandre Mutter



Sommaire

I.	L'Observatoire des partenariats : une histoire d'écoute et de mesure de l'avancée sociétale.....	3
II.	Méthodologie de l'étude IMPACT – Entreprises & Territoires.....	6
III.	Synthèse de l'étude.....	12
IV.	Résultats détaillés de l'étude.....	19
I.	Le « jouer collectif » en sortie de crise.....	19
II.	Les impacts et bénéfices du « jouer collectif ».....	25
III.	Perception et fragilité de leur territoire.....	32
IV.	La dynamique de co-construction territoriale.....	39
V.	L'analyse des fragilités territoriales.....	48
VI.	Les pratiques partenariales des entreprises.....	59
VII.	Les ODD et les entreprises.....	89
V.	Remerciements.....	99



L'Observatoire des partenariats au service du bien commun

Un outil collectif de données statistiques et scientifiques

L'Observatoire des partenariats

Créé en 2008 par Le RAMEAU, en partenariat avec la Caisse des Dépôts, l'Observatoire des partenariats a pour objectif de **qualifier les enjeux des relations partenariales au service du bien commun**, d'**identifier les pratiques innovantes** et de **suivre l'évolution des dynamiques d'alliances** en France.

Le **1^{er} cycle quinquennal d'études, nommé ARPEA (2008 – 2012)**, a permis d'établir un état des lieux des partenariats en France, et de comprendre le mouvement d'alliances sur les territoires.

Le **2^{ème} cycle quinquennal d'études** a été mené pour mieux percevoir l'impact de ces alliances. C'est dans ce cadre que l'Observatoire a lancé le programme d'études **PHARE**.

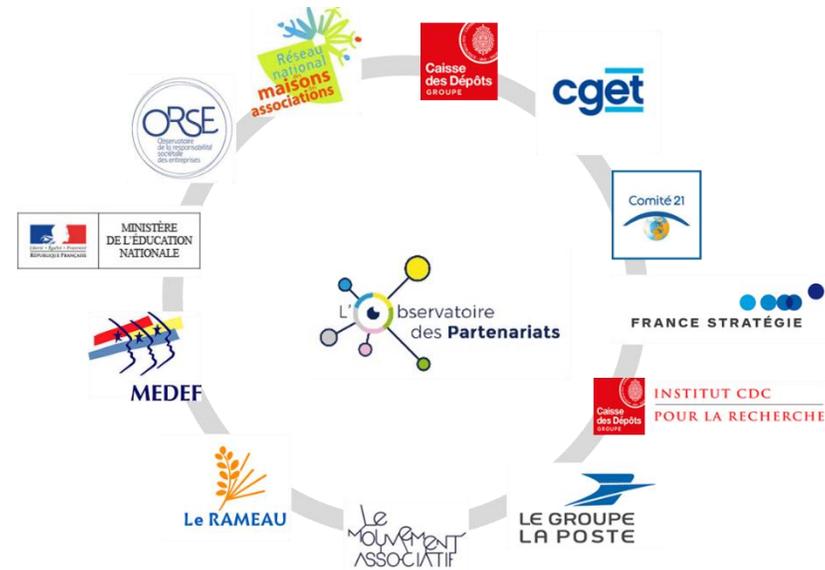
Depuis le 23 novembre 2017, le **3^{ème} programme quinquennal** a été lancé. Il a pour objectif de mesurer les impacts des alliances innovantes au service du bien commun en matière de performance des organisation, d'innovation et de confiance des Hommes et des territoires.

Les partenaires :



Un suivi depuis 2008 du mouvement de co-construction en France

Les membres du Comité de pilotage

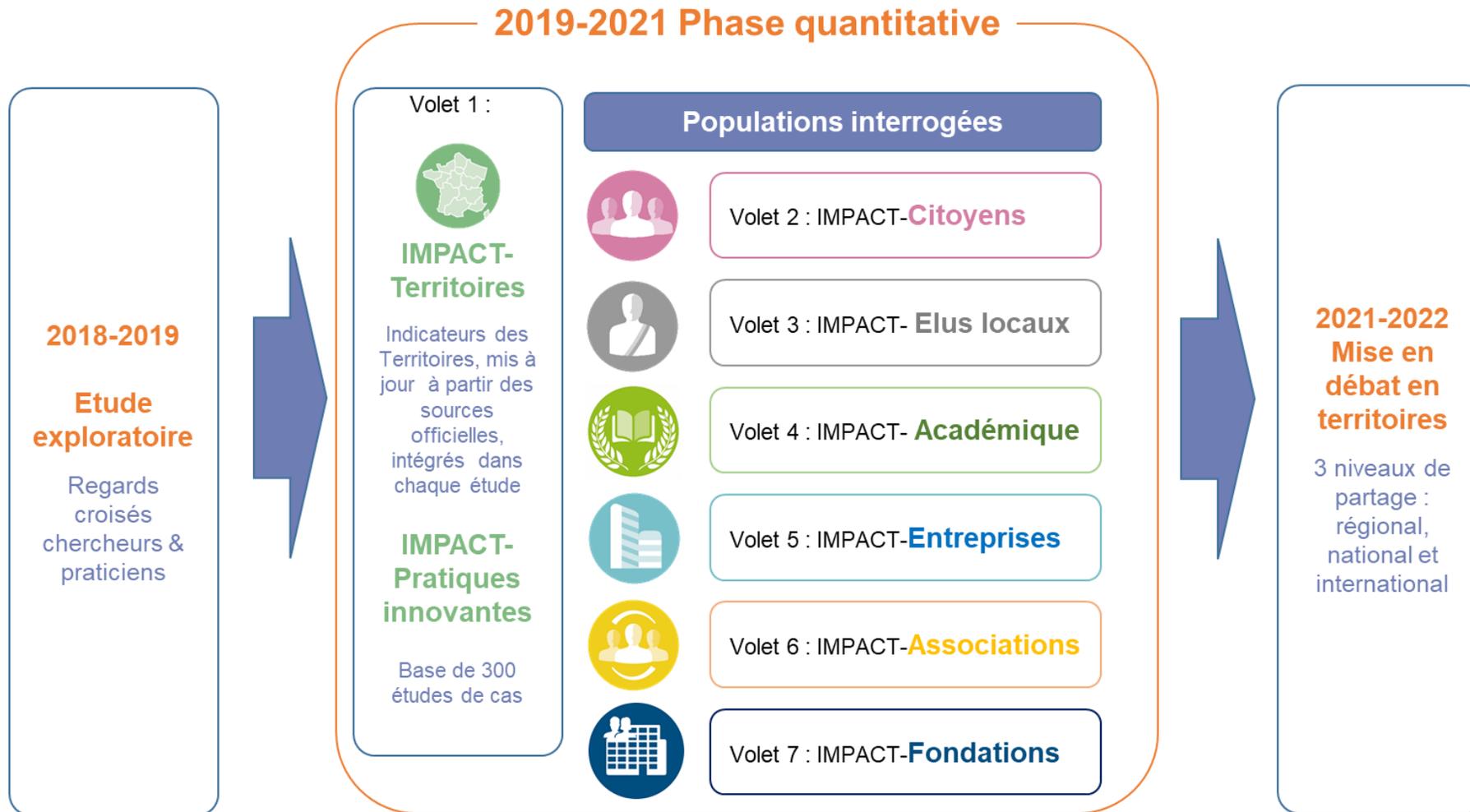


Un Comité de 12 membres, avec la Direction Scientifique d'Anne ROBIN (Comisis)

Un outil partagé qui a suivi les mouvements d'alliance depuis une décennie



Le programme IMPACT : qualifier les alliances d'intérêt général



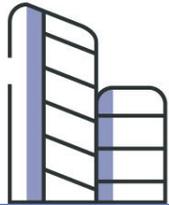
5 ans pour nommer, quantifier et cartographier les impacts des alliances innovantes au service du bien commun



Méthodologie



Méthodologie



Univers des Répondants.



- Étude réalisée auprès d'un échantillon de **750 établissements de 10 salariés et + représentatif de l'univers** des entreprises de 10 salariés et +, soit 236.515 entreprises et des 342.144 établissements de 10 salariés et plus (*hors administration*)

- L'échantillon a été constitué à partir d'un échantillon raisonné selon la Région, la taille de l'entreprise et le secteur d'activité.
- L'univers statistique de référence est celui de l'Insee 2020 retravaillé par Opinion Way en 2021
- L'intervalle de confiance inhérent à toute étude doit être considéré par le lecteur (2 à 3 points).



► Cette consultation a appliqué les procédures et règles de la norme ISO 20252



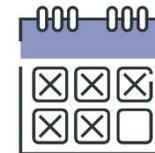
Méthode de collecte



Mode d'interrogation :

L'échantillon des dirigeants d'établissements a été interrogé par téléphone

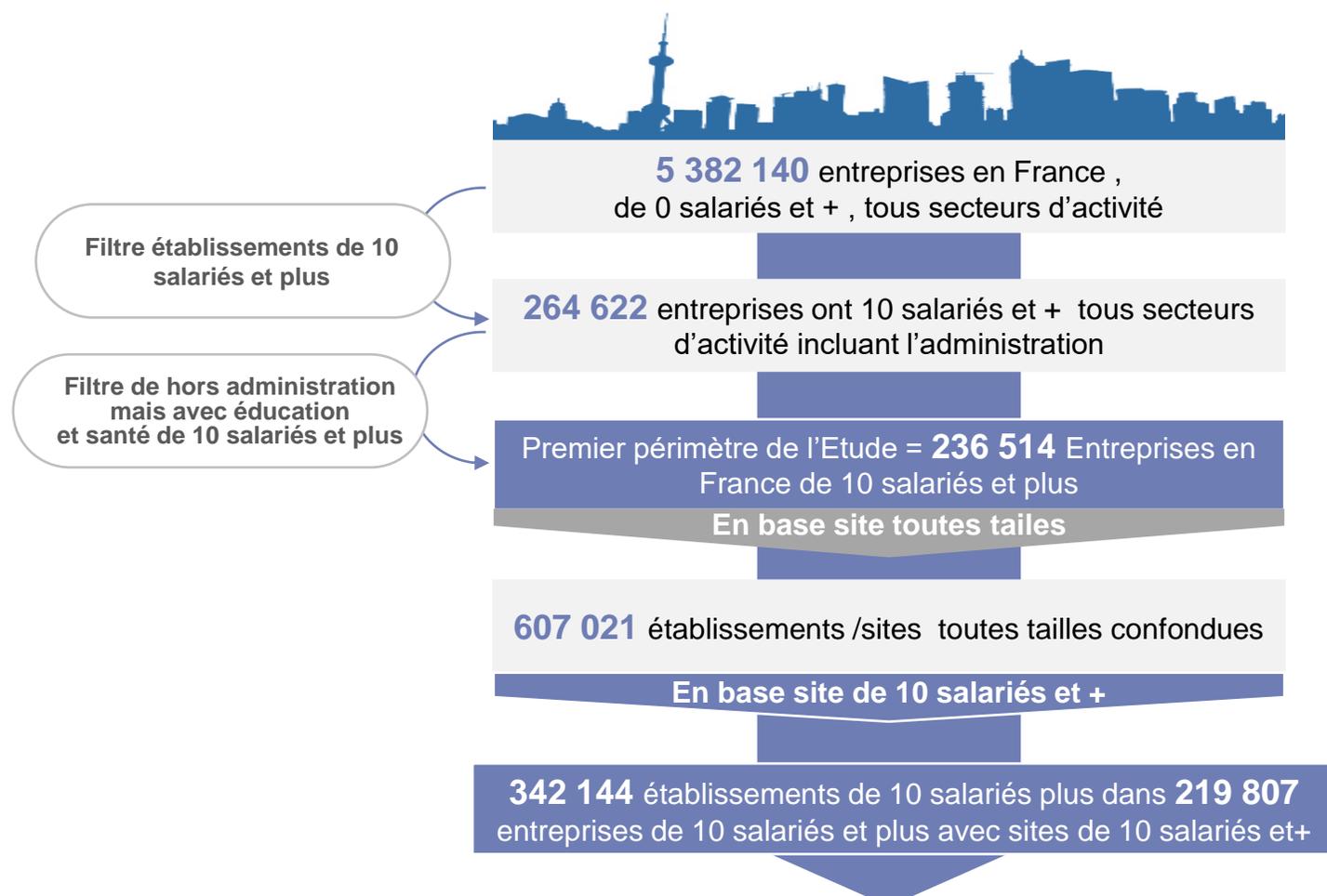
Date de la consultation.



Mars & Avril 2021



En préalable les chiffres clés de l'univers selon le périmètre d'écoute retenu : des dirigeants et responsables d'établissements de 10 salariés et + (hors administration)



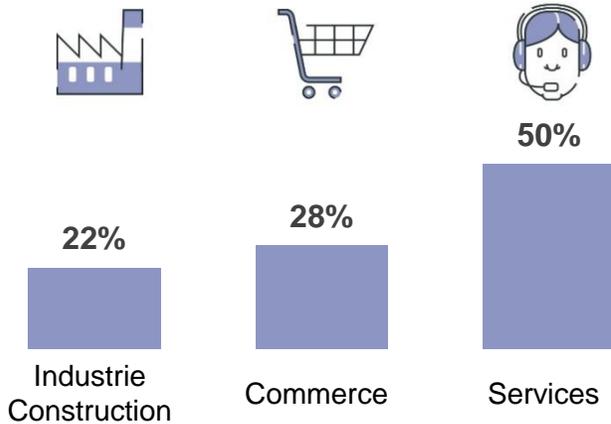
IMPACT Entreprises 2021 a donc interrogé un échantillon représentatif des dirigeants des **342 144** établissements de 10 salariés et plus, qu'ils soient mono, sièges ou secondaires appartenant aux entreprises des **219 807** entreprises de 10 salariés et +

Rappel : L'univers statistique de référence est celui de l'Insee 2020 retravaillé par OpinionWay

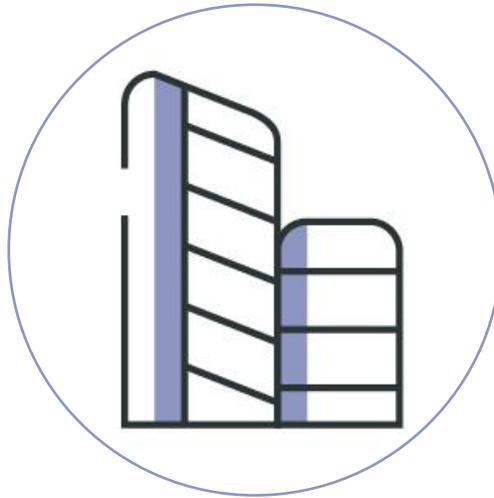


Profil de l'univers des entreprises /établissements de 10 salariés et +

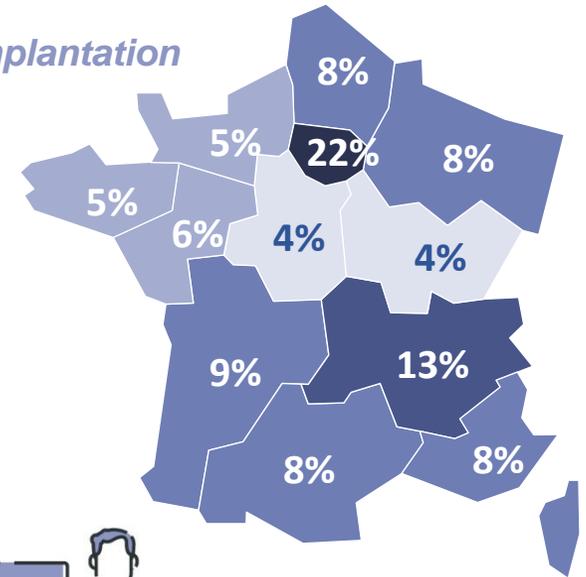
Secteur d'activité



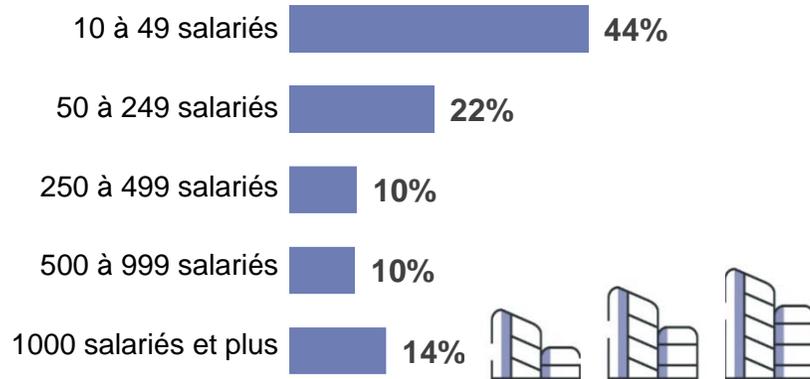
342 144 établissements



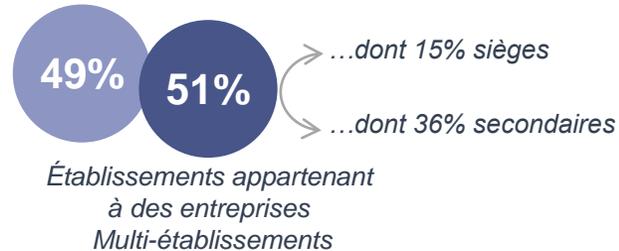
Implantation



Taille des établissements



Entreprise mono établissement



Fonction du répondant





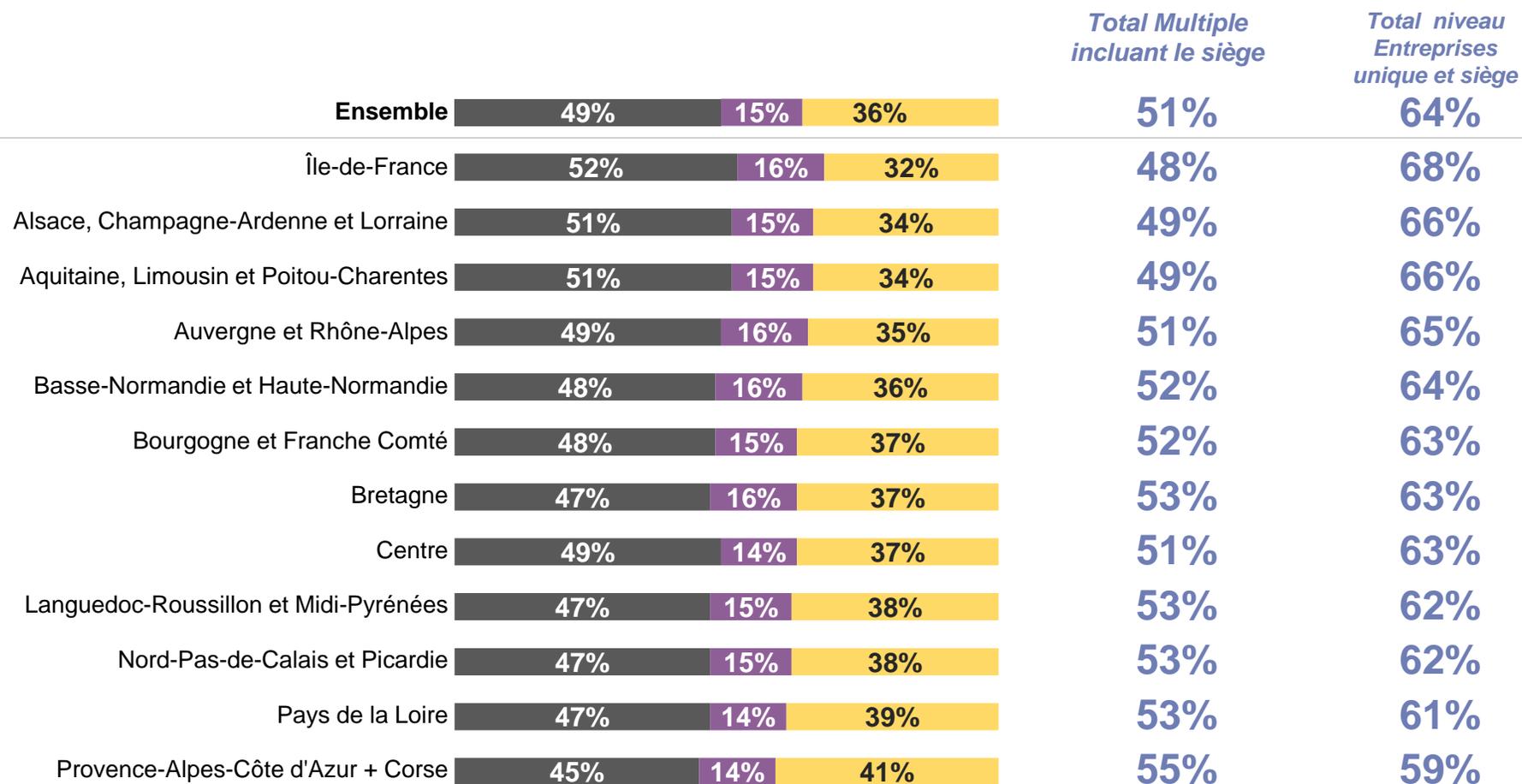
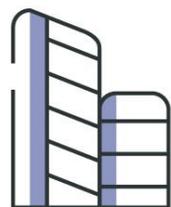
L'univers des entreprises de 10 salariés et plus et leurs établissements

Des entreprises mono établissements aux entreprises multi établissements réparties sur les territoires

- ▶ Pour mieux analyser les comportements des entreprises au niveau territorial, rappelons que l'étude travaille sur l'univers des 342.144 **établissements**, au sens sites de 10 salariés et +. Cette approche permet de rendre compte également des résultats au niveau de **l'entreprise**, quelle soit mono ou multi établissements.
- ▶ Dans cet univers des 342144 établissements de 10 salariés et +, 49 % d'entre eux soit 167.837 établissements sont des entreprises mono établissements qui sont nommées « uniques ».
- ▶ Parmi les 51 % restants, soit 174 307 établissements de 10 salariés et +, 51.970 sont des sièges, soit 15 % de l'univers total ou près de 30 % de l'univers des établissements des entreprises multi établissements.
- ▶ L'univers des **219.807** entreprises de 10 salariés et + ayant des établissements de 10 salariés et + (*hors administration*) est repérable ici par la consolidation des établissements uniques plus des établissements sièges seuls (*sans leurs établissements secondaires*).
- ▶ Selon la région étudiée le poids des entreprises uniques plus sièges peut varier. A titre d'exemple, si en Ile de France les établissements uniques plus les sites sièges pèsent pour 68% des établissements de 10 salariés et +, le sous-total des autres régions ne pèsent que pour 63%.
- ▶ Le parti pris pour présenter les résultats a bien été de se donner les moyens d'une double observation :
 - ▶ Comprendre les comportements et pratiques au niveau des établissements appartenant à une entreprise multi-établissements (dont le siège) comparés aux entreprises mono établissements,
 - ▶ Comprendre les comportements et pratiques au niveau Entreprises des seuls établissements dits « décideurs » donc les établissements sièges + uniques.
- ▶ Dans l'univers des établissements de 10 salariés et +, la variable taille en nombre de salariés est également structurante et signale que passé les 10 salariés et +, certaines régions plus que d'autres accueillent des grands sites de productions.



L'univers des établissements de 10 salariés et + par région selon le type de l'entreprise : mono établissement ou multi établissements.



- Unique, c'est-à-dire que vous êtes une entreprise ne comportant qu'un seul établissement
- Le siège d'une entreprise qui comporte d'autres établissements
- Un établissement non-siège (appartenant à une entreprise qui comporte d'autres établissements)



**Synthèse... forgeons
ensemble notre société !**



Synthèse : Quand l'espace économique s'empare du bien commun

- ▶ Les chiffres clés de l'avancée des alliances au service du bien commun :
- ▶ Dans l'univers des 219.807 entreprises de 10 salariés et plus de l'hexagone (*mono ou multi établissements*), soit **342.144** établissements de 10 salariés et + qui sont répartis sur les 13 Régions, **195.776** établissements de 10 salariés et + ont déjà mis en place **au moins un partenariat** pour défendre ou soutenir un ou plusieurs domaines d'actions au service du « Bien commun ».
 - ▶ En estimation minimale, c'est près de **825 000** pactes dits partenariats qui se concluent se traitent et circulent dans les entreprises privées de 10 salariés et +, avec des structures dites d'intérêt général (associations ou fondations), mais aussi avec des acteurs publics comme des collectivités locales ou territoriales, ainsi qu'avec le monde scolaire et académique .
 - ▶ Des partenariats se tissent également avec les fédérations professionnelles et les collectifs d'entreprises.
- ▶ Ces partenariats sont-ils tous au service au service du bien commun ?
 - ▶ Il est difficile ici, lié à l'espace économique étudié (*hors secteur de d'administration*), de faire l'impasse sur la compréhension et les représentations de ce que peut signifier le bien commun en 2021.
 - ▶ Pour l'histoire et l'historiographie, le lecteur pourra se référer aux différentes interprétations, voire même glissement de sens (*bien commun vs utilité publique vs intérêt public / intérêt particulier, vs communauté société civile et individu*), de la notion de bien commun dans l'article « Aristote et le bien commun au moyen âge » rédigé par Bénédicte Sère* en 2010.
 - ▶ Cette analyse sait rappeler à quel point « le bien commun » comme concept, mais également comme finalité à atteindre, est toujours **associé au politique mais également à l'Éthique**.
 - ▶ Elle permet également d'évoquer que « L'idée de l'émanation du bien commun (*bonum commune diffusivum*) est annexée à l'idée **de participation** avec Saint Thomas d'Aquin. Autrement dit, « **le bien est en commun c' est à dire qu'il peut être participé** : l'individu doit nécessairement participer au « bien en commun » (*bonum commune*) présent dans l'univers **afin d'exister et d'être bon** »
- ▶ Par les domaines soutenus dans le cadre des partenariats (*santé, insertion professionnelle, environnement, éducation, transition énergétique, diversité handicap etc.*) un groupe de leaders territoriaux, nationaux, internationaux alerte bien en 2021 sur la nécessité « d'agir ensemble » face aux fragilités perçues. Ces entreprises se positionnent comme légitimes pour participer à leur juste place de créateurs de richesses et avec leurs moyens d'entrepreneurs à faire évoluer le bien commun des 10 prochaines années.

* Bénédicte Sère dans la Revue Française d'histoires des idées politiques 2010 ISSN1266-7862



Synthèse : Quand les entreprises activent le bien commun et se transcendent

- ▶ Les entreprises répondent présentes et à leur juste place pour réduire les fragilités des territoires
 - ▶ En 2021, l'avancée des nouveaux besoins à satisfaire dans notre société moderne et complexifiée mérite d'être soulignée pour ne pas occulter les nouvelles données et contraintes de l'univers dit économique privé et ses impacts sur le bien commun (*mondialisation, profit équitable ou non, juste redistribution des richesses, nouveaux modes d'échanges et de productions, destruction des espaces naturels etc...*). C'est bien selon les valeurs retenues dans l'exercice des activités que des déséquilibres surgissent, se réduisent ou s'aggravent.
 - ▶ Aussi le bien commun doit évoluer et être mis régulièrement à jour. Le bien commun s'entend au sens non pas le bien souvent dit « public* », mais le bien visé par un mode de participation de la société civile. Il est ici plus précisément économique, en pleine conscience et responsabilité pour identifier un agir ensemble en vue d'une plus grande justice face à tous les déséquilibres perçus.
 - ▶ Une reconnaissance pour un agir ensemble capable alors d'être en mesure d'assister à la mise en place de nouvelles réglementations publiques au nom de l'intérêt général sous un mode bien compris à savoir que c'est lui qui doit guider le politique et non l'inverse.
 - ▶ **L'intérêt général** en droit français est, avec le service **public**, l'une des notions-clés du droit **public**. Selon le Vocabulaire juridique de Gérard Cornu, l'**intérêt général** est « ce qui est pour le bien **public** ». L'**intérêt général** est **défini** comme « ce qui est pour le bien public ». Il a été aussi **défini** comme "la capacité des individus à **transcender leurs appartenances et leurs intérêts** pour exercer la suprême liberté de former ensemble une société politique" (Rapport public du Conseil d'Etat de 1999).
 - ▶ Dès 2015 (*cf source étude PHARE entreprises 2015*) l'image des chefs d'entreprises envahi par l'esprit de compétitivité et de conquête de nouveaux marchés « à tout prix » et pour le plus grand profit de certains... devait déjà être nuancée par la capacité des dirigeants d'entreprises et des directeurs d'établissement à percevoir en première fragilité la valeur travail (*emploi, chômage insertion professionnelle*) et la pauvreté précarité en deuxième. La réalité des préoccupations des acteurs économiques semblait bien placer le citoyen et ses difficultés en premier.
 - ▶ 6 ans plus tard, la crise sanitaire place assurément la santé en tête des fragilités perçues... mais selon les territoires, voire même l'échelle d'intervention, les acteurs économiques démontrent par les partenariats mis en place en 2021 leur capacité à participer à l'évolution du bien commun par ce qui doit être soutenu pour le citoyen « à tout prix » et « malgré tout » comme l'insertion professionnelle, l'environnement, l'éducation, la transition énergétique, la pauvreté et la précarité, avec parfois plusieurs domaines associés.
 - ▶ Avec ou sans partenariats, ces dirigeants économiques font bien le pari du projet d'action en commun, avant toute vision des enjeux, et surtout, avant les règles et normes qui quant à elles ne peuvent qu'évoluer qu'au nom de l'intérêt général.
 - ▶ 86% de ces acteurs sont convaincus que les alliances peuvent permettre de réduire les fragilités et mieux encore pour 79% leur permettre de faire émerger des nouveaux moteurs d'économie durable, car les alliances sont aussi source d'innovation (86%).

*En rappel, l'étude Impact Entreprises rend bien compte d'un monde économique dit privé, et pour ce faire, n'a pas intégré les établissements du secteur de l'administration, autrement dit les gouvernances qui légifèrent, exercent et opèrent en toute légitimité dans le cadre du Service Public et ou de l'Etat afin de ne pas fausser les résultats.



Synthèse : Une dynamique sociétale qui prend de la vitesse

- ▶ La dynamique intentionnelle en faveur du jouer collectif selon la devise « *act locally and think globally* »
- ▶ Un réel processus d'individuation doit être signalé avec 83 % des chefs d'entreprises qui considèrent que le « jouer collectif » est incontournable ou utile, mais surtout lorsqu'à peine 2 % le qualifient de contreproductif.
- ▶ La dynamique intentionnelle des dirigeants d'entreprises en faveur des alliances fait effet ici d'une déferlante. Certes, tous ne passent pas à l'acte, et même pour ceux qui passent à l'acte nos observations depuis 12 années laissent présager des flux et des reflux (reflux en 2021 surtout constatés dans les sites secondaires dits de production de 1000 salariés et +).
- ▶ 41% des dirigeants d'établissements reconnaissent que le mouvement de co-construction est ancré dans leur territoire ou que les initiatives sont de plus en plus nombreuses tandis que 44 % des dirigeants d'établissements évoquent que le mouvement commence à émerger.
- ▶ Si déjà près de 200.000 établissements dans près de 120.000 entreprises sont au cœur de l'action partenariale et si l'on considère le foisonnement des partenaires et la multiplication des domaines soutenus, la dynamique sociétale de l'espace économique déjà hyper active ne peut que déclencher une profonde transformation des habitus relative à la façon même de conduire l'économie de notre société et de créer de la richesse .
- ▶ Quelle entreprise aujourd'hui oserait prétendre dans son marketing exercer son activité sans le respect et le nouvel ajustement des modes de productions, le juste échange avec ses fournisseurs et la saine considération du bien être de ses salariés.? C'est un long processus qui s'installe avec des hauts et des bas... et surtout des récupérations d'images souvent en décalage avec les réalités de terrain ; mais ce qui est notable dans l'étude réalisée c'est que le socle de la transformation se situe bien au niveau territorial.
- ▶ D'une part, les acteurs économiques de chaque territoire reconnaissent leurs propres fragilités territoriales voire alertent sur ce qui peut faire évoluer ce qu'il est permis de nommer le bien commun territorial. Ainsi, en pleine crise sanitaire certains territoires n'hésitent pas à rappeler d'autres domaines que la santé en TOP 1.
- ▶ D'autre part, dans tous les résultats de l'étude, les établissements qui interviennent à l'échelle nationale sont souvent en retrait dans leurs appréciations en faveur du jouer collectif et les 195.775 qui font alliance agissent avec leurs partenaires pour 68% au niveau local, 44 % au niveau régional, et seulement pour 19 % au niveau national, voire international pour 7%.



Synthèse : Des entreprises engagées au nom de la nouvelle économie

- ▶ Comment mieux faire pour notre territoire ? Les entreprises qui agissent au nom du bien commun valident leur engagement en leur qualité d'acteurs et responsables économiques .
- ▶ En 2021, passer des alliances au nom du bien commun est bien éloignée de la démarche que l'on qualifierait de « bonne conscience » ou de « fait du prince » selon le choix des causes voire même de « dédouanement marketing »
- ▶ Il s'agit bien pour les entreprises engagées de participer activement au développement économique au plus large permis de leur territoire, et au nom de leur expertise d'activité de se donner la possibilité d'innover sur des nouveaux produits, services voire même de modèles de gestion.
- ▶ Il s'agit donc bien pour ces entreprises de penser un ROI sociétal porteur de nombreux bénéfices.
- ▶ En effet, si 84% des entreprises souhaitent soutenir un projet d'intérêt général en 2021, d'autres bénéfices attendus remportent des scores d'adhésion plus élevés comme « favoriser l'ancrage territorial de l'entreprise » (93%) , améliorer l'image et la réputation de l'entreprise (93%) Fédérer et mobiliser les collaborateurs de l'entreprise autour d'un projet partagé (89%), mais aussi améliorer sa performance opérationnelle (86%)
- ▶ **Des entreprises plus engagées que d'autres avec une diversité de modalités**
- ▶ Tous partenaires confondus sur les territoires, l'analyse des résultats indique que les territoires les plus actifs en taux de pratique pour tisser des alliances sont la Nouvelle Aquitaine avec quasiment tous les partenaires, les Hauts de France privilégiant les acteurs académiques et le Grand Est plus engagé avec les acteurs publics, les fédérations professionnelles et les collectifs d'entreprises.
- ▶ Si l'on ne considère que les partenariats avec les structures d'intérêt général et les structures d'insertion, la Nouvelle Aquitaine et l'Occitanie, suivies par la région Paca et la Corse sont les territoires les plus développés.
- ▶ Ce sont les entreprises de 50 à 499 salariés qui sont les plus engagées dans les partenariats. A noter que dans les structures 10 à 49 salariés malgré la crise il n'y a pas eu de recul.
- ▶ Enfin souvent l'industrie et l'agriculture sont en tête alors que le BTP, le commerce et la grande distribution sont les moins convaincus et apparaissent en retrait des autres secteurs sur les partenariats.



Synthèse : Des nouvelles pratiques au service d'une nouvelle économie

- ▶ Le « jouer collectif » en 2021, un nouveau mode d'exercer en charge de la nouvelle économie...
- ▶ Avec le jouer collectif, la reconnaissance d'un ROI sociétal, surtout au niveau territorial, est bien reconnu.
- ▶ Plus encore en termes de responsabilités, les dirigeants font le pari d'une efficacité mixte à savoir être opérationnelle pour leur entreprise tout en travaillant en harmonie avec les défis de la société dont le plus notable vu par ces acteurs économiques est celui de « l'Emploi ou la pauvreté et la précarité ».
- ▶ Les alliances sont considérées comme innovantes et au service d'une dynamique organisationnelle (*communication des valeurs 82% , gestion des partenaires fournisseurs 79%, nouveaux services et usages 77%, nouveaux produits 76%*), mais aussi de nouveaux modes de gestion (*rédaction d'un charte d'impacts intégrant des impératifs dédiés aux partenariats 75%, mise en place de critères d'impacts concernant des objectifs autres que le profit 75%, Gestion des richesses humaines avec prise en considération de nouveaux modes de managements 67%*).
- ▶ Pour ce faire, les moyens mobilisés par les entreprises de manière prioritaire, régulière ou occasionnelle, ne touchent plus uniquement le seul apport financier pour financer un projet ou la structure (74%), mais prévoient bien les compétences des salariés (79%), l'accès au réseau de partenaires (78%), des ressources matérielles (75%) et l'accompagnement (66%). L'engagement devient donc pluriel.
- ▶ Dans ce mouvement, des nouvelles pratiques partenariales se sont développées ces 6 dernières années comme les pratiques responsables (54% +9pts), la coopération économique (28% + 3 pts), l'innovation sociétale (26% + 10pts), alors que le mécénat (25% - 5pts) semble être en recul.



Synthèse : « *Il est temps de voir grand** » de la part des entreprises et des dirigeants !

- ▶ Une appropriation progressive des ODD en support référent de l'avancée sociétale
- ▶ Si le résultat national indique que 34% des entreprises travaillent déjà sur les ODD, dans la réalité ce taux de connaissance prend des allures cadencées quand l'établissement a déjà mis en place un partenariat (62%) ou quand le type de pratiques partenarial mis en place par l'entreprise est la coopération économique (57%)
- ▶ La nature de l'engagement ou non du dirigeant révèle ici à quel point les gouvernances (hommes et femmes clés en charge) ne doivent plus se retrancher derrière des impératifs d'une économie qui ne serait pas en cohérence avec les enjeux de la planète et de la société.
- ▶ Ainsi, plus de la moitié des dirigeants qui participent à un collectif d'entreprises (56 %) travaillent sur les ODD, et plus de 4 sur 10 quand ils sont eux-mêmes engagés dans la vie de la cité.
- ▶ Pour toutes les entreprises (avec ou sans partenariat), 71 % considèrent qu'il est incontournable ou utile de travailler avec les ODD.
- ▶ Ce taux s'élève dès que des alliances sont passées sur les domaines de l'environnement, et surtout dès que le partenariat doit être source d'innovation pour l'entreprise. Dans ce mouvement, le commerce est en net retrait.
- ▶ Cette volonté générale d'avancer ensemble - voire même d'agir ensemble - soutenue ici par l'espace économique se révèle clairement par le foisonnement de partenariats, de partenaires et de causes défendues. Il semble d'autant plus efficace à faire émerger les vrais défis de notre société qu'il s'exprime à travers le rassemblement d'organisations mais aussi par l'engagement impliquant l'espace économique lui-même.
- ▶ **Discours du 11 septembre 2021... l'avenir de l'ONU**
« De la crise climatique à notre guerre suicidaire contre la nature et à l'effondrement de la biodiversité, notre réponse mondiale est trop faible, trop tardive », a déclaré le Secrétaire général. « Les inégalités incontrôlées sapent la cohésion sociale, créant des fragilités qui nous affectent tous. La technologie avance sans garde-fous pour nous protéger de ses conséquences imprévues ».



-1-

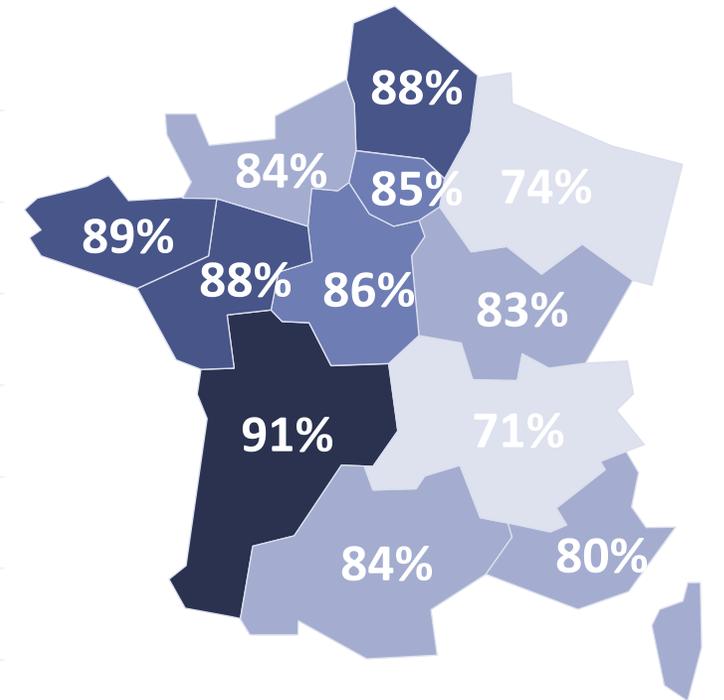
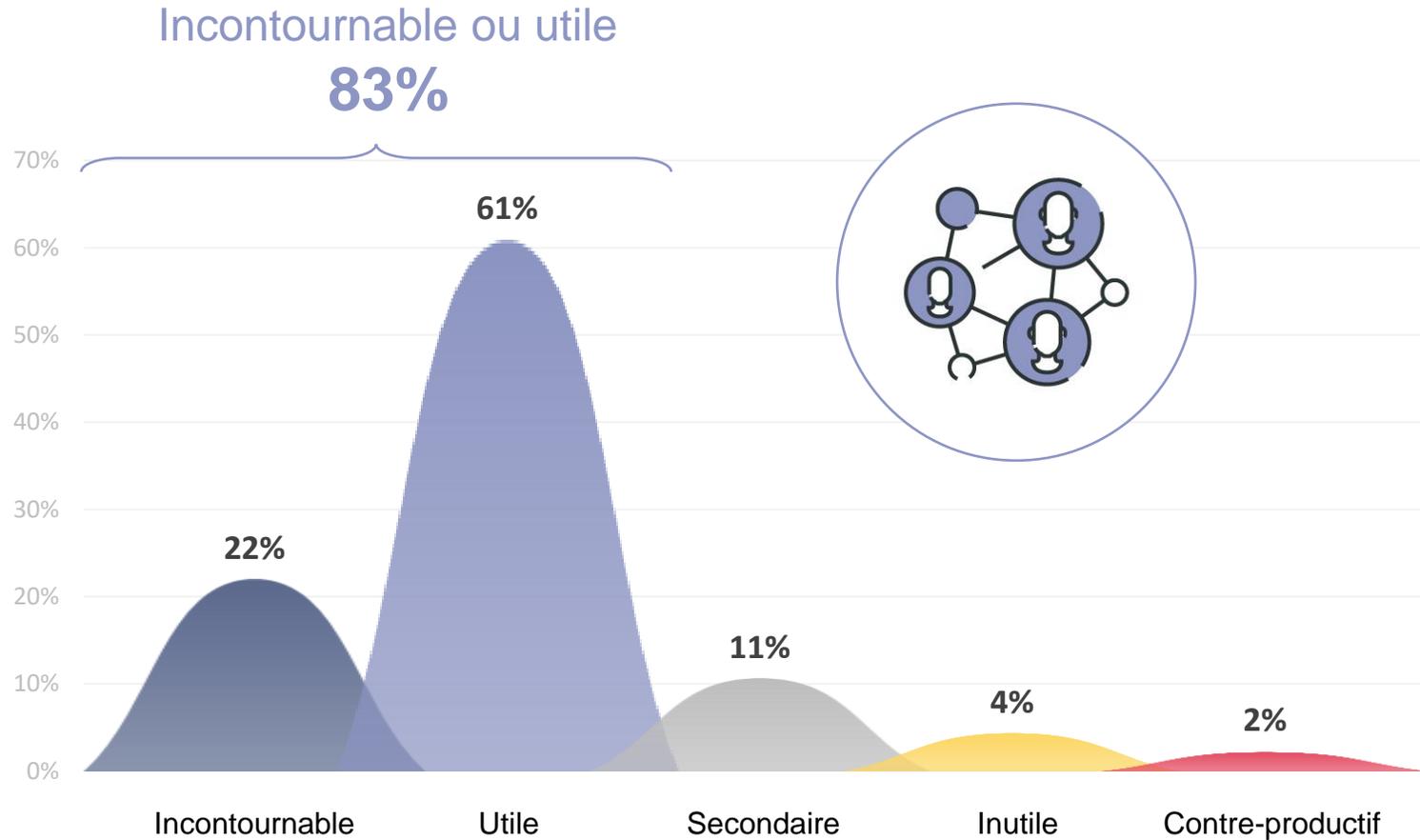
Le « jouer collectif » en sortie de crise



Une confirmation du « devoir d'Alliance » souligné par les Français

Q1. Pour sortir de la crise du Covid-19, pensez-vous que le 'jouer collectif' entre associations, collectivités, entreprises et initiatives citoyennes est ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)



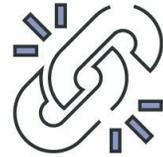
Pas de différence significative selon les régions



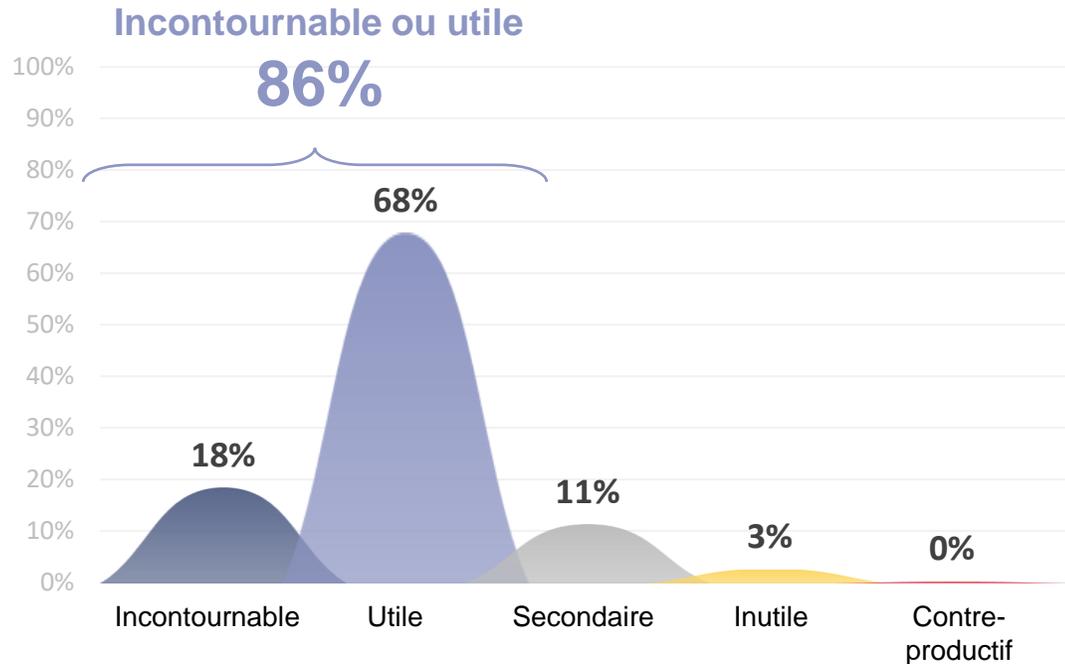
Le « jouer collectif » un mode reconnu pour réduire les fragilités tout en faisant émerger une nouvelle économie plus durable et solidaire.

Q2. Plus largement, pensez-vous que ces alliances entre associations, collectivités, entreprises et initiatives citoyennes soient ...pour

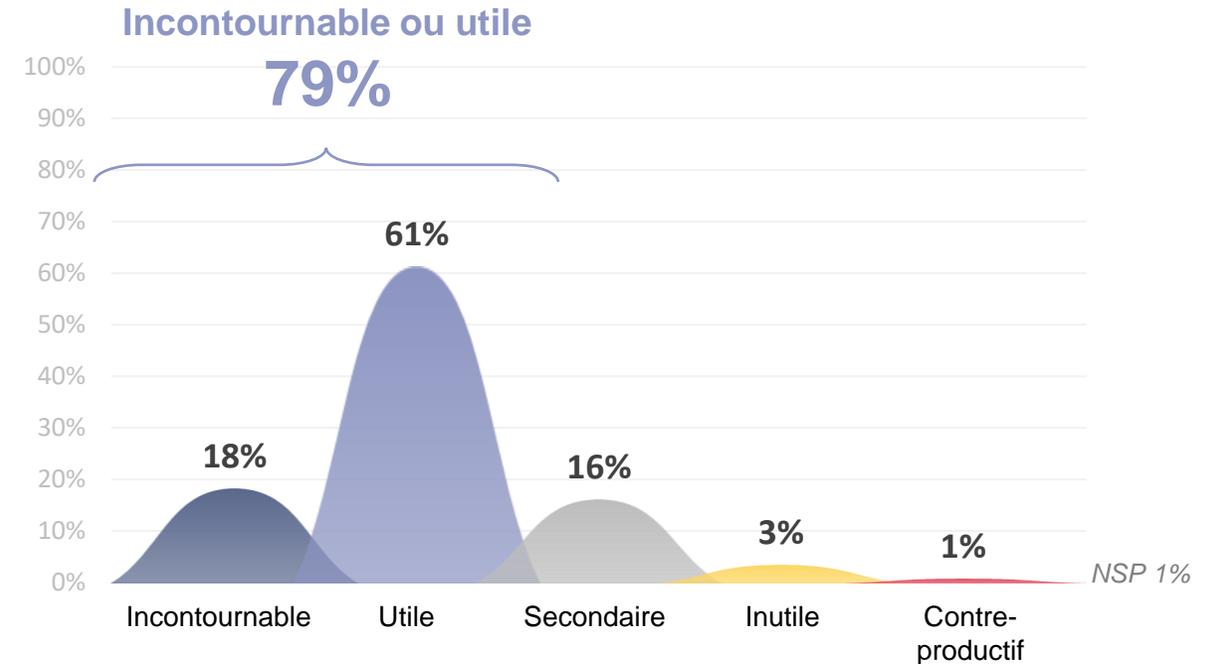
Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)



Pour réduire les fragilités



Pour faire émerger de nouveaux moteurs de développement économique durable





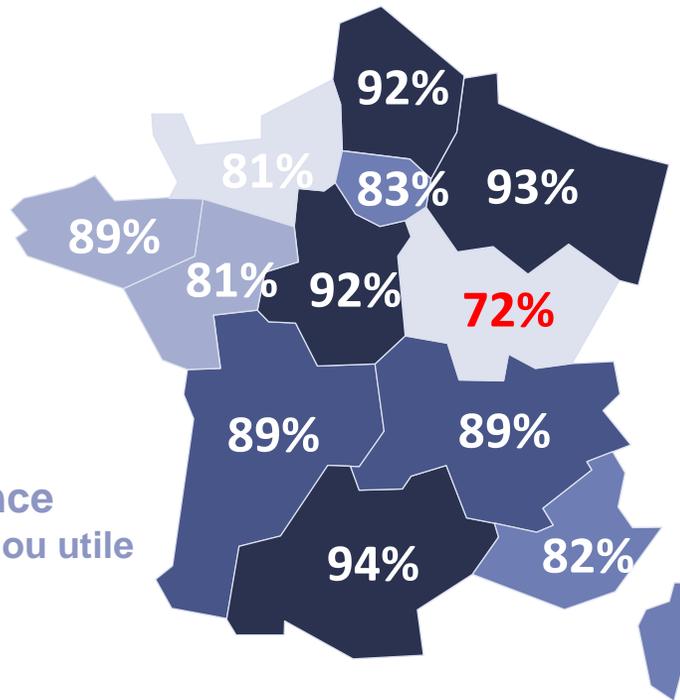
Une variation selon les territoires pour plébisciter le jouer collectif.

Q2. Plus largement, pensez-vous que ces alliances entre associations, collectivités, entreprises et initiatives citoyennes soient incontournables, utiles secondaires, inutiles, contreproductives ... pour

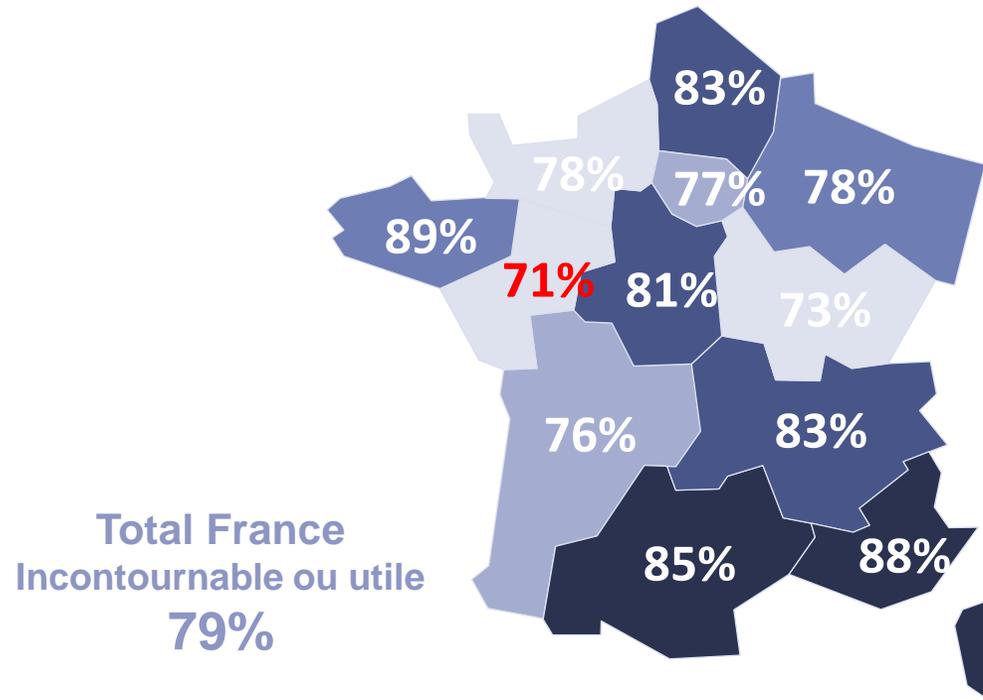
Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)



Pour réduire les fragilités



Pour faire émerger de nouveaux moteurs de développement économique durable





Les dirigeants d'établissements appartenant à une entreprise multi sites sont les plus convaincus par le jouer collectif et principalement les établissements de 250 à 499 salariés.

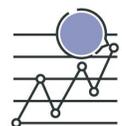
Q2. Plus largement, pensez-vous que ces alliances entre associations, collectivités, entreprises et initiatives citoyennes soient incontournables, utiles secondaires, inutiles, contreproductives ...pour

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)



Pour réduire les fragilités

	Ensemble	Type d'établissement			Taille de l'établissement			
		Unique	Multiple	Unique/Siège	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 à 499 salariés	500 salariés et +
Base	342,144	167,837	174,307	219,807	281,392	53,222	4,914	2,616
Sous-total - Incontournable/Utile	86%	82%	90%	85%	86%	85%	97%	96%
Incontournable	18%	19%	18%	20%	18%	19%	39%	12%
Utile	68%	63%	72%	65%	68%	66%	58%	84%
Secondaire	11%	14%	9%	12%	11%	12%	2%	4%
Sous-total - Inutile/Contre-productif	3%	4%	1%	3%	3%	3%	1%	-



Pour faire émerger de nouveaux moteurs de développement économique durable

Sous-total - Incontournable/Utile	79%	79%	81%	78%	78%	85%	87%	94%
Incontournable	18%	19%	18%	19%	18%	19%	24%	25%
Utile	61%	60%	63%	59%	60%	66%	63%	69%
Secondaire	16%	17%	15%	17%	17%	11%	6%	6%
Sous-total - Inutile/Contre-productif	4%	3%	4%	4%	4%	4%	1%	0%

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



Un fort élan en faveur du jouer collectif toutes tailles et tous secteurs d'activité. Les dirigeants du BTP bien que majoritairement convaincus sont plus réservés.

Q2. Plus largement, pensez-vous que ces alliances entre associations, collectivités, entreprises et initiatives citoyennes soient incontournables, utiles secondaires, inutiles, contreproductives ...pour

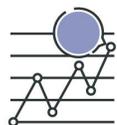
Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)



Pour réduire les fragilités

Base

	Ensemble	Secteur d'activité					Echelle d'intervention			
		Agriculture / Industrie	Construction (BTP)	Commerce + HCR	Services	Santé / Enseignement	Locale	Régionale	Nationale	Internationale
	342,144	47,491	30,952	82,689	109,899	71,114	137,935	73,712	74,911	55,586
Sous-total - Incontournable/Utile	86%	89%	73%	82%	85%	96%	89%	84%	81%	89%
Incontournable	18%	29%	14%	6%	23%	20%	18%	21%	14%	22%
Utile	68%	60%	59%	76%	62%	76%	71%	63%	67%	67%
Secondaire	11%	10%	25%	12%	13%	3%	10%	13%	14%	9%
Sous-total - Inutile/Contre-productif	3%	1%	2%	6%	2%	1%	1%	3%	5%	2%



Pour faire émerger de nouveaux moteurs de développement économique durable

Sous-total - Incontournable/Utile	79%	74%	59%	78%	85%	86%	84%	80%	73%	76%
Incontournable	18%	27%	14%	10%	22%	19%	18%	20%	14%	22%
Utile	61%	47%	45%	68%	63%	67%	66%	60%	59%	54%
Secondaire	16%	19%	41%	17%	12%	7%	12%	16%	21%	19%
Sous-total - Inutile/Contre-productif	4%	7%	0%	4%	2%	7%	3%	4%	6%	3%

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



-2-

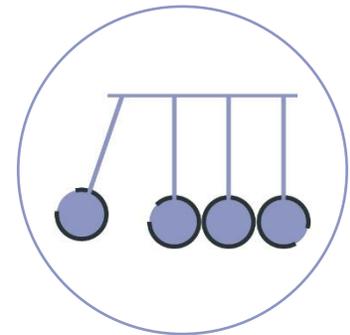
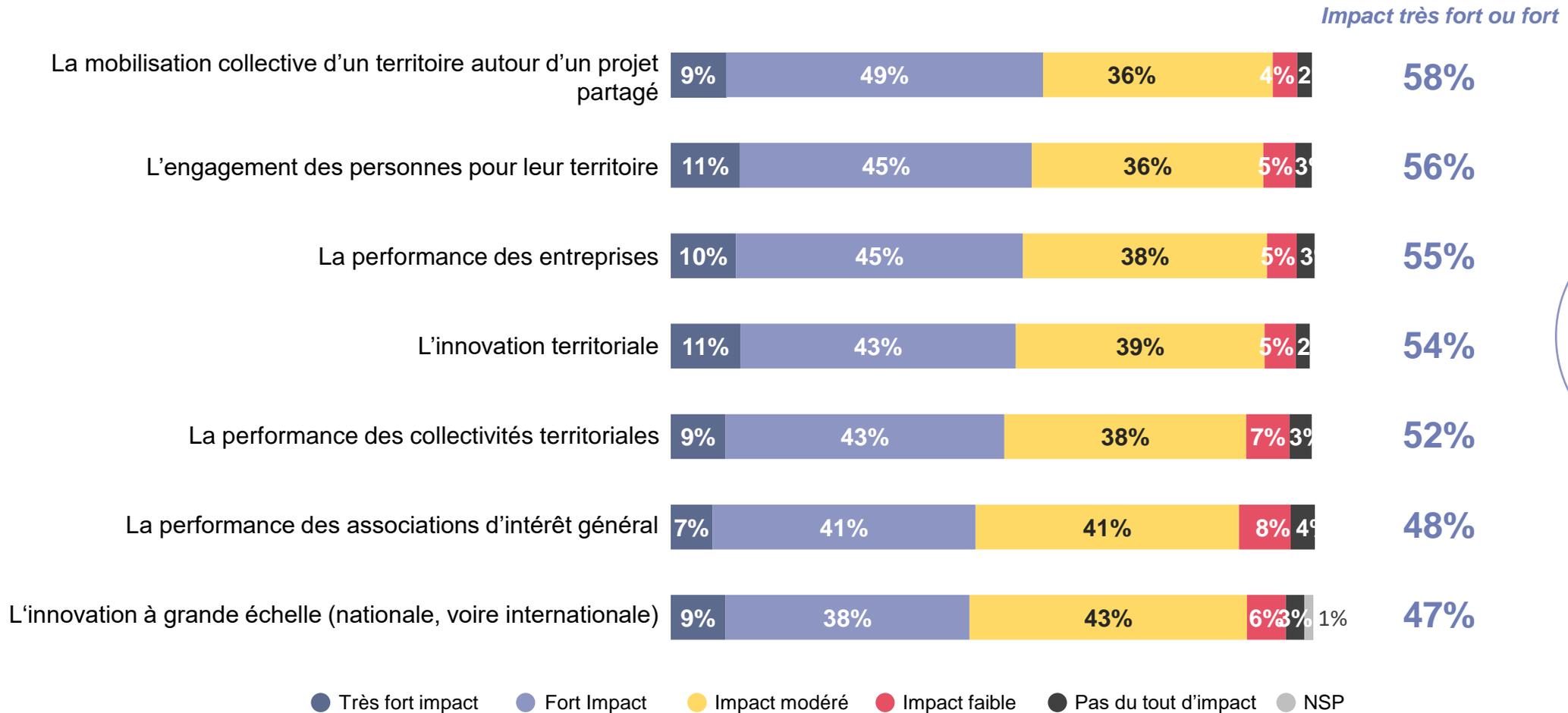
Les impacts et bénéfices du « jouer collectif »



Les dirigeants d'établissements soulignent les bénéfices de travailler ensemble avec les collectivités et les associations et en principal la mobilisation pour leur territoire.

Q3. selon vous, quel degré d'impact peut avoir une capacité à travailler ensemble des collectivités territoriales, des entreprises et des associations sur ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)





Des territoires plus en retrait que d'autres rappelant la nécessité de bien prendre en considération les spécificités de chaque région dans tout projet

Q3. selon vous, quel degré d'impact peut avoir une capacité à travailler ensemble des collectivités territoriales, des entreprises et des associations sur ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)

Impact très fort ou fort



	Ensemble	Ile de France	Centre	Bourgogne - Franche - Comté	Normandie	Hauts de France	Grand -Est	Pays de la Loire	Bretagne	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	Auvergne - Rhône - Alpes	PACA & Corse
Base	342,144	75,624	12,638	13,861	15,960	27,229	27,251	20,084	17,140	30,698	28,459	45,031	28,171
La mobilisation collective d'un territoire autour d'un projet partagé	58%	52%	69%	55%	57%	70%	68%	41%	39%	71%	68%	58%	51%
L'engagement des personnes pour leur territoire	56%	49%	74%	47%	65%	69%	72%	40%	34%	68%	76%	38%	59%
La performance des entreprises	55%	51%	64%	64%	54%	62%	65%	43%	32%	67%	47%	54%	57%
L'innovation territoriale	54%	45%	66%	55%	48%	70%	62%	37%	39%	61%	62%	65%	36%
La performance des collectivités territoriales	52%	41%	67%	64%	52%	65%	61%	40%	36%	67%	53%	47%	56%
La performance des associations d'intérêt général	48%	40%	62%	46%	53%	63%	57%	40%	31%	55%	57%	40%	43%
L'innovation à grande échelle (nationale, voire internationale)	47%	40%	48%	47%	39%	47%	56%	34%	35%	60%	39%	60%	48%

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



Les dirigeants des établissements de 250 à 499 salariés soulignent nettement l'impact positif de l'agir ensemble sur la performance pour leur entreprise.

Q3. selon vous, quel degré d'impact peut avoir une capacité à travailler ensemble des collectivités territoriales, des entreprises et des associations sur ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)

Impact très fort ou fort	Ensemble	Type d'établissement			Taille de l'établissement			
		Unique	Multiple	Unique/Siège	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 à 499 salariés	500 salariés et +
	Base 342,144	167,837	174,307	219,807	281,392	53,222	4,914	2,616
La mobilisation collective d'un territoire autour d'un projet partagé	58%	52%	63%	54%	58%	55%	66%	60%
L'engagement des personnes pour leur territoire	56%	52%	61%	55%	57%	52%	62%	62%
La performance des entreprises	55%	51%	59%	53%	55%	50%	70%	58%
L'innovation territoriale	54%	50%	58%	51%	54%	50%	61%	49%
La performance des collectivités territoriales	52%	50%	54%	52%	53%	46%	61%	44%
La performance des associations d'intérêt général	48%	45%	50%	47%	48%	44%	59%	41%
L'innovation à grande échelle (nationale, voire internationale)	47%	40%	53%	43%	47%	40%	60%	61%

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



Des impacts positifs en retrait pour le secteur du commerce et de la grande distribution d'autant plus que l'échelle d'intervention est nationale

Q3. selon vous, quel degré d'impact peut avoir une capacité à travailler ensemble des collectivités territoriales, des entreprises et des associations sur ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)

Impact très fort ou fort	Ensemble	Secteur d'activité					Echelle d'intervention			
		Agriculture / Industrie	Construction (BTP)	Commerce + HCR	Services	Santé / Enseignement	Locale	Régionale	Nationale	Internationale
	Base 342,144	47,491	30,952	82,689	109,899	71,114	137,935	73,712	74,911	55,586
La mobilisation collective d'un territoire autour d'un projet partagé	58%	58%	61%	45%	63%	63%	65%	55%	49%	56%
L'engagement des personnes pour leur territoire	56%	62%	41%	48%	60%	63%	63%	50%	48%	56%
La performance des entreprises	55%	62%	57%	46%	58%	55%	63%	59%	41%	49%
L'innovation territoriale	54%	56%	40%	47%	58%	59%	60%	53%	46%	47%
La performance des collectivités territoriales	52%	44%	41%	44%	58%	61%	66%	53%	37%	36%
La performance des associations d'intérêt général	48%	41%	31%	33%	54%	66%	61%	42%	39%	32%
L'innovation à grande échelle (nationale, voire internationale)	47%	53%	33%	42%	56%	38%	54%	44%	46%	32%

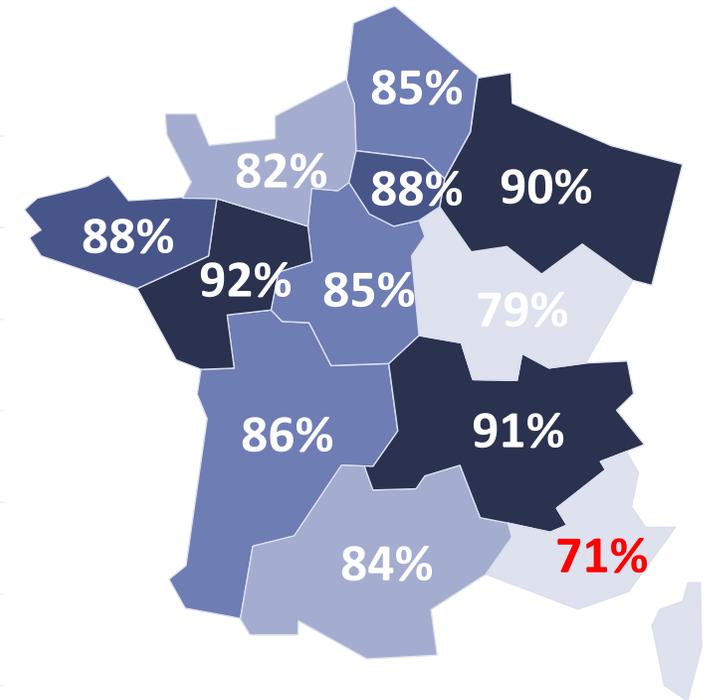
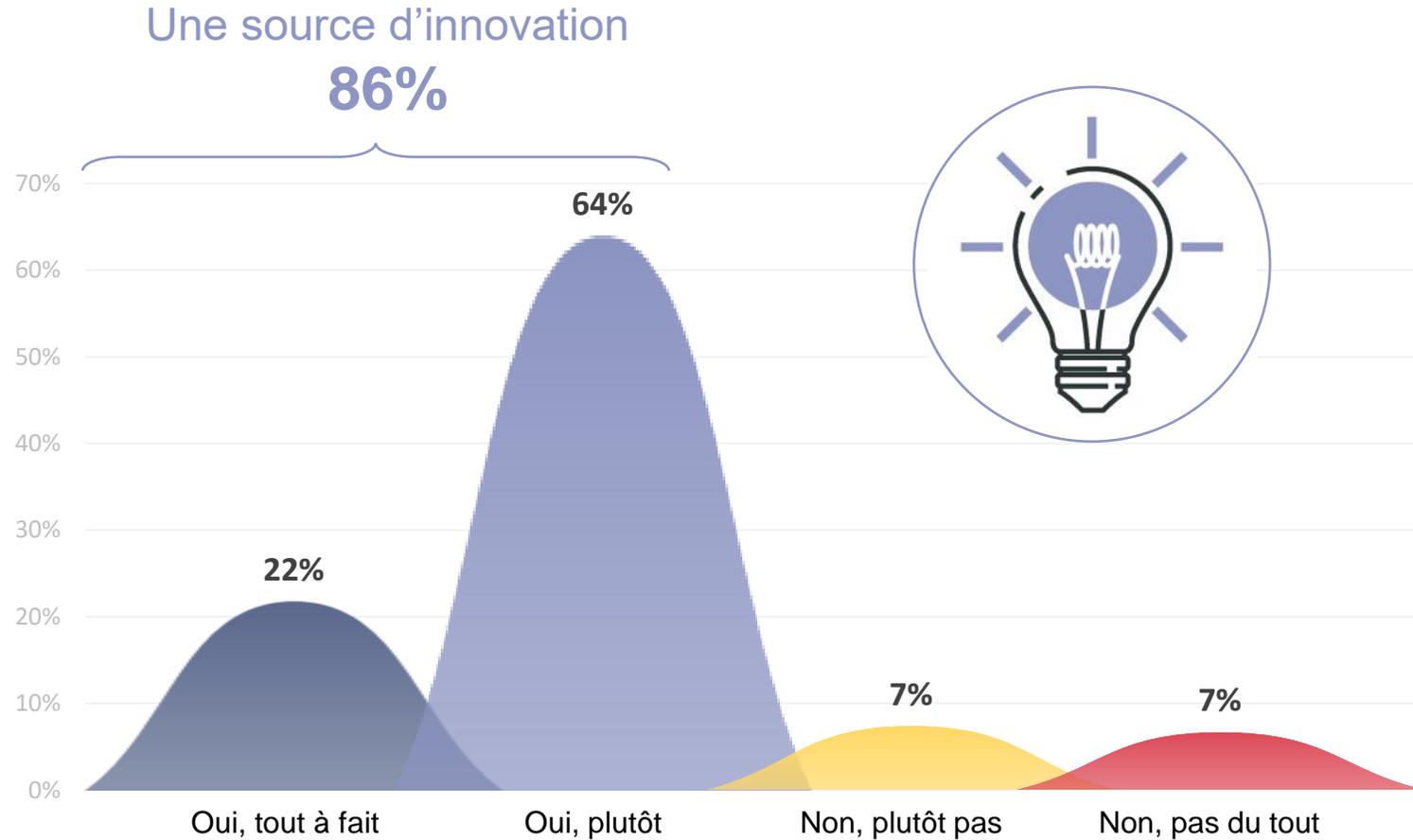
X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



Près de 9 dirigeants sur 10 adhèrent à la capacité des alliances à être source d'innovation pour répondre aux fragilités de leur territoire.

Q4. Diriez-vous que les alliances entre associations, entreprises et collectivités territoriales sont source d'innovation pour répondre aux fragilités territoriales ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)

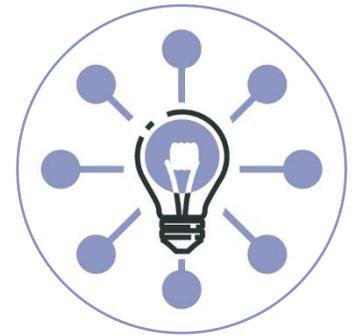
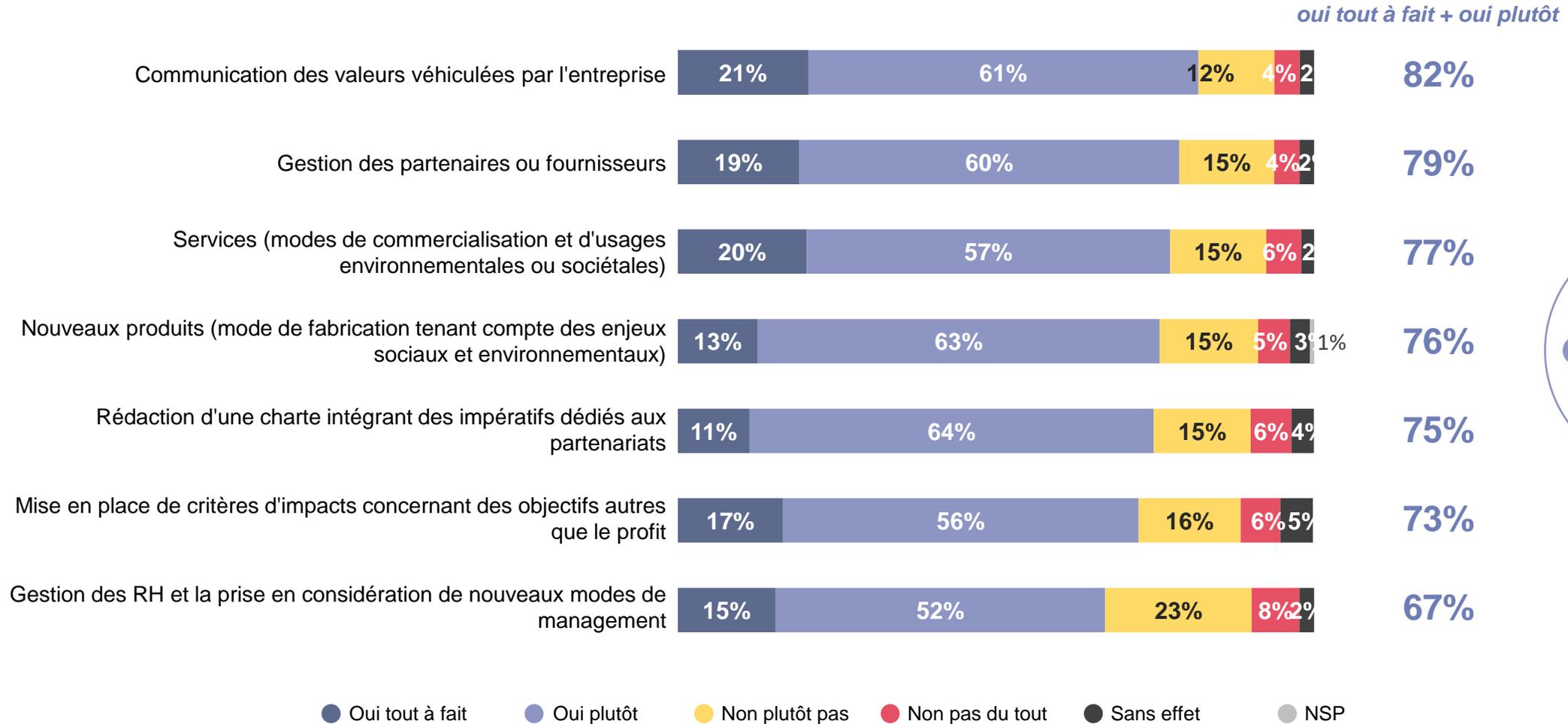




Les alliances au service d'une dynamique organisationnelle intégrant les enjeux d'un nouveau développement et de nouveaux produits.

Q5. Les alliances permettent-elles d'innover en matière de ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)





-3-

Perception et fragilités de leur territoire



Tous les territoires sont considérés porteurs d'espace naturel, de terrain de vie culturellement ou historiquement marqué, d'espace administratif, et un peu moins « d'incarnation de projets ».

Q18. Quand vous pensez à votre territoire, pensez-vous spontanément à... ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)

En pensant spontanément à son territoire...



espace naturel
(ex/ Massif central)

59%



terrain de vie culturellement
ou historiquement marqué

58%



espace administratif
(ex/ ville, département, région)

51%

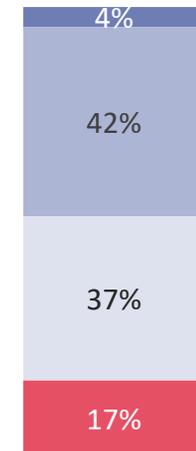
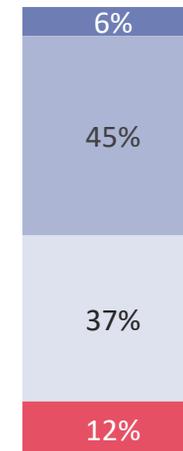
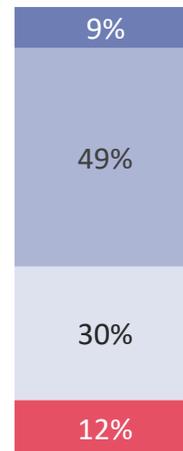
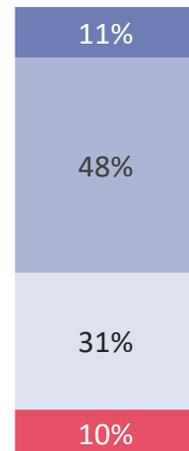


lieu d'incarnation
des projets

46%

TOTAL Intensément
+Assez fortement

- Intensément ●
- Assez fortement ●
- Faiblement ●
- Pas du tout ●





Selon les régions les entreprises pensent aux spécificités de leur territoire. L'Ile de France apparaît nettement en retrait pour le lieu d'incarnation des projets !

Q18. Quand vous pensez à votre territoire, pensez-vous spontanément à... ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)

Intensément+
Assez fortement



Base 342,144 75,624 12,638 13,861 15,960 27,229 27,251 20,084 17,140 30,698 28,459 45,031 28,171

	Ensemble	Ile de France	Centre	Bourgogne - Franche - Comté	Normandie	Hauts de France	Grand - Est	Pays de la Loire	Bretagne	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	Auvergne - Rhône - Alpes	PACA & Corse
espace naturel (ex/ Massif central)	59%	40%	42%	62%	71%	53%	71%	62%	62%	71%	73%	66%	63%
terrain de vie culturellement ou historiquement marqué	58%	47%	40%	57%	50%	62%	75%	40%	61%	70%	72%	63%	54%
espace administratif (ex/ ville, département, région)	51%	50%	42%	36%	37%	47%	52%	53%	52%	61%	64%	47%	54%
lieu d'incarnation des projets	46%	28%	43%	46%	55%	66%	43%	50%	57%	51%	48%	60%	46%

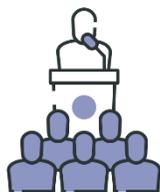
X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



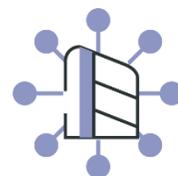
Des dirigeants d'entreprises dédiés à leur Entreprise.

Q19. Sur votre territoire, êtes-vous directement impliqué/engagé au sein... ..

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)



de la vie citoyenne locale en tant qu'élu local, membre actif d'une association (sociale, sportive, culturelle...)



d'un(de) collectif(s) de développement des entreprises (clubs locaux d'entreprise, CJD, association de commerçant...)



d'une(de) structure(s) d'appui des entreprises (syndicats professionnels, assemblée consulaires...)

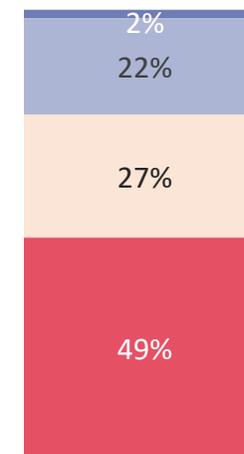
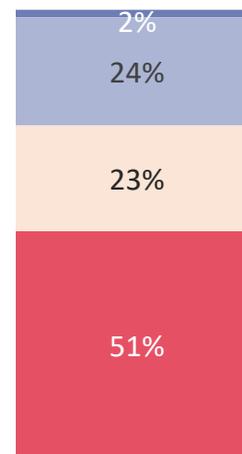
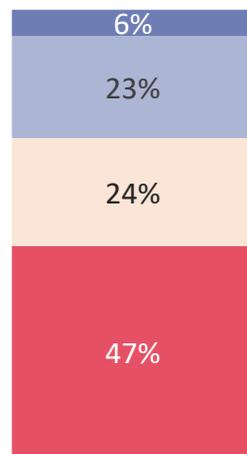
TOTAL Intensément +Assez fortement

29%

26%

24%

- Intensément ●
- Assez fortement ●
- Faiblement ●
- Pas du tout ●



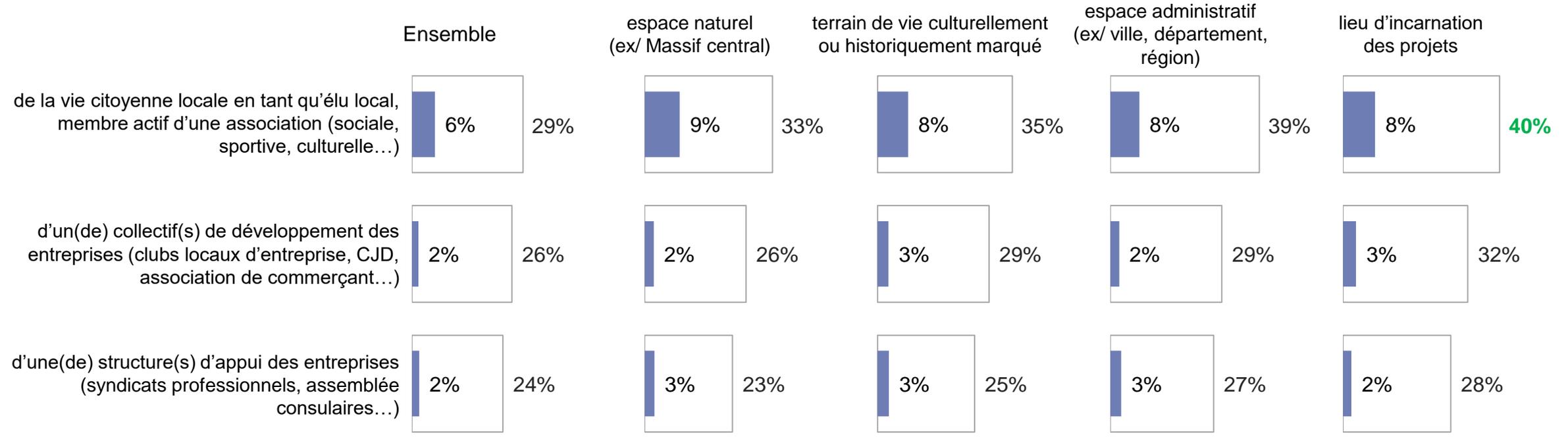
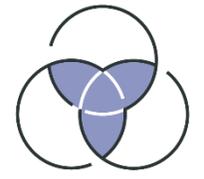


Des dirigeants d'établissements qui lorsqu'ils sont engagés dans la vie citoyenne local pensent plus à leurs territoires comme lieu d'incarnation des projets.

Q19. Sur votre territoire, êtes-vous directement impliqué/engagé au sein...
 Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)

- Intensément
- Intensément/Assez fortement

En pensant spontanément à son territoire vous pensez ...

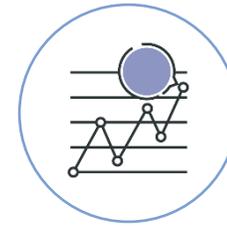
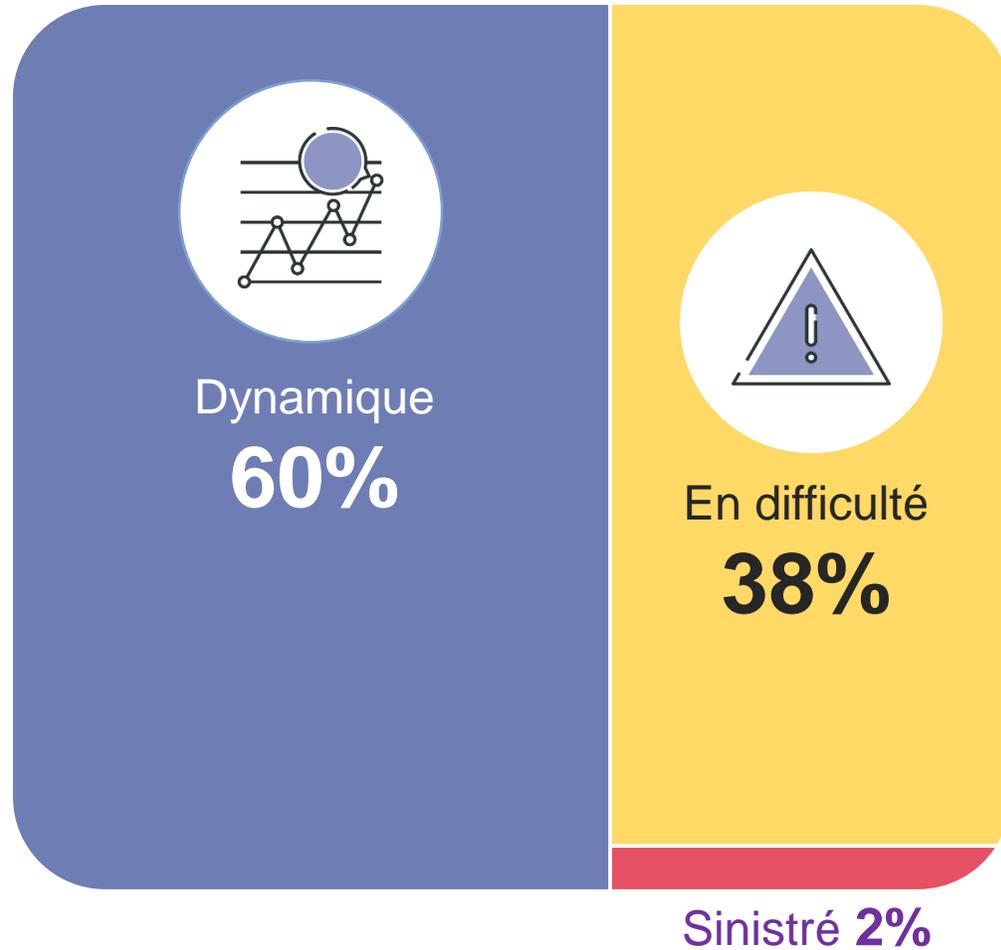




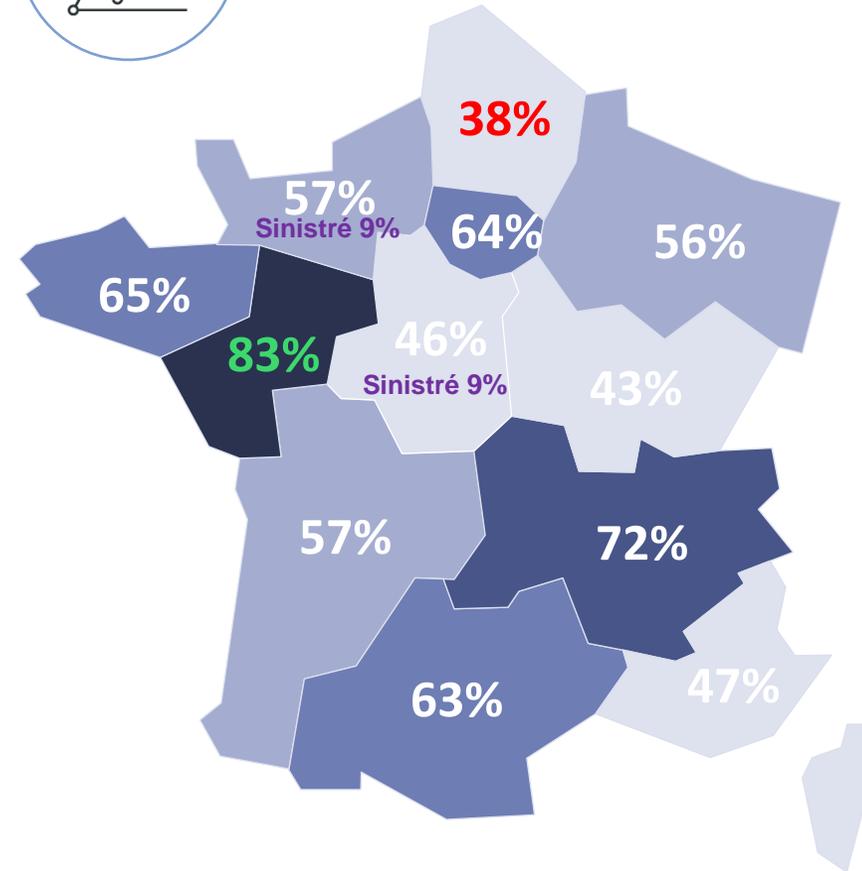
Qualification de la fragilité de leur territoire

Q13. Qualifiez-vous votre territoire comme un territoire ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)



% Dynamique





Qualification de leur territoire : Les entreprises intervenant au niveau régional sont les plus optimistes.

Q13. Qualifiez-vous votre territoire comme un territoire ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)

	Ensemble	Type d'établissement			Taille de l'établissement			
		Unique	Multiple	Unique/Siège	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 à 499 salariés	500 salariés et +
Base	342,144	167,837	174,307	219,807	281,392	53,222	4,914	2,616
Dynamique	60%	62%	58%	63%	59%	61%	69%	68%
En difficulté	38%	36%	40%	34%	39%	36%	23%	29%
Sinistré	2%	2%	2%	3%	2%	3%	8%	3%

	Ensemble	Secteur d'activité					Echelle d'intervention			
		Agriculture / Industrie	Construction (BTP)	Commerce + HCR	Services	Santé / Enseignement	Locale	Régionale	Nationale	Internationale
Base	342,144	47,491	30,952	82,689	109,899	71,114	137,935	73,712	74,911	55,586
Dynamique	60%	69%	66%	59%	56%	57%	49%	72%	68%	59%
En difficulté	38%	30%	33%	38%	41%	40%	49%	26%	30%	38%
Sinistré	2%	1%	1%	3%	3%	3%	2%	2%	2%	3%

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



-4-

L'analyse des fragilités territoriales



Quand la dynamique sociétale invite les entreprises à faire alliance pour répondre aux fragilités de leur territoire.

- ▶ Dès 2015, l'étude PHARE conduite auprès des entreprises (hors administration) balayait déjà les clichés d'un espace économique créateur de richesses uniquement pour lui-même ou, autrement dit, d'un espace agissant au service d'intérêts particuliers pouvant être en décalage avec les actions au service du bien commun.
- ▶ Et pourtant, l'engagement en groupe de chefs d'entreprises dès 2011 qui souhaitaient participer plus activement à l'insertion professionnelle s'était bien transformé en 2015 avec plus de 62% des partenariats réalisés dans ce domaine.
- ▶ Les entreprises désignaient en 2015 la pauvreté et la précarité comme deuxième fragilité, juste après l'emploi le chômage et l'insertion professionnelle, alors que les associations situaient la pauvreté en 3° fragilité et le citoyen en 6° à part égale avec l'environnement augurant déjà d'une dynamique intentionnelle de cet espace dit « économique » à œuvrer aussi au service des plus fragiles.
- ▶ En 2021, la dynamique intentionnelle du jouer collectif pour réduire les fragilités de leur territoire enregistre des scores très élevés avec près de 9 dirigeants d'entreprises sur 10 (si ce n'est plus) dans chaque territoire. Elle peut s'assimiler à une déferlante emportant toutes réserves sur son passage et principalement celle de la responsabilité du chef d'entreprise et de sa gouvernance qui serait seulement cloisonnée aux intérêts de sa seule entreprise.
 - ▶ En rappel l'échantillon national a bien été constitué à partir de 12 échantillons représentatifs chacun d'une Région, PACA et Corse ont été réunies. il n'y a donc pas d'effet globaux sur les résultats territoriaux.
- ▶ Le regard 2021 des entreprises sur les fragilités de leur territoire a ici grande valeur pour tous les acteurs de leur territoire, car si leur rôle demeure celui de créateurs de richesses et de développement économique, tel qu'attendu par les élus locaux*, il est démontré que ces entreprises entendent bien désormais s'organiser pour œuvrer à leur juste place certes mais aussi avec un nouveau regard et des nouveaux moyens à la mise en place d'une nouvelle économie que l'on qualifierait de plus « saine et donc plus durable ».
- ▶ Une nouvelle éthique de la responsabilité des entreprises vis-à-vis de leur territoire semble ici se révéler au grand jour dans le choix même des partenariats prioritaires qu'ils entendent mener.

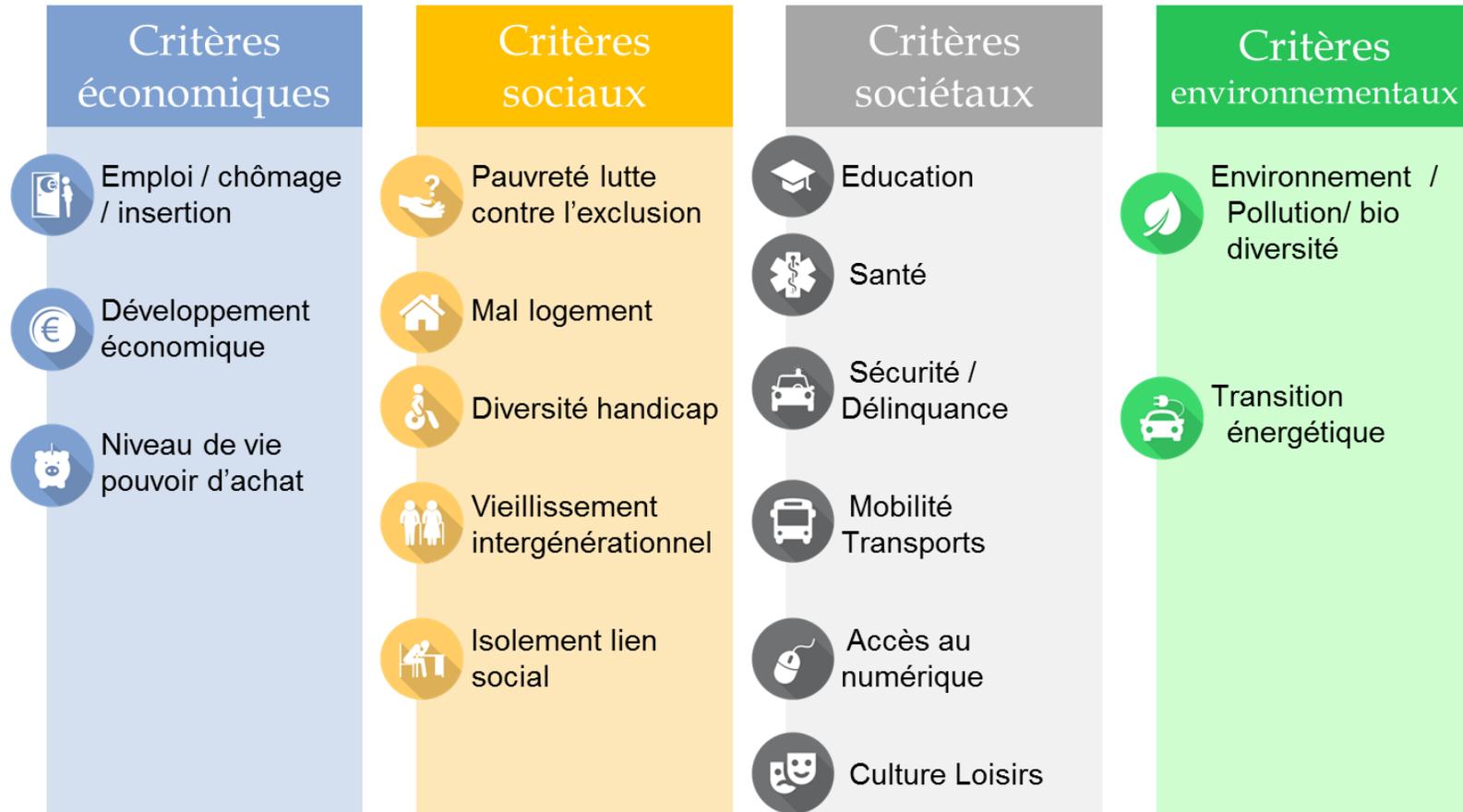


Quand la dynamique sociétale invite les entreprises à faire alliance pour répondre aux fragilités de leur territoire. Un regard sur les fragilités porteur de transformation

- ▶ L'Observatoire des partenariats a retenu 16 domaines pour permettre d'identifier les fragilités des territoires autour des enjeux économiques, sociaux, environnementaux et sociétaux perçus par les différentes populations.
- ▶ Ces domaines ont été présentés aux répondants pour être notés selon le degré de fragilité perçue de chaque territoire dans le cadre des différentes études conduites depuis 2015.
- ▶ La définition qui avait été donnée dès 2015 rappelait que la notion de **fragilité** est **évolutive ET dépendante de son environnement**. La fragilité ne peut donc se repérer, non pas à partir d'un seuil idéal d'une Société se considérant épanouie, mais bien à travers l'écoute des vécus et des écarts enregistrés entre des populations sur des territoires eux-mêmes bien définis.
- ▶ Avec la crise sanitaire qui replace la santé en tête des fragilités perçues au niveau national, cette définition prend tout son sens et invite à se poser la question de l'intérêt général face à tous les déséquilibres pouvant être observés à un instant T.
- ▶ Certes la santé est du registre du vital mais la crise a révélé d'autres fragilités aggravant le défi de la santé et rappelle que tout déséquilibre trop présent dans un des domaines cités peut déclencher en chaîne des grandes injustices et peut impacter fortement les autres domaines.
- ▶ Aussi, il est important de souligner que les notes nationales ne sont que des moyennes nationales et qu'il s'agit bien de travailler avec les entreprises, territoire par territoire, d'autant plus qu'elles n'hésitent pas à mettre en tête d'autres domaines que la santé, même en pleine crise sanitaire.



Les 16 domaines de fragilités d'un territoire



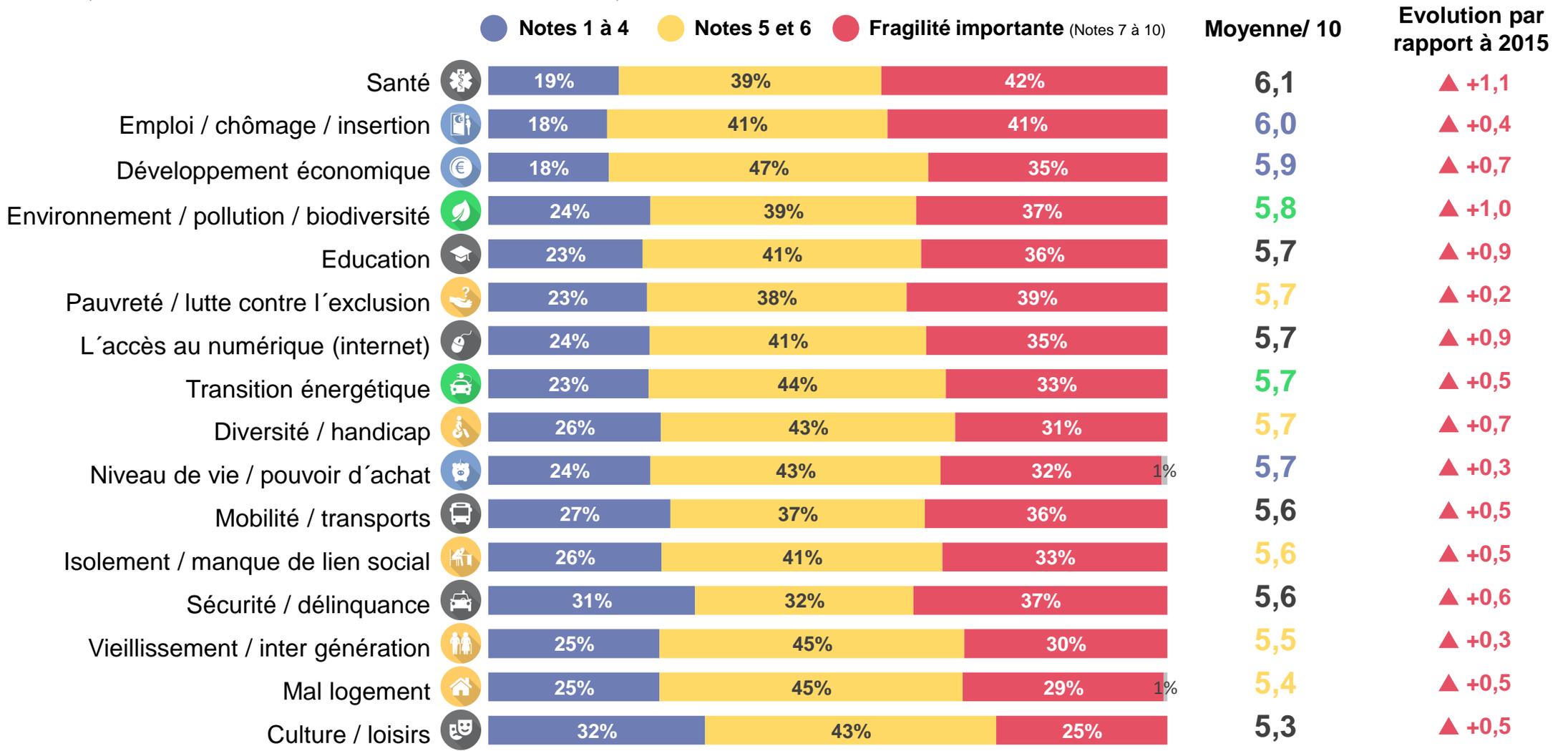


La comparaison 2021 vs 2015 signale des notes de fragilités à la hausse.

Passée la santé ; le chômage/ l'insertion, le développement économique et l'environnement font le TOP 3. La pauvreté et l'insécurité enregistrent des taux élevés dans la part des dirigeants ayant noté 7 sur 10.

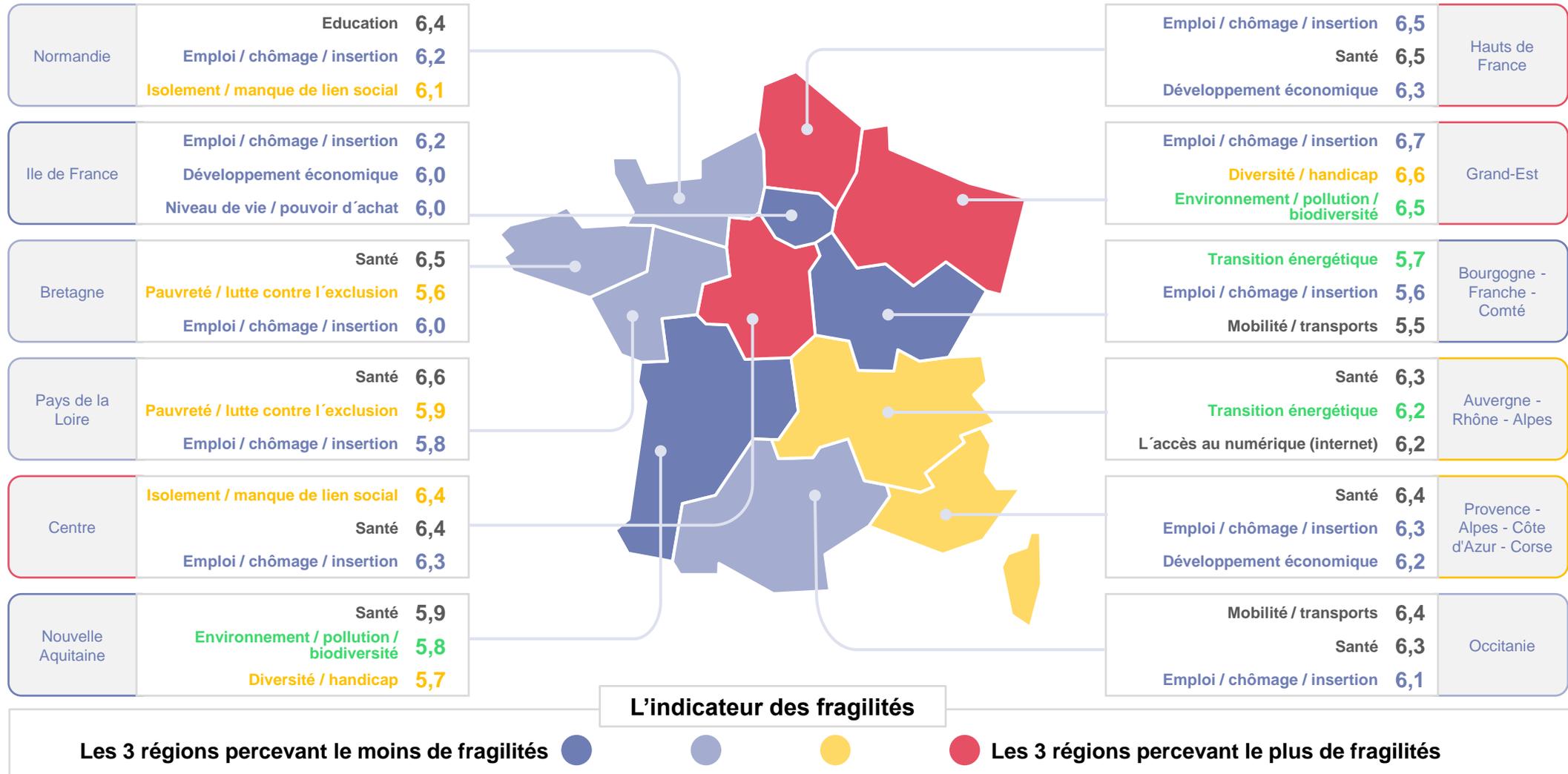
Q12. Je vais vous citer 16 domaines, pouvez-vous les noter de 1 à 10 en considérant leur degré de fragilités prioritaires de votre territoire ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)





La santé dans tous les esprits au national ainsi que l'emploi et le développement économique, Certaines régions rappellent en tête d'autres fragilités : l'éducation, la pauvreté, la transition énergétique ou la mobilité





Les fragilités vues par entreprise par région, des spécificités régionales à ne pas occulter

Q12. Je vais vous citer 16 domaines, pouvez-vous les noter de 1 à 10 en considérant leur degré de fragilités prioritaires de votre territoire ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)

Note moyenne



	Ensemble	Ile de France	Centre	Bourgogne - Franche - Comté	Normandie	Hauts de France	Grand - Est	Pays de la Loire	Bretagne	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	Auvergne - Rhône - Alpes	PACA & Corse
Base	342,144	75,624	12,638	13,861	15,960	27,229	27,251	20,084	17,140	30,698	28,459	45,031	28,171
Santé	6,1	5,8	6,4	5,4	5,9	6,5	6,4	6,6	6,5	5,9	6,3	6,3	6,4
Emploi / chômage / insertion	6,0	6,2	6,3	5,6	6,2	6,5	6,7	5,8	6,0	5,7	6,1	5,1	6,3
Développement économique	5,9	6,0	5,8	5,5	5,5	6,3	6,3	5,1	5,7	5,5	5,5	5,9	6,2
Environnement / pollution / biodiversité	5,8	5,6	5,7	5,3	5,5	6,2	6,5	5,8	5,6	5,8	5,8	5,9	5,4
Education	5,7	5,7	6,0	4,8	6,4	6,2	6,2	5,7	5,8	5,7	5,4	5,7	5,4
Pauvreté / lutte contre l'exclusion	5,7	5,6	6,1	5,1	5,7	6,1	5,8	5,9	5,6	5,6	5,8	5,6	6,2
L'accès au numérique (internet)	5,7	5,2	5,9	5,5	5,9	6,2	6,1	5,7	5,9	5,3	5,7	6,2	6,0
Transition énergétique	5,7	5,4	5,8	5,7	5,5	6,0	5,3	5,7	6,0	5,3	6,0	6,2	5,8
Diversité / handicap	5,7	5,3	6,0	5,0	5,7	6,0	6,6	5,4	5,3	5,7	5,4	5,8	6,0
Niveau de vie / pouvoir d'achat	5,7	6,0	5,7	5,4	5,7	5,8	6,5	4,9	5,5	5,1	5,1	5,5	6,1
Mobilité / transports	5,6	5,0	5,5	5,5	5,5	5,9	5,6	5,6	6,1	5,4	6,4	5,8	6,2
Isolement / manque de lien social	5,6	5,1	6,4	5,2	6,1	6,3	6,1	5,2	5,2	5,6	5,6	5,4	5,8
Sécurité / délinquance	5,6	5,8	5,7	5,1	5,2	6,2	5,0	5,6	5,7	5,2	5,0	6,1	5,4
Vieillesse / inter génération	5,5	5,3	6,0	5,4	5,7	5,8	5,3	5,6	5,4	5,3	5,3	5,8	5,4
Mal logement	5,4	5,5	5,5	5,5	5,5	6,2	5,0	5,4	5,3	4,9	5,0	5,8	5,1
Culture / loisirs	5,3	5,1	5,1	5,2	5,1	5,3	5,9	5,0	5,8	5,3	4,7	5,7	5,5

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



Les fragilités selon le type d'établissement et la taille : une grande cohérence générale.

Q12. Je vais vous citer 16 domaines, pouvez-vous les noter de 1 à 10 en considérant leur degré de fragilités prioritaires de votre territoire ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)

Note moyenne	Ensemble	Type d'établissement			Taille de l'établissement			
		Unique	Multiple	Unique/Siège	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 à 499 salariés	500 salariés et +
	Base 342,144	167,837	174,307	219,807	281,392	53,222	4,914	2,616
Santé	6,1	5,9	6,4	6,0	6,1	6,3	6,2	5,6
Emploi / chômage / insertion	6,0	5,9	6,2	5,8	6,0	6,2	5,7	5,5
Développement économique	5,9	5,7	6,1	5,6	5,9	5,9	5,7	5,6
Environnement / pollution / biodiversité	5,8	5,7	5,8	5,6	5,8	5,9	5,6	5,7
Education	5,7	5,7	5,8	5,7	5,8	5,6	5,8	5,3
Pauvreté / lutte contre l'exclusion	5,7	5,8	5,6	5,7	5,7	5,7	5,7	5,4
L'accès au numérique (internet)	5,7	5,6	5,8	5,6	5,9	5,0	5,5	5,3
Transition énergétique	5,7	5,5	5,9	5,5	5,8	5,4	5,8	5,6
Diversité / handicap	5,7	5,6	5,8	5,5	5,7	5,8	5,6	5,2
Niveau de vie / pouvoir d'achat	5,7	5,6	5,8	5,6	5,6	6,0	5,3	5,5
Mobilité / transports	5,6	5,6	5,6	5,6	5,7	5,3	5,2	5,0
Isolement / manque de lien social	5,6	5,7	5,4	5,6	5,6	5,5	5,4	5,5
Sécurité / délinquance	5,6	5,5	5,6	5,4	5,6	5,5	5,5	5,5
Vieillesse / inter génération	5,5	5,6	5,4	5,5	5,4	5,7	5,7	5,8
Mal logement	5,4	5,4	5,4	5,4	5,4	5,2	5,4	5,4
Culture / loisirs	5,3	5,2	5,4	5,1	5,3	5,3	4,6	5,3

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



Des impacts de la crise pour les commerces qui rappellent l'importance du numérique, et les entreprises avec une échelle d'intervention internationale haussent le ton

Q12. Je vais vous citer 16 domaines, pouvez-vous les noter de 1 à 10 en considérant leur degré de fragilités prioritaires de votre territoire ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)

Note moyenne	Ensemble	Secteur d'activité					Echelle d'intervention			
		Agriculture / Industrie	Construction (BTP)	Commerce + HCR	Services	Santé / Enseignement	Locale	Régionale	Nationale	Internationale
	Base 342,144	47,491	30,952	82,689	109,899	71,114	137,935	73,712	74,911	55,586
Santé	6,1	5,8	6,0	6,8	5,8	6,2	6,1	5,8	6,1	7,0
Emploi / chômage / insertion	6,0	5,8	6,3	6,3	6,1	5,6	5,9	5,6	5,9	7,1
Développement économique	5,9	5,6	6,4	6,1	5,9	5,5	5,7	5,7	5,9	6,6
Environnement / pollution / biodiversité	5,8	5,8	6,4	6,1	5,4	5,6	5,4	5,7	5,9	6,7
Education	5,7	5,6	6,2	6,2	5,6	5,2	5,2	6,0	6,0	6,6
Pauvreté / lutte contre l'exclusion	5,7	5,3	5,9	6,0	5,6	5,9	5,6	5,3	6,0	6,3
L'accès au numérique (internet)	5,7	5,5	5,8	6,3	5,6	5,4	5,6	5,4	5,9	6,2
Transition énergétique	5,7	5,7	6,0	6,1	5,4	5,5	5,5	5,3	6,2	6,2
Diversité / handicap	5,7	5,3	5,9	6,3	5,5	5,4	5,3	5,5	6,1	6,3
Niveau de vie / pouvoir d'achat	5,7	5,4	5,8	5,5	5,9	5,6	5,5	5,6	5,5	6,5
Mobilité / transports	5,6	5,3	5,9	5,7	5,6	5,7	5,6	5,5	5,6	5,9
Isolement / manque de lien social	5,6	5,4	5,6	5,3	5,5	6,1	5,5	5,4	5,5	6,0
Sécurité / délinquance	5,6	5,2	5,8	6,0	5,5	5,4	5,3	5,3	6,0	6,0
Vieillesse / inter génération	5,5	5,5	5,7	5,2	5,6	5,6	5,5	5,1	5,7	5,7
Mal logement	5,4	5,2	5,5	5,5	5,4	5,4	5,5	4,9	5,8	5,4
Culture / loisirs	5,3	5,3	5,5	5,6	5,3	4,9	5,1	4,9	5,7	5,9

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



-5-

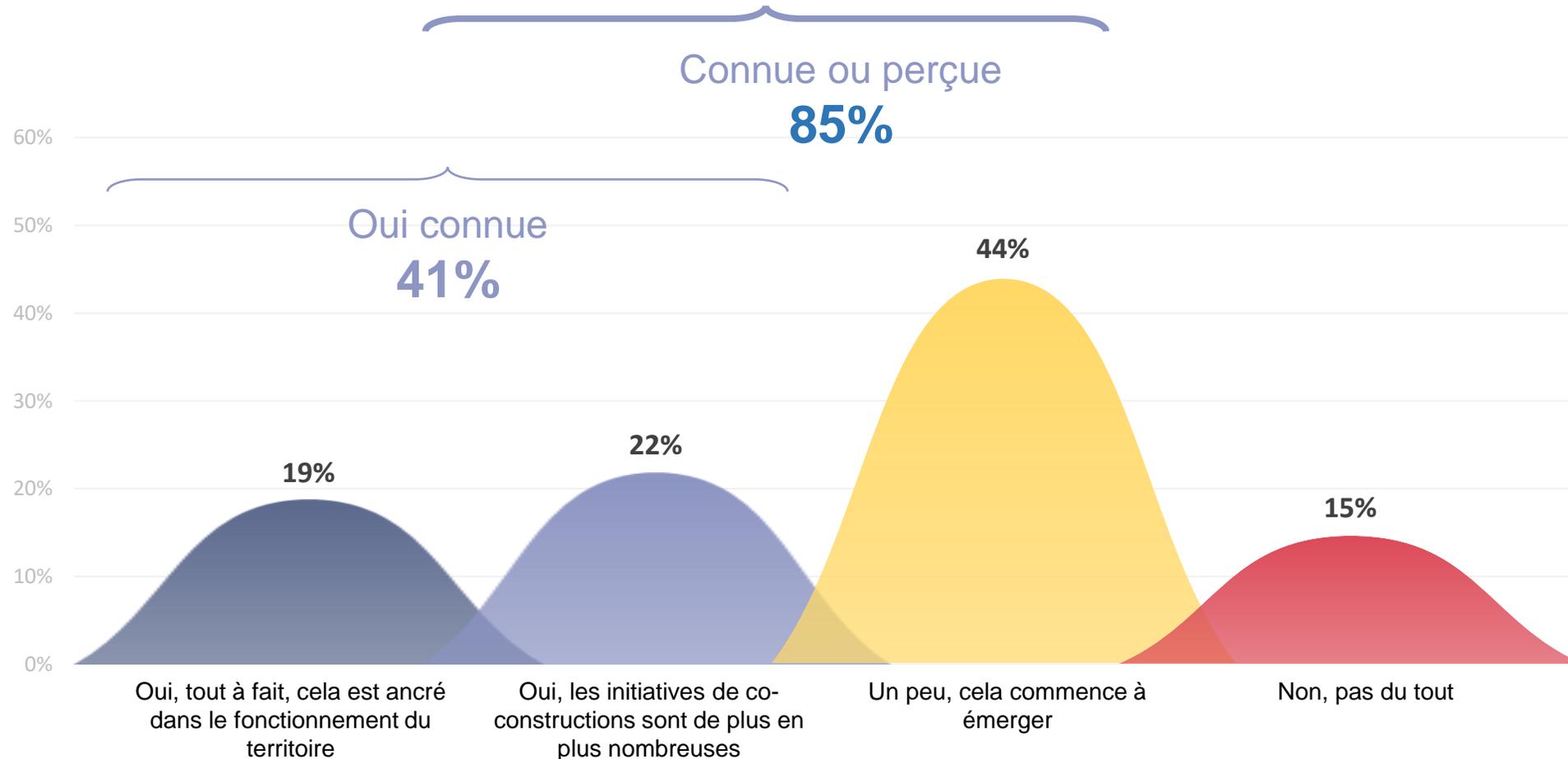
La dynamique de co- construction territoriale



Une dynamique de co-construction pour relever les défis communs de leur territoire

Q14. Votre territoire est-il porteur d'une dynamique de co-construction entre les différents acteurs (associations, entreprises et collectivités territoriales) ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)





La dynamique de co-construction s'enracine dans tous les territoires par de nombreuses initiatives, surtout dans les Pays de la Loire

Q14. Votre territoire est-il porteur d'une dynamique de co-construction entre les différents acteurs (associations, entreprises et collectivités territoriales) ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)

	Ensemble	Ile de France	Centre	Bourgogne - Franche - Comté	Normandie	Hauts de France	Grand - Est	Pays de la Loire	Bretagne	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	Auvergne - Rhône - Alpes	PACA & Corse
Base	342,144	75,624	12,638	13,861	15,960	27,229	27,251	20,084	17,140	30,698	28,459	45,031	28,171
Sous-total Oui	41%	34%	38%	45%	40%	50%	35%	52%	40%	44%	43%	37%	46%
Oui, tout à fait, cela est ancré dans le fonctionnement du territoire	19%	17%	14%	17%	18%	25%	21%	15%	12%	18%	26%	12%	29%
Oui, les initiatives de co-constructions sont de plus en plus nombreuses	22%	17%	24%	28%	22%	25%	14%	37%	28%	26%	17%	25%	17%
Un peu, cela commence à émerger	44%	48%	36%	41%	47%	43%	60%	29%	35%	43%	38%	54%	33%
Non, pas du tout	15%	18%	23%	14%	13%	6%	5%	19%	25%	13%	19%	9%	19%
NSP	-	-	3%	-	-	1%	-	-	-	-	-	-	2%

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



La dynamique de co-construction portée par de nombreuses initiatives pour 4 dirigeants sur 10 dans les établissements de 250 à 499 salariés.

Q14. Votre territoire est-il porteur d'une dynamique de co-construction entre les différents acteurs (associations, entreprises et collectivités territoriales) ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)

	Ensemble	Type d'établissement			Taille de l'établissement			
		Unique	Multiple	Unique/Siège	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 à 499 salariés	500 salariés et +
Base	195,776	85,862	109,914	117,961	156,945	34,437	2,938	1,456
Sous-total Oui	41%	42%	40%	44%	39%	51%	53%	35%
Oui, tout à fait, cela est ancré dans le fonctionnement du territoire	19%	20%	18%	22%	18%	25%	13%	13%
Oui, les initiatives de co-constructions sont de plus en plus nombreuses	22%	22%	22%	22%	21%	26%	40%	22%
Un peu, cela commence à émerger	44%	42%	46%	40%	46%	35%	36%	44%
Non, pas du tout	15%	16%	14%	16%	15%	12%	10%	21%
NSP	-	-	-	-	-	2%	1%	-

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



La dynamique de co-construction mieux repérée par les secteurs de l'agriculture et de l'industrie.

Q14. Votre territoire est-il porteur d'une dynamique de co-construction entre les différents acteurs (associations, entreprises et collectivités territoriales) ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)

	Ensemble	Secteur d'activité					Echelle d'intervention			
		Agriculture / Industrie	Construction (BTP)	Commerce + HCR	Services	Santé / Enseignement	Locale	Régionale	Nationale	Internationale
Base	195,776	28,963	12,598	37,439	63,322	53,453	83,726	47,629	36,109	28,312
Sous-total Oui	41%	64%	43%	31%	38%	38%	44%	44%	35%	33%
Oui, tout à fait, cela est ancré dans le fonctionnement du territoire	19%	37%	14%	15%	14%	20%	22%	17%	13%	19%
Oui, les initiatives de co-constructions sont de plus en plus nombreuses	22%	27%	29%	16%	24%	18%	22%	27%	22%	14%
Un peu, cela commence à émerger	44%	24%	39%	42%	49%	56%	42%	51%	46%	39%
Non, pas du tout	15%	11%	18%	27%	12%	5%	14%	5%	18%	27%
NSP	-	1%	-	-	1%	1%	-	-	1%	1%

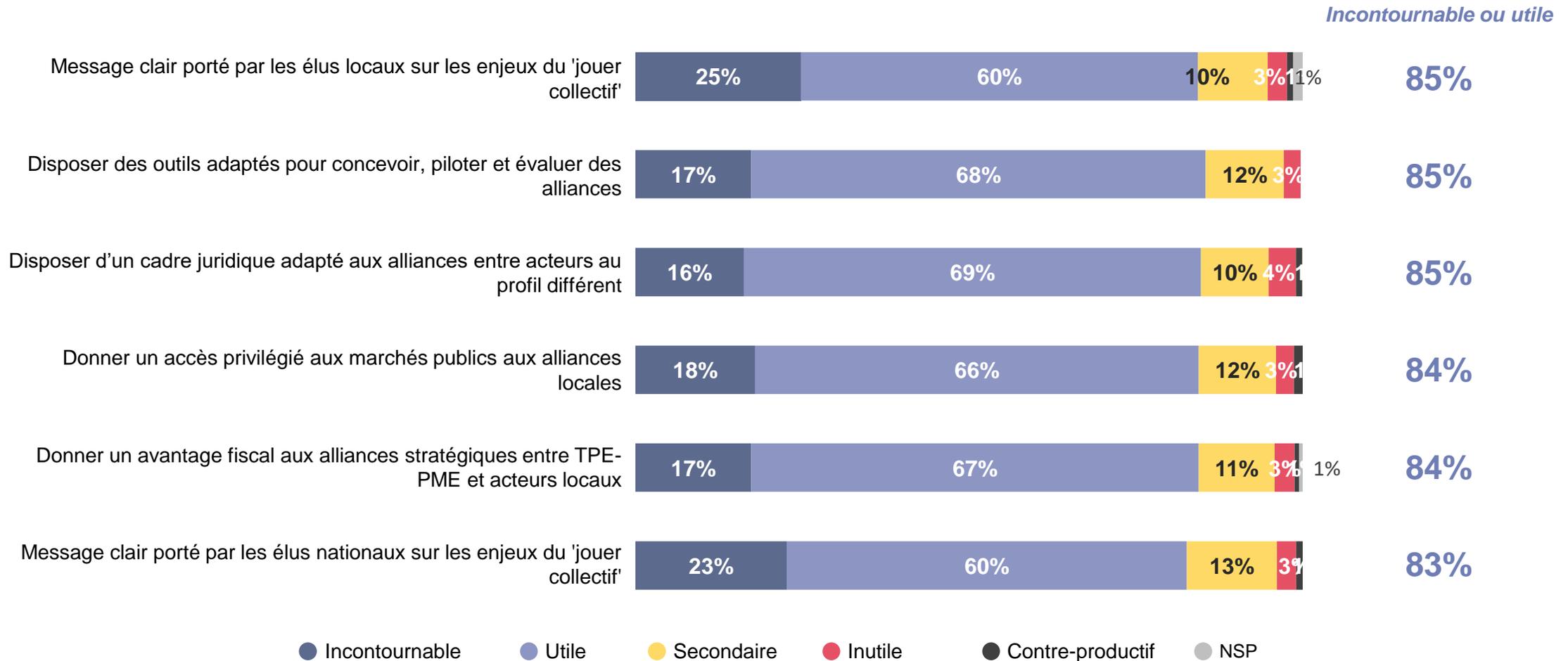
X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



Une attente multi-facette pour accélérer les alliances, dont la mobilisation des élus

Q15. Selon vous, quels seraient les leviers les plus utiles pour développer le 'jouer collectif' en territoire ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)



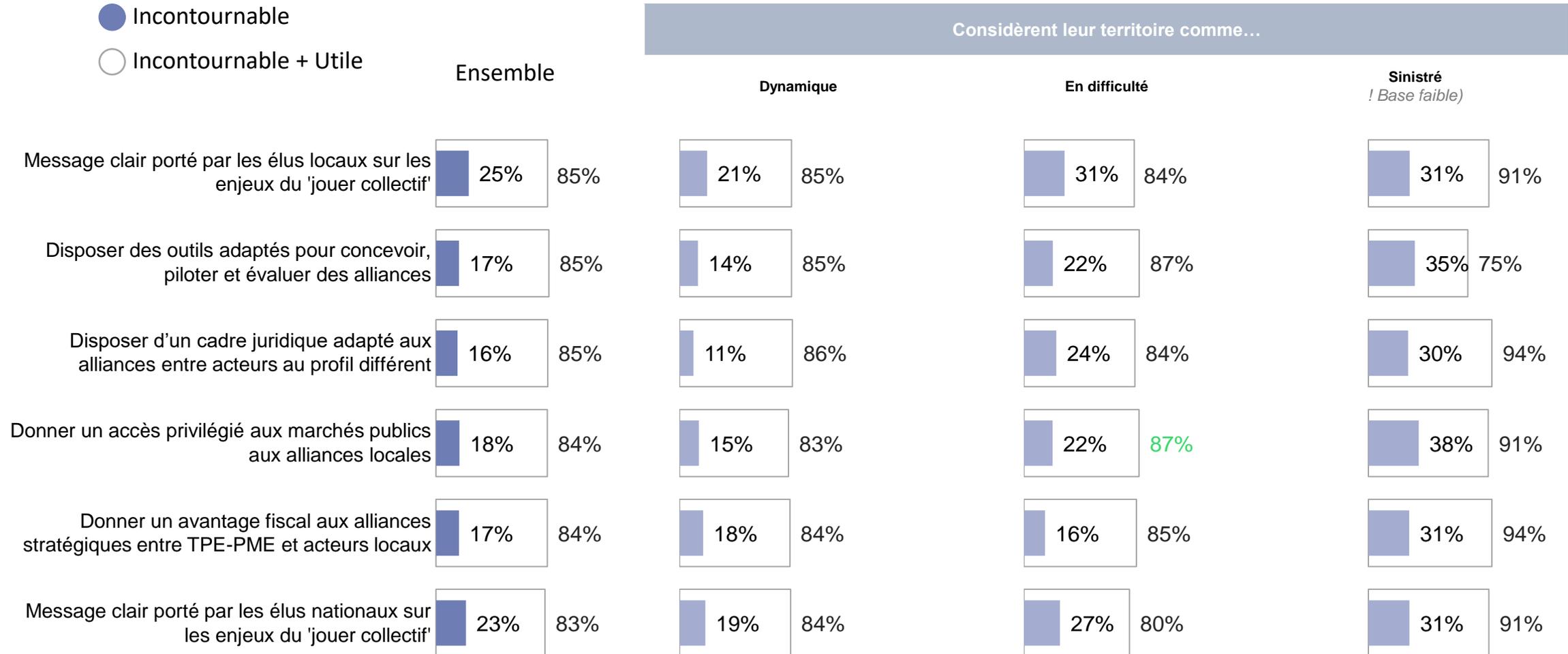


Quelle que soit l'appréciation sur le territoire, des entreprises jugeant leur territoire en difficulté attendent des accès privilégiés aux marchés publics

Q15. Selon vous, quels seraient les leviers les plus utiles pour développer le 'jouer collectif' en territoire ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)

- Incontournable
- Incontournable + Utile





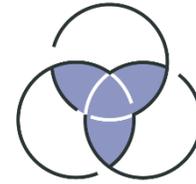
Le projet d'action en commun, un levier qui parle aux entreprises pour faire alliance : Forgeons ensemble notre société !

Q20. Pour conclure, pour favoriser la mobilisation de votre territoire, pourriez-vous classer ces trois leviers dans l'ordre des de vos priorités (1 à 3) ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)



Un projet d'action
en commun



Une vision partagée des
enjeux et des fragilités



Les regles
et les normes

Classé en 1^{er} ou en 2^{ème} **84%**

66%

51%

Classé en 1^{er}

49%

28%

23%



Pour les entreprises, la mobilisation du territoire passe par le projet d'action en commun, avec une certaine réserve dans les Hauts de France

Q20. Pour conclure, pour favoriser la mobilisation de votre territoire, pourriez-vous classer ces trois leviers dans l'ordre des de vos priorités (1 à 3) ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)

Classé en 1er

	Ensemble	Ile de France	Centre	Bourgogne - Franche - Comté	Normandie	Hauts de France	Grand -Est	Pays de la Loire	Bretagne	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	Auvergne - Rhône - Alpes	PACA & Corse
Base	342,144	75,624	12,638	13,861	15,960	27,229	27,251	20,084	17,140	30,698	28,459	45,031	28,171
Un projet d'action en commun	49%	54%	41%	45%	41%	35%	49%	34%	46%	69%	48%	55%	45%
Une vision partagée des enjeux et des fragilités	28%	19%	30%	33%	25%	29%	33%	39%	25%	18%	47%	26%	35%
Les règles et les normes	23%	27%	29%	22%	34%	36%	18%	27%	29%	13%	5%	19%	20%

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



Pour les entreprises, la mobilisation du territoire passe par le projet d'action en commun, avec force de conviction pour les 240 à 499 salariés.

Q20. Pour conclure, pour favoriser la mobilisation de votre territoire, pourriez-vous classer ces trois leviers dans l'ordre des de vos priorités (1 à 3) ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)

Classé en 1er

	Ensemble	Type d'établissement			Taille de l'établissement			
		Unique	Multiple	Unique/Siège	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 à 499 salariés	500 salariés et +
Base	342,144	167,837	174,307	219,807	281,392	53,222	4,914	2,616
Un projet d'action en commun	49%	51%	47%	50%	50%	44%	65%	52%
Une vision partagée des enjeux et des fragilités	28%	28%	29%	29%	26%	37%	22%	29%
Les règles et les normes	23%	21%	24%	21%	24%	19%	13%	19%

	Ensemble	Secteur d'activité					Echelle d'intervention			
		Agriculture / Industrie	Construction (BTP)	Commerce + HCR	Services	Santé / Enseignement	Locale	Régionale	Nationale	Internationale
Base	342,144	47,491	30,952	82,689	109,899	71,114	137,935	73,712	74,911	55,586
Un projet d'action en commun	49%	40%	43%	46%	50%	62%	52%	52%	41%	50%
Une vision partagée des enjeux et des fragilités	28%	26%	23%	34%	32%	18%	30%	27%	25%	29%
Les règles et les normes	23%	34%	34%	20%	18%	20%	18%	21%	34%	21%

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble

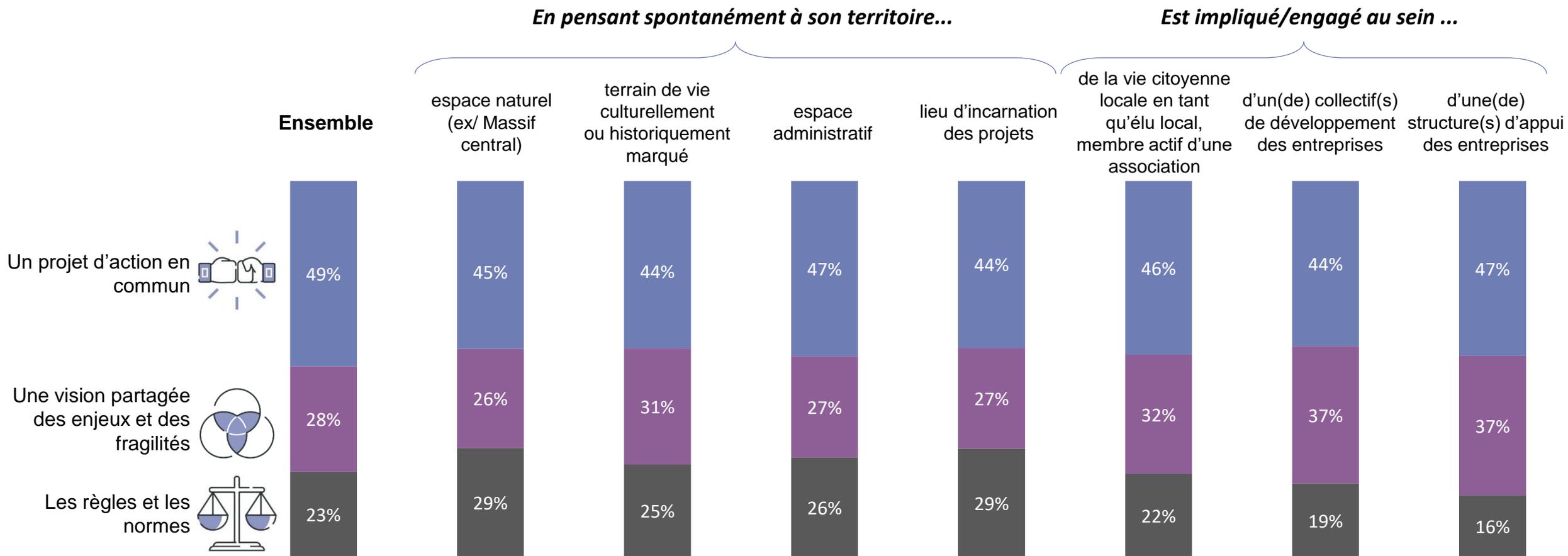


La forte dynamique intentionnelle des entreprises pour le jouer collectif au service du bien commun passe en premier par un projet d'action en commun

Q20. Pour conclure, pour favoriser la mobilisation de votre territoire, pourriez-vous classer ces trois leviers dans l'ordre des de vos priorités (1 à 3) ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)

Classé en 1^{er}





-6-

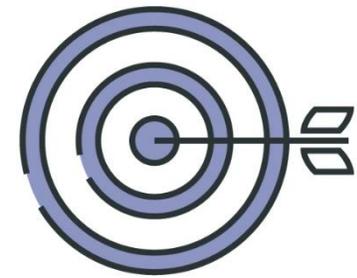
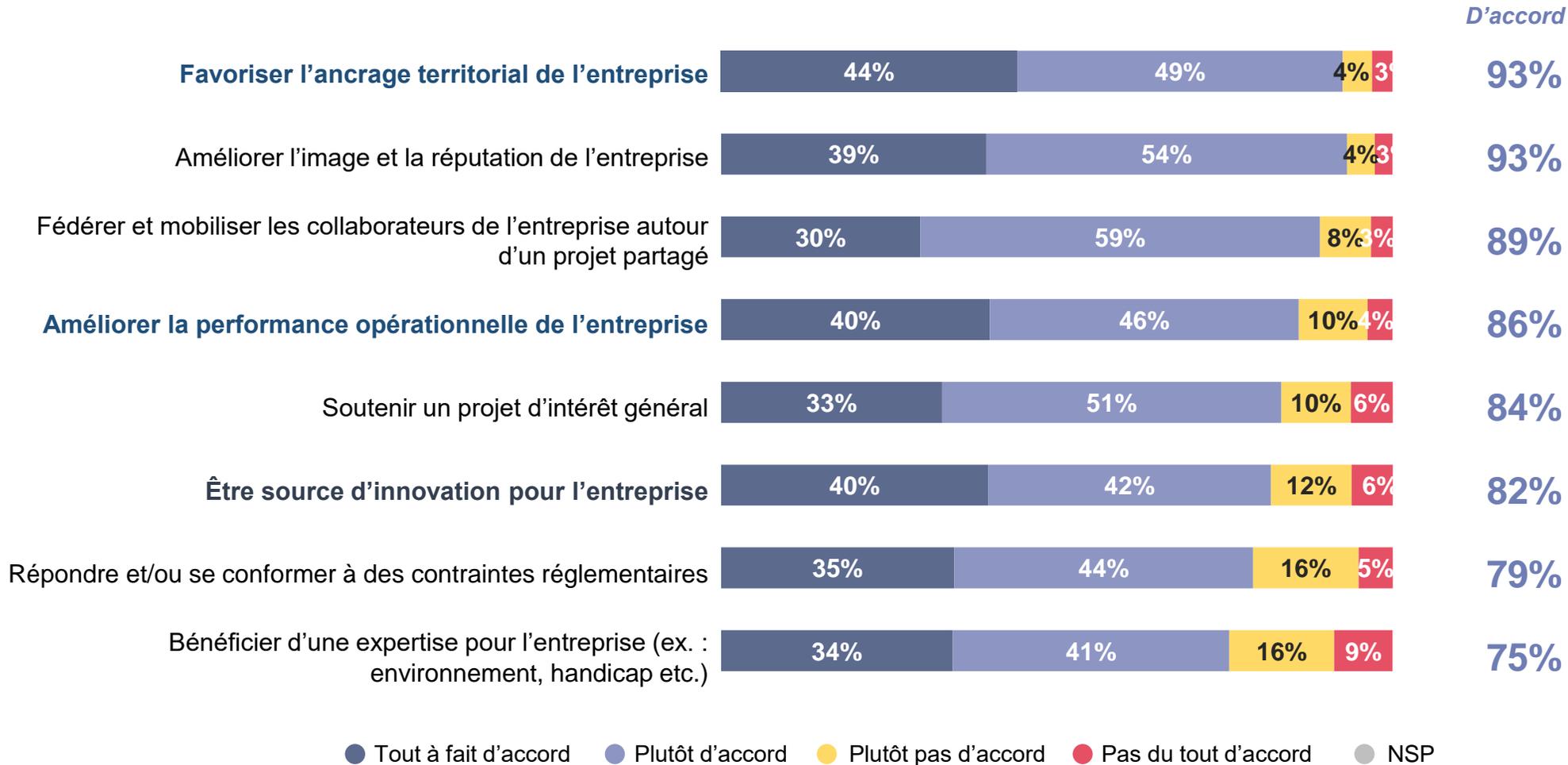
Les pratiques partenariales



Au fil des années, une palette d'objectifs de plus en plus serrés pour les partenariats rappelant que la dynamique sociétale est prévue « hyper active » pour soutenir le développement des entreprises.

Q9. Quels sont vos objectifs en matière de partenariat ?

Base : Ont établi des partenariats (195 776 établissements de 10 salariés et + hors administration)



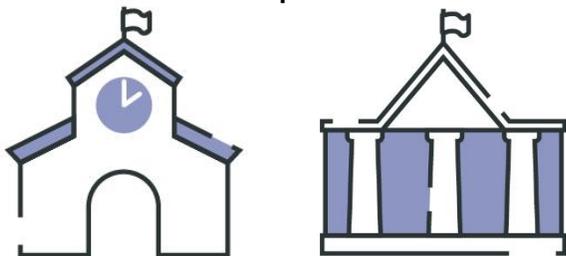


Des entreprises déjà engagées et rassemblées dans le cadre de partenariats avec une diversité d'acteurs sur leur territoire

Q6. Avez-vous mis en place des partenariats avec les acteurs suivants ?

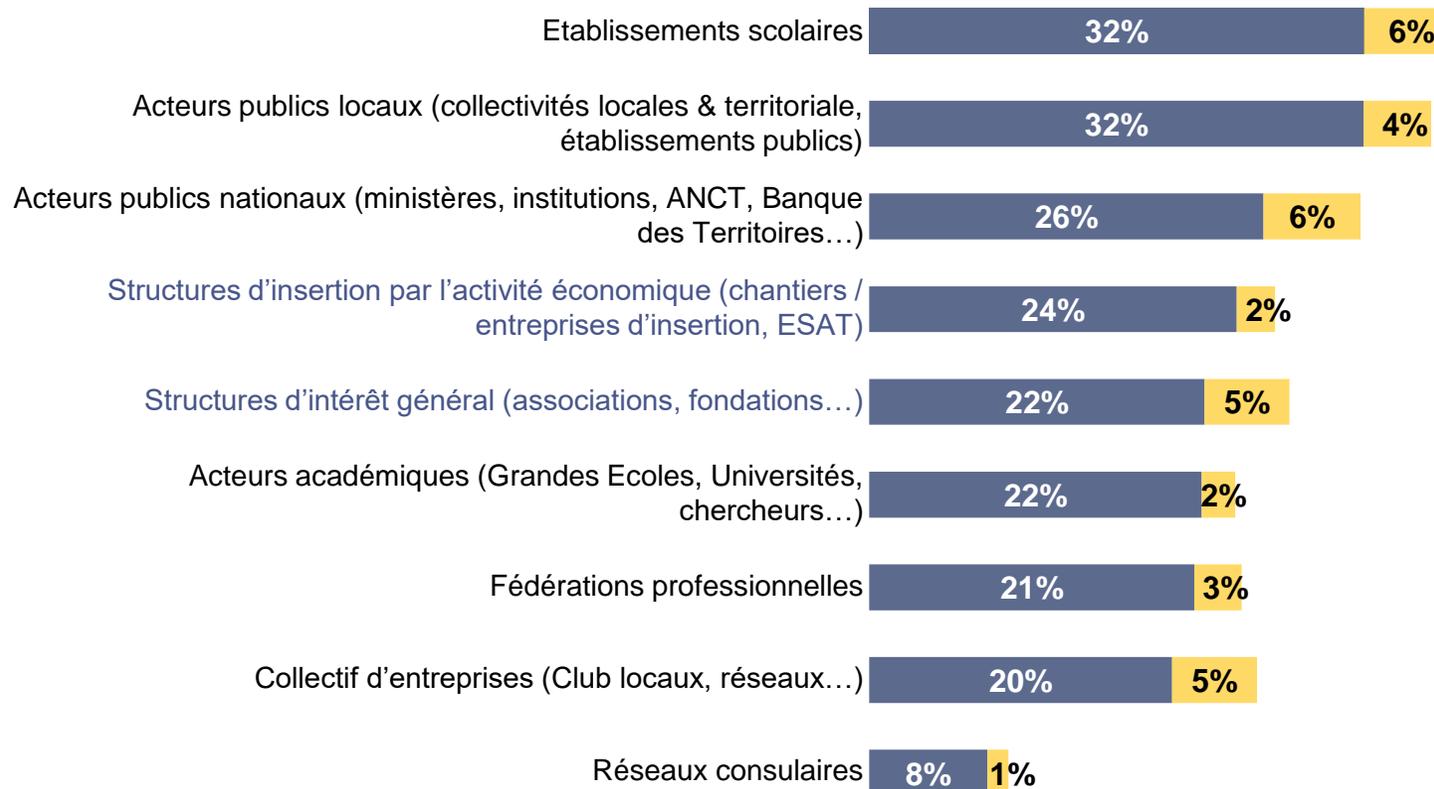
Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)

Les établissements scolaires & les acteurs publics locaux, premiers partenaires des entreprises



57%

des établissements de 10 salariés et plus ont mis en place au moins un partenariat



● Oui ● Non mais je pense le faire dans les 6 mois



Les taux de présence des partenariats tous acteurs dans les établissements de 10 salariés et +

La Nouvelle Aquitaine apparaît très dynamique ainsi que l'Occitanie alors que l'Ile de France semble en retrait.

Q6. Avez-vous mis en place des partenariats avec les acteurs suivants ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)

Oui



Ensemble

Ile de France

Centre

Bourgogne - Franche - Comté

Normandie

Hauts de France

Grand - Est

Pays de la Loire

Bretagne

Nouvelle Aquitaine

Occitanie

Auvergne - Rhône - Alpes

PACA & Corse

Base

342,144

75,624

12,638

13,861

15,960

27,229

27,251

20,084

17,140

30,698

28,459

45,031

28,171

Au moins un partenariat

57%

48%

57%

53%

68%

76%

76%

54%

45%

75%

66%

41%

48%

Etablissements scolaires

32%

21%

33%

35%

38%

51%

38%

18%

23%

57%

29%

31%

24%

Acteurs publics locaux (collectivités locales & territoriale, établissements publics)

32%

10%

44%

36%

38%

36%

43%

31%

18%

57%

54%

24%

39%

Acteurs publics nationaux (ministères, institutions, ANCT, Banque des Territoires...)

26%

10%

12%

23%

27%

27%

50%

21%

11%

44%

27%

29%

32%

Structures d'insertion par l'activité économique (chantiers / entreprises d'insertion, ESAT)

24%

12%

27%

28%

31%

26%

40%

18%

23%

43%

29%

15%

23%

Structures d'intérêt général (associations, fondations...)

22%

7%

16%

28%

23%

19%

33%

13%

7%

44%

39%

16%

34%

Acteurs académiques (Grandes Ecoles, Universités, chercheurs...)

22%

7%

15%

13%

28%

45%

26%

17%

5%

38%

38%

15%

26%

Fédérations professionnelles

21%

7%

24%

30%

40%

16%

49%

11%

11%

26%

34%

22%

14%

Collectif d'entreprises (Club locaux, réseaux...)

20%

7%

14%

15%

28%

8%

41%

20%

8%

28%

28%

24%

25%

Réseaux consulaires

8%

2%

7%

9%

4%

4%

4%

5%

2%

8%

29%

11%

9%

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



Les taux de présence des partenariats tous acteurs dans les établissements de 10 salariés et + Des entreprises multi sites plus engagées et des 50 à 499 salariés en plein développement.

Q6. Avez-vous mis en place des partenariats avec les acteurs suivants ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)

	Oui	Ensemble	Type d'établissement			Taille de l'établissement			
			Unique	Multiple	Unique/Siège	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 à 499 salariés	500 salariés et +
		Base 342,144	167,837	174,307	219,807	281,392	53,222	4,914	2,616
Au moins un partenariat	57%		51%	63%	54%	56%	65%	60%	56%
Etablissements scolaires	32%		28%	36%	32%	29%	48%	41%	23%
Acteurs publics locaux (collectivités locales & territoriale, établissements publics)	32%		28%	36%	31%	28%	50%	47%	26%
Acteurs publics nationaux (ministères, institutions, ANCT, Banque des Territoires...)	26%		22%	29%	22%	22%	39%	45%	23%
Structures d'insertion par l'activité économique (chantiers / entreprises d'insertion, ESAT)	24%		18%	29%	20%	21%	36%	37%	34%
Structures d'intérêt général (associations, fondations...)	22%		20%	23%	21%	19%	33%	35%	16%
Acteurs académiques (Grandes Ecoles, Universités, chercheurs...)	22%		20%	23%	21%	19%	33%	30%	20%
Fédérations professionnelles	21%		18%	24%	22%	18%	35%	40%	21%
Collectif d'entreprises (Club locaux, réseaux...)	20%		16%	24%	18%	19%	24%	24%	13%
Réseaux consulaires	8%		6%	9%	7%	7%	13%	10%	9%

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



L'intervention des entreprises au seul niveau national semble être un frein comparé à celles qui travaillent au niveau régional

Q6. Avez-vous mis en place des partenariats avec les acteurs suivants ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)

Oui	Ensemble	Secteur d'activité					Echelle d'intervention			
		Agriculture / Industrie	Construction (BTP)	Commerce + HCR	Services	Santé / Enseignement	Locale	Régionale	Nationale	Internationale
	Base 342,144	47,491	30,952	82,689	109,899	71,114	137,935	73,712	74,911	55,586
Au moins un partenariat	57%	61%	41%	45%	58%	75%	61%	65%	48%	51%
Etablissements scolaires	32%	30%	21%	24%	29%	52%	32%	45%	20%	30%
Acteurs publics locaux (collectivités locales & territoriale, établissements publics)	32%	29%	22%	23%	30%	52%	38%	31%	24%	27%
Acteurs publics nationaux (ministères, institutions, ANCT, Banque des Territoires...)	26%	33%	18%	20%	21%	37%	29%	23%	25%	20%
Structures d'insertion par l'activité économique (chantiers / entreprises d'insertion, ESAT)	24%	31%	18%	14%	22%	37%	28%	20%	14%	33%
Structures d'intérêt général (associations, fondations...)	22%	11%	12%	16%	19%	44%	30%	18%	12%	20%
Acteurs académiques (Grandes Ecoles, Universités, chercheurs...)	22%	26%	15%	17%	13%	40%	22%	20%	16%	29%
Fédérations professionnelles	21%	27%	24%	13%	21%	26%	18%	27%	23%	19%
Collectif d'entreprises (Club locaux, réseaux...)	20%	27%	24%	15%	18%	20%	19%	22%	17%	19%
Réseaux consulaires	8%	8%	5%	7%	6%	12%	8%	7%	5%	13%

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



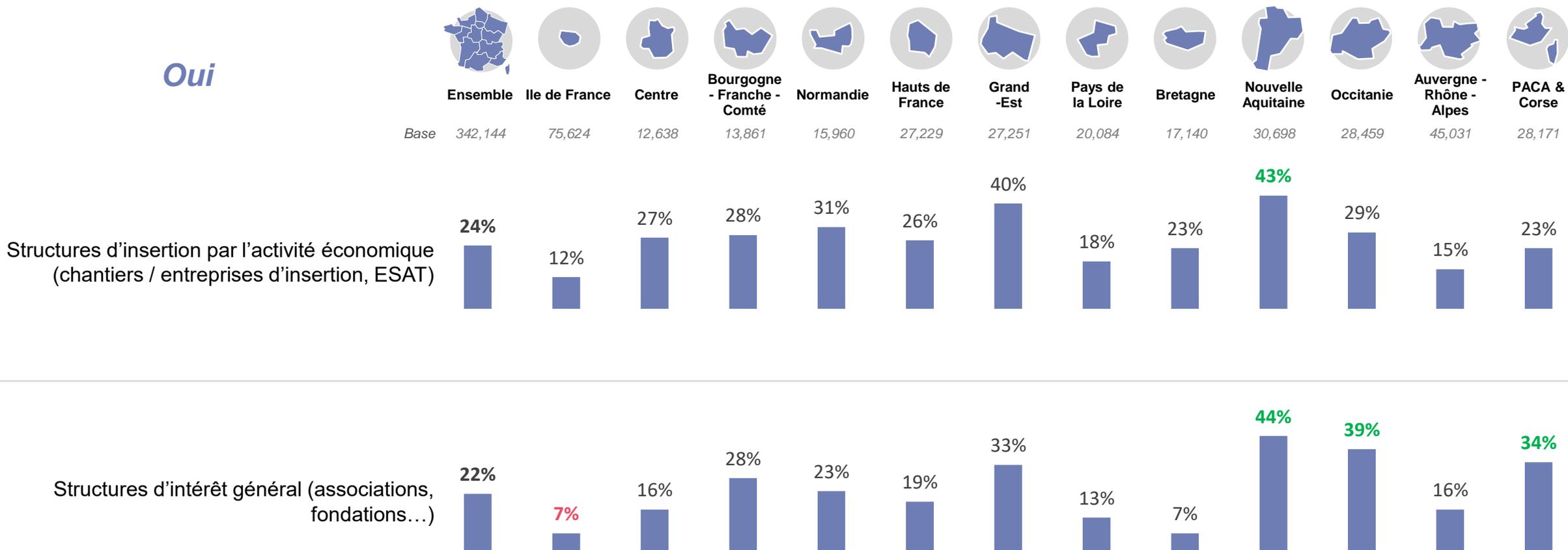
Les taux de présence des partenariats tous acteurs dans les établissements de 10 salariés et +

La nouvelle Aquitaine ainsi que l'Occitanie les plus actives alors que l'Île de France semble en retrait.

Q6. Avez-vous mis en place des partenariats avec les acteurs suivants ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)

Oui



X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



Des entreprises de plus en plus impliquées dans l'avancée sociétale par le jeu des partenariats avec les structures d'intérêt général et d'insertion par l'activité économique

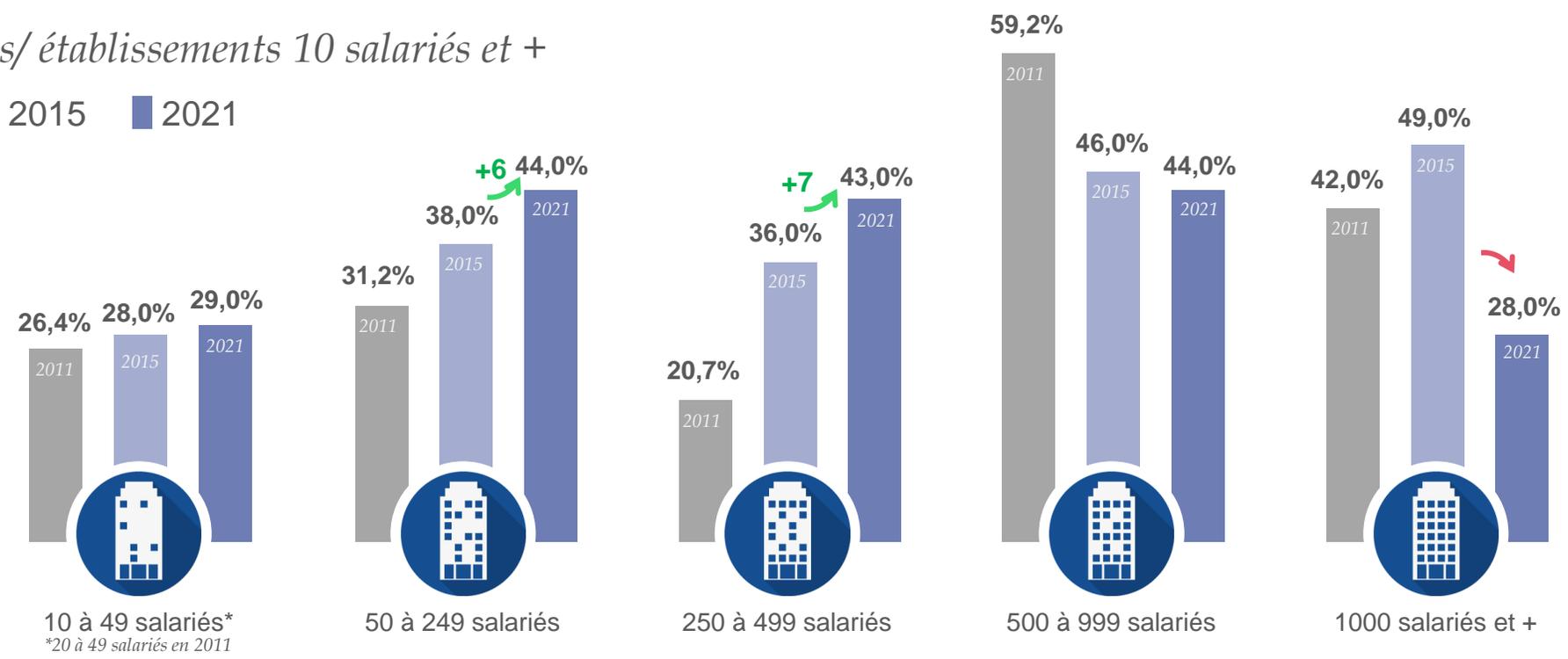
- ▶ L'évolution depuis 2015 des taux de présence selon la taille des établissements de 10 salariés et plus, répartis sur les territoires, est notable dans toutes les tranches tailles excepté dans les établissements de 1000 salariés et + plus qui pèsent sur le résultat global en 2021 .
- ▶ Les plus dynamiques depuis 2015 pour nouer des partenariats avec des structures d'intérêt général et/ou d'insertion professionnelle ont été depuis 2015, les établissements de 50 à 249 salariés (+6pts) et les établissements de 250 à 499 salariés (+ 7pts.)

Taux de présence 2011 = 28,5 %
 Taux de présence 2015 = 37,0 %
 Taux de présence 2021 = 36,0 %

En 2015 la question cumulait les associations et les structure d'insertion aussi il est difficile de comparer sur le comment les répondants ont pu se situer en 2015. En base arithmétique et non logique on obtiendrait un 2021 un taux de 46 %.

Entreprises/ établissements 10 salariés et +

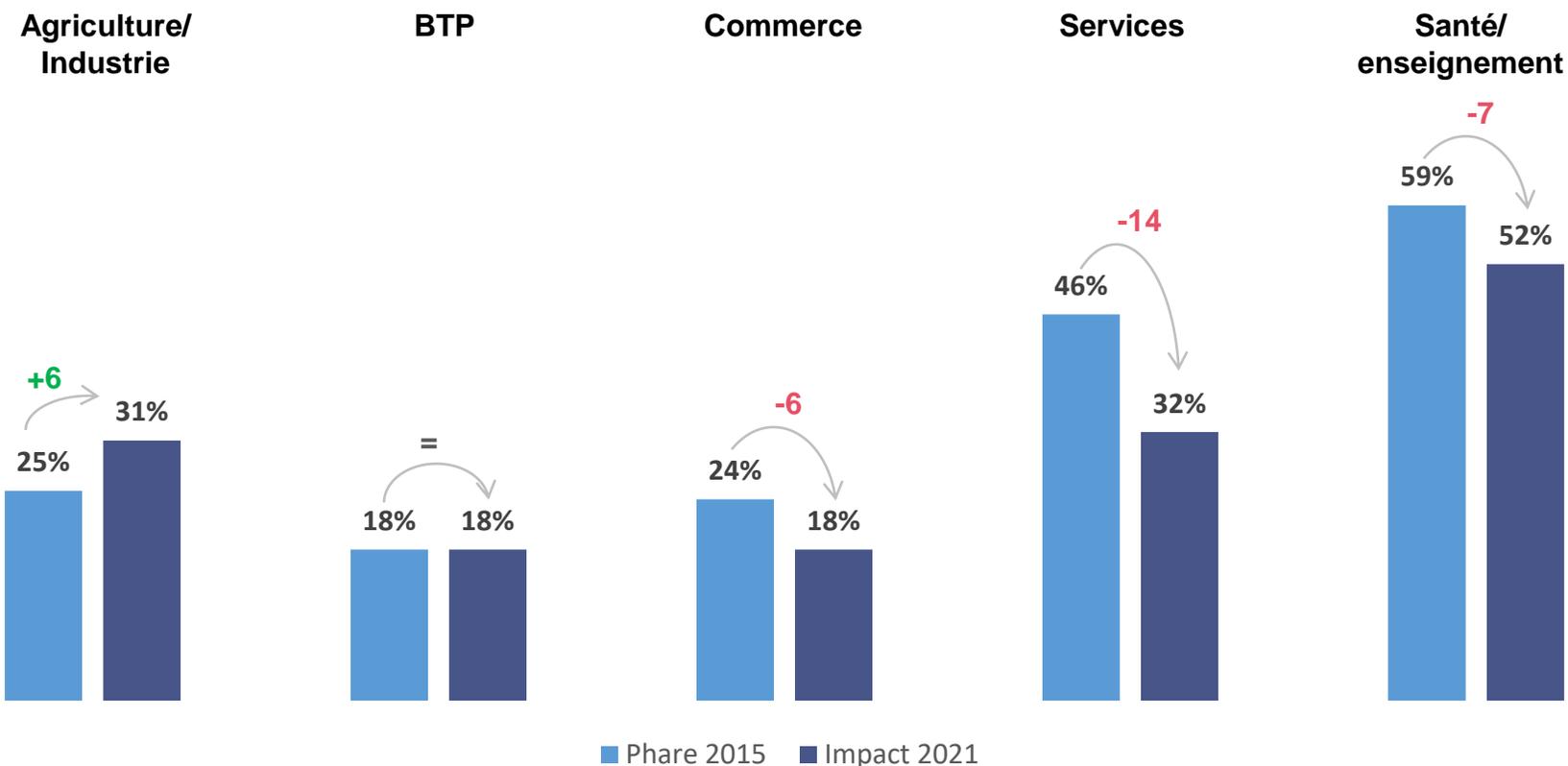
■ 2011 ■ 2015 ■ 2021





Des secteurs d'activité en retrait dans leur mouvement d'alliance en 2021 vs 2015

- ▶ Si l'on compare les taux de présence selon les secteurs d'activité étudiés en 2015, certaines activités ont intensifié les partenariats alors que d'autres sont en retrait.
- ▶ La question de l'impact de la crise sanitaire ayant démarré une année avant l'étude peut être ici posée, et principalement dans le secteur des services.





195.776 établissements dans 117.961 entreprises ont établi des partenariats tous acteurs confondus avec une nette préférence pour les alliances agissant au niveau local ou régional

Q7. A quel niveau territorial travaillez-vous avec vos partenaires ?

Base : Ont établi des partenariats (195 776 établissements de 10 salariés et + hors administration)



Au niveau local ou micro local (ville, quartier)



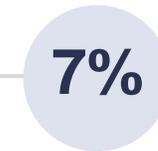
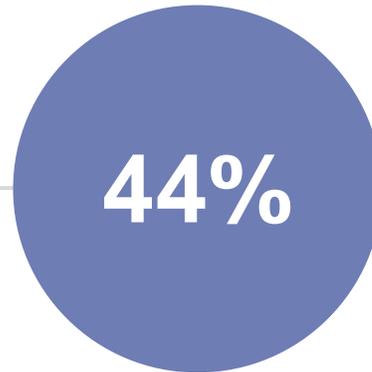
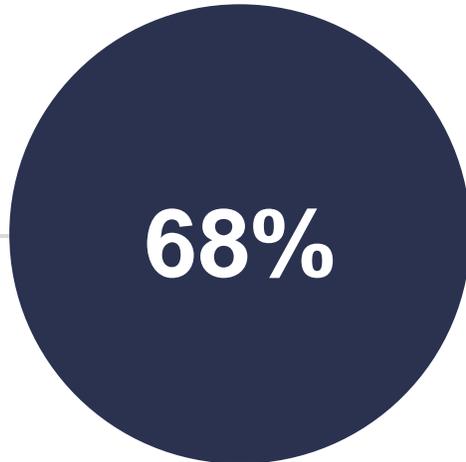
Au niveau régional



Au niveau national



Au niveau international



1,4
Échelon en moyenne



Selon les régions les partenariats se nouent plutôt au niveau local ou régional. Le niveau national n'intervient que pour 2 entreprises sur 10, voire moins dans certaines régions

Q7. A quel niveau territorial travaillez-vous avec vos partenaires ?

Base : Ont établi des partenariats (195 776 établissements de 10 salariés et + hors administration)

	Ensemble	Ile de France	Centre	Bourgogne - Franche - Comté	Normandie	Hauts de France	Grand - Est	Pays de la Loire	Bretagne	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	Auvergne - Rhône - Alpes	PACA & Corse
Base	195,776	36,510*	7,218	7,382	10,854	20,827	20,676	10,926	7,652*	22,938	18,880	18,354	13,558
Au niveau local ou micro local (ville, quartier)	68%	78%	58%	62%	57%	79%	58%	61%	42%	66%	68%	65%	78%
Au niveau régional	44%	38%	45%	60%	52%	24%	47%	47%	63%	41%	28%	67%	54%
Au niveau national	19%	15%	11%	35%	26%	6%	9%	25%	25%	18%	30%	25%	20%
Au niveau international	7%	14%	6%	10%	6%	1%	3%	2%	15%	1%	14%	0%	9%
Nombre moyen	1,4	1,5	1,2	1,7	1,4	1,1	1,2	1,3	1,4	1,3	1,4	1,6	1,6

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble / *Base faible, résultat à interpréter avec précaution



Les établissements de 50 à 249 salariés privilégient plus que les autres les partenariats qui interviennent au niveau régional.

Q7. A quel niveau territorial travaillez-vous avec vos partenaires ?

Base : Ont établi des partenariats (195 776 établissements de 10 salariés et + hors administration)

	Ensemble	Type d'établissement			Taille de l'établissement			
		Unique	Multiple	Unique/Siège	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 à 499 salariés	500 salariés et +
Base	195,776	85,862	109,914	117,961	156,945	34,437	2,938	1,456
Au niveau local ou micro local (ville, quartier)	68%	65%	70%	64%	68%	63%	70%	76%
Au niveau régional	44%	47%	42%	48%	40%	63%	55%	34%
Au niveau national	19%	22%	16%	22%	17%	25%	15%	23%
Au niveau international	7%	8%	6%	7%	6%	12%	7%	9%
Nombre moyen	1,4	1,4	1,3	1,4	1,3	1,6	1,5	1,4

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



Peu d'écart significatifs selon les secteurs d'activité (excepté l'industrie nouant des partenariats au niveau international) Les entreprises nouent des partenariats actifs là où elles mêmes évoluent.

Q7. A quel niveau territorial travaillez-vous avec vos partenaires ?

Base : Ont établi des partenariats (195 776 établissements de 10 salariés et + hors administration)

	Ensemble	Secteur d'activité					Echelle d'intervention			
		Agriculture / Industrie	Construction (BTP)	Commerce + HCR	Services	Santé / Enseignement	Locale	Régionale	Nationale	Internationale
Base	195,776	28,963	12,598	37,439	63,322	53,453	83,726	47,629	36,109	28,312
Au niveau local ou micro local (ville, quartier)	68%	55%	57%	48%	75%	82%	88%	62%	44%	48%
Au niveau régional	44%	34%	49%	52%	35%	54%	34%	71%	33%	44%
Au niveau national	19%	29%	13%	31%	15%	9%	9%	13%	40%	28%
Au niveau international	7%	18%	5%	11%	2%	4%	2%	2%	5%	33%
Nombre moyen	1,4	1,4	1,2	1,4	1,3	1,5	1,3	1,5	1,2	1,5

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



La dynamique sociétale pour les entreprises passe par des pratiques responsables et des partenariats de co-construction.

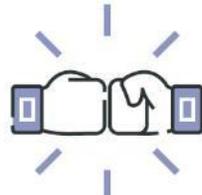
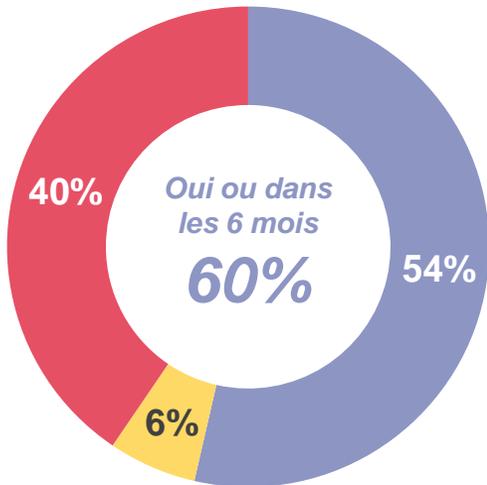
Q8. Quel(s) type(s) de partenariat pratiquez-vous ?

Base : Ont établi des partenariats (195 776 établissements de 10 salariés et + hors administration)



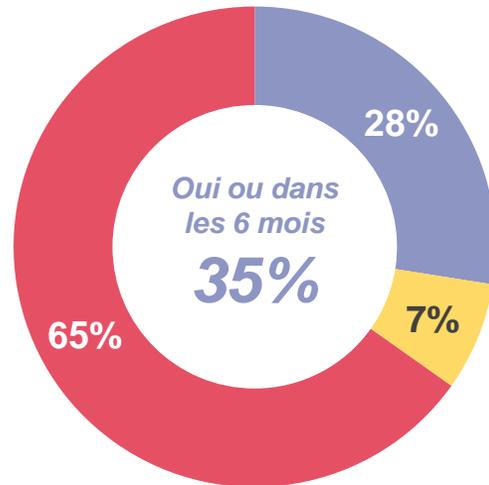
Pratiques responsables

(action partenariale afin d'améliorer votre performance sociale, environnementale et/ou sociétale / exemple : l'achat responsable)



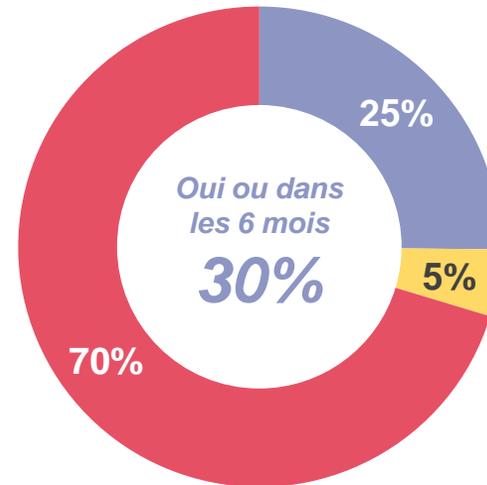
Coopération économique

(offre commune des avec de acteurs de profils différents / exemple : réponse conjointe à un marché public avec une structure d'insertion et/ou un ESAT...)



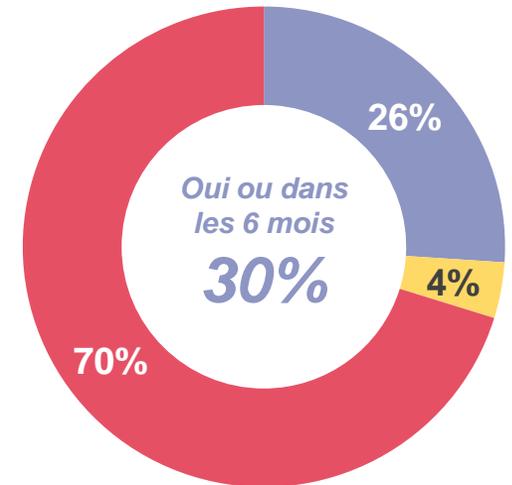
Mécénat

(soutien humain, matériel, et/ou financier à une(des) action(s) d'intérêt général)



Innovation sociétale

(co-conception et/ou expérimentation partenariale innovante pour faire émerger une nouvelle réponse à un besoin sociétal non couvert / exemple : l'émergence de nouvelles solutions éducatives)



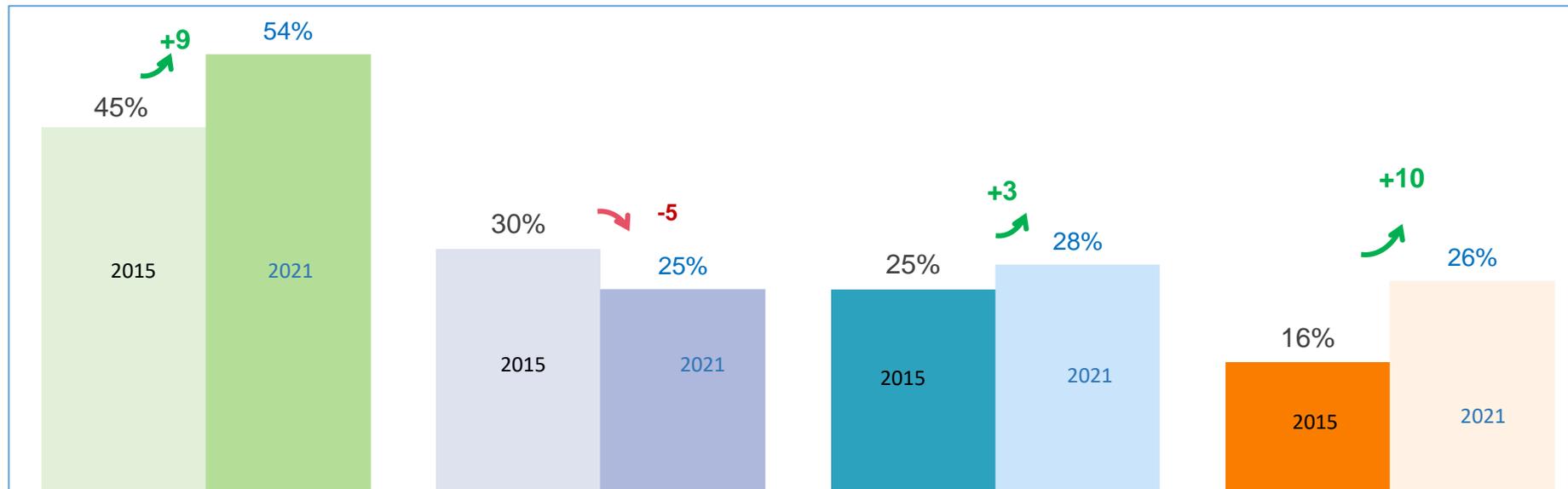
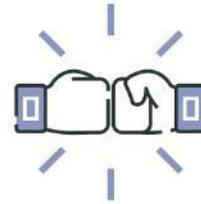
● Oui ● non mais je pense le faire dans les 6 mois ● non je n'en ai pas l'intention



L'évolution des types de partenariats en partant de l'ordre en 2015 confirme l'évolution des modalités d'alliances

Q8. Quel(s) type(s) de partenariat pratiquez-vous ?

Base : Ont établi des partenariats (195 776 établissements de 10 salariés et + hors administration)



Pratiques responsables

utilisation des savoir-faire de l'association pour faire évoluer les pratiques de l'entreprise et/ou développement d'achats responsables auprès de structures sociales ou environnementales (ex. : l'intervention d'une association spécialisée dans le handicap).

Mécénat

soutien de l'entreprise à un projet d'intérêt général par un apport financier, de compétences et/ou en nature (ex. : une subvention pour un projet de solidarité).

Coopération Economique

élaboration d'un produit commun avec l'association et/ou participation de l'un des partenaires à l'offre de l'autre (ex. : réponse commune à un appel d'offre).

Innovation sociétale

implication de l'entreprise à l'amorçage et/ou au changement d'échelle d'un projet d'innovation sociétale (Ex. / participation à la recherche dans un projet en matière de santé).



Des territoires ayant leurs préférences selon les types d'alliance portant l'innovation et la coopération économique.

Q8. Quel(s) type(s) de partenariat pratiquez-vous ?

Base : Ont établi des partenariats (195 776 établissements de 10 salariés et + hors administration)



	Ensemble	Ile de France	Centre	Bourgogne - Franche - Comté	Normandie	Hauts de France	Grand -Est	Pays de la Loire	Bretagne	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	Auvergne - Rhône - Alpes	PACA & Corse
<i>Base</i>	195,776	36,510*	7,218	7,382	10,854	20,827	20,676	10,926	7,652*	22,938	18,880	18,354	13,558
Pratiques responsables	54%	41%	74%	44%	49%	48%	72%	60%	26%	56%	45%	71%	60%
Mécénat	25%	12%	16%	38%	14%	7%	23%	13%	25%	36%	30%	52%	45%
Coopération économique	28%	14%	23%	24%	28%	5%	25%	29%	42%	45%	35%	46%	32%
Innovation sociétale	26%	13%	20%	54%	17%	21%	40%	23%	36%	19%	52%	21%	23%

- ▶ Les pratiques responsables dominent quasiment sur l'ensemble des territoires et le mécénat apparaît moins représenté que les autres types. En raison de la crise, ce constat rappelle la nécessité de vérifier les établissements qui ont pu freiner ce type de partenariat.
- ▶ Déjà au niveau des territoires, alors que l'Auvergne-Rhône-Alpes et PACA & Corse maintiennent le mécénat comme deuxième type partenarial pratiqué, d'autres régions se sont lancées dans des alliances de type innovation sociétale comme la Bourgogne Franche Comté et l'Occitanie ou comme la Bretagne dans des alliances de coopération économique.

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble / *Base faible, résultat à interpréter avec précaution



Les entreprises de 50 à 499 salariés confirment le développement de partenariats porteurs de coopération économique et d'innovation sociétale.

Q8. Quel(s) type(s) de partenariat pratiquez-vous ?

Base : Ont établi des partenariats (195 776 établissements de 10 salariés et + hors administration)

- ▶ Dans un contexte de crise sanitaire les entreprises mono établissement et les tailles de 10 à 49 salariés ont pu freiner leur partenariat de type mécénat.
- ▶ En total accord avec les objectifs pour la mise en place de partenariats celui de l'innovation sociétale (nouveaux produits, nouveaux services etc.) se distingue principalement dans les établissements à partir de de 50 salariés jusqu'à 499 salariés.
- ▶ La coopération économique est plutôt mise en place au niveau des établissements sièges de 250 à 499 salariés.

	Ensemble	Type d'établissement					Taille de l'établissement			
		Unique	Multiple	Siège	Non siège	Unique/Siège	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 à 499 salariés	500 salariés et +
	Base 195,776	85,862	109,914			117,961	156,945	34,437	2,938	1,456
Pratiques responsables	54%	59%	49%	59%	45%	59%	51%	65%	80%	61%
Mécénat	25%	21%	28%	39%	24%	26%	23%	35%	36%	27%
Coopération économique	28%	29%	26%	41%	20%	32%	26%	34%	41%	23%
Innovation sociétale	26%	23%	29%	33%	27%	25%	23%	40%	41%	27%

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



L'Innovation sociétale et la coopération économique : deux types de partenariats moins pratiqués dans le monde des services

Q8. Quel(s) type(s) de partenariat pratiquez-vous ?

Base : Ont établi des partenariats (195 776 établissements de 10 salariés et + hors administration)

- ▶ Dans un contexte de crise sanitaire le secteur santé est en recherche d'innovation sociétale et de coopération économique, principalement dans les entreprises ayant une échelle d'intervention internationale.
- ▶ Le secteur BTP construction, en retrait sur les pratiques responsables, mais pas sur le mécénat, est engagé dans des partenariats plutôt de type coopération économique.

	Ensemble	Secteur d'activité					Echelle d'intervention			
		Agriculture / Industrie	Construction (BTP)	Commerce + HCR	Services	Santé / Enseignement	Locale	Régionale	Nationale	Internationale
Base	195,776	28,963	12,598	37,439	63,322	53,453	83,726	47,629	36,109	28,312
Pratiques responsables	54%	65%	40%	68%	43%	53%	49%	49%	64%	63%
Mécénat	25%	19%	40%	30%	20%	28%	27%	19%	30%	24%
Coopération économique	28%	31%	34%	25%	16%	39%	27%	28%	23%	34%
Innovation sociétale	26%	19%	26%	26%	22%	34%	26%	18%	21%	47%

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



Les entreprises ayant fait alliance savent mettre les moyens humains logistiques et financiers pour soutenir leur dynamique sociétale.

Q10. Quels sont les moyens mobilisés pour vos partenariats ?

Base : Ont établi des partenariats (195 776 établissements de 10 salariés et + hors administration)



Les compétences de ses salariés (mécénat de compétences)



L'accès à son réseau de partenaires



Des ressources matérielles (informatique, salle, logistique, etc.)



Des ressources financières pour financer un projet

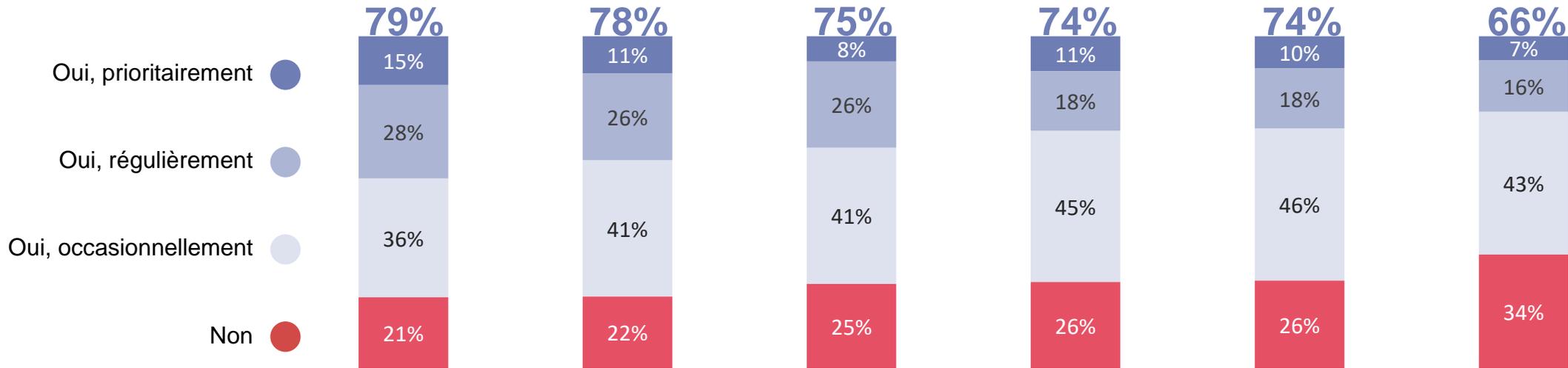


Des ressources financières pour financer la structure



Des ressources financières pour financer un accompagnement professionnel (conseil RH, SI, en organisation, en stratégie...)

TOTAL OUI





Quelques écarts par région pour le premier moyen évoqué, mais pour l'ensemble une volonté d'inscrire le partenariat comme un projet nécessitant plusieurs ressources.

Q10. Quels sont les moyens mobilisés pour vos partenariats ?

Base : Ont établi des partenariats (195 776 établissements de 10 salariés et + hors administration)

Oui



Base 195,776 36,510* 7,218 7,382 10,854 20,827 20,676 10,926 7,652* 22,938 18,880 18,354 13,558

	Ensemble	Ile de France	Centre	Bourgogne - Franche - Comté	Normandie	Hauts de France	Grand - Est	Pays de la Loire	Bretagne	Nouvelle Aquitaine	Occitanie	Auvergne - Rhône - Alpes	PACA & Corse
Les compétences de ses salariés (mécénat de compétences)	79%	86%	68%	72%	69%	76%	89%	72%	70%	78%	67%	83%	84%
L'accès à son réseau de partenaires	78%	79%	57%	84%	68%	74%	93%	63%	71%	81%	86%	78%	79%
Des ressources matérielles (informatique, salle, logistique, etc ,)	75%	92%	62%	86%	71%	49%	89%	64%	64%	89%	49%	69%	81%
Des ressources financières pour financer un projet	74%	74%	50%	74%	74%	75%	77%	63%	49%	88%	71%	86%	64%
Des ressources financières pour financer la structure	74%	68%	62%	76%	54%	85%	77%	55%	70%	91%	64%	85%	69%
Des ressources financières pour financer un accompagnement professionnel (conseil RH, SI, en organisation, en stratégie...)	66%	62%	85%	77%	58%	62%	68%	60%	49%	70%	66%	70%	69%

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble / *Base faible, résultat à interpréter avec précaution



Des moyens privilégiés de même nature à travers les secteurs d'activités. La santé et l'enseignement semblent disposer de leurs propres experts.

Q10. Quels sont les moyens mobilisés pour vos partenariats ?

Base : Ont établi des partenariats (195 776 établissements de 10 salariés et + hors administration)

Oui	Ensemble	Secteur d'activité					Echelle d'intervention			
		Agriculture / Industrie	Construction (BTP)	Commerce + HCR	Services	Santé / Enseignement	Locale	Régionale	Nationale	Internationale
	Base 195,776	28,963	12,598	37,439	63,322	53,453	83,726	47,629	36,109	28,312
Les compétences de ses salariés (mécénat de compétences)	79%	75%	88%	84%	70%	84%	81%	89%	80%	53%
L'accès à son réseau de partenaires	78%	71%	88%	74%	75%	88%	77%	87%	78%	68%
Des ressources matérielles (informatique, salle, logistique, etc ,)	75%	73%	81%	72%	75%	75%	72%	92%	73%	56%
Des ressources financières pour financer un projet	74%	70%	79%	74%	74%	75%	75%	84%	81%	46%
Des ressources financières pour financer la structure	74%	65%	87%	62%	81%	74%	77%	82%	87%	33%
Des ressources financières pour financer un accompagnement professionnel (conseil RH, SI, en organisation, en stratégie...)	66%	74%	83%	60%	78%	46%	75%	60%	54%	63%

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



Même ordre de soutien à travers le type d'établissements. Les établissements de 500 salariés privilégient les ressources matérielles et logistiques

Q10. Quels sont les moyens mobilisés pour vos partenariats ?

Base : Ont établi des partenariats (195 776 établissements de 10 salariés et + hors administration)

Oui	Ensemble	Type d'établissement			Taille de l'établissement			
		Unique	Multiple	Unique/Siège	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 à 499 salariés	500 salariés et +
	Base 195,776	85,862	109,914	117,961	156,945	34,437	2,938	1,456
Les compétences de ses salariés (mécénat de compétences)	79%	80%	77%	80%	79%	77%	87%	53%
L'accès à son réseau de partenaires	78%	79%	78%	78%	77%	84%	78%	52%
Des ressources matérielles (informatique, salle, logistique, etc.)	75%	75%	74%	77%	73%	79%	76%	81%
Des ressources financières pour financer un projet	74%	80%	69%	77%	73%	80%	63%	63%
Des ressources financières pour financer la structure	74%	79%	69%	75%	75%	70%	68%	56%
Des ressources financières pour financer un accompagnement professionnel (conseil RH, SI, en organisation, en stratégie...)	66%	62%	69%	65%	65%	69%	75%	54%

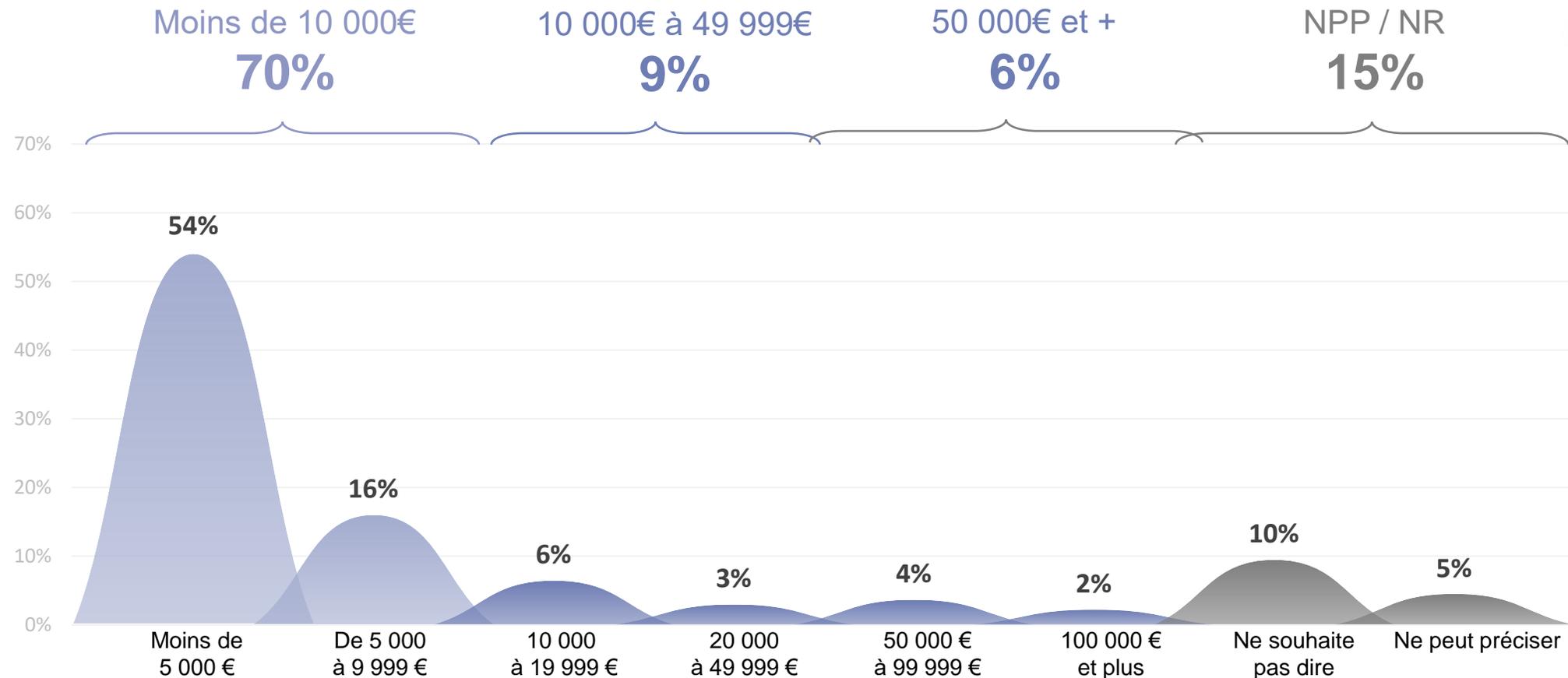
X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



La dynamique sociétale des entreprises est très hétérogène en matière de moyens mobilisés

Q11. Quel est le budget consacré aux partenariats (par tranche) ?

Base : Ont établi des partenariats (195 776 établissements de 10 salariés et + hors administration)

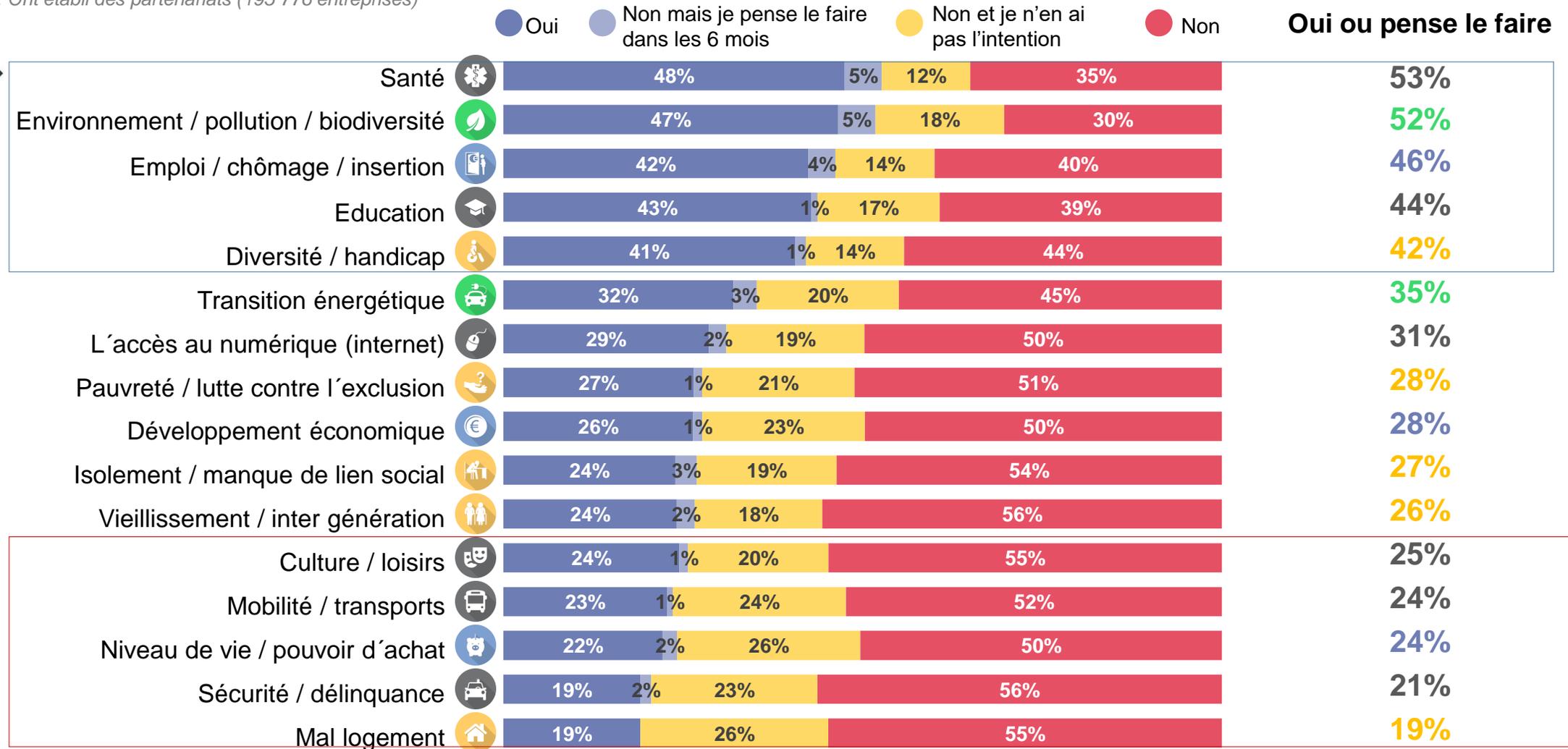




Une diversité de domaines de partenariats soutenus par les entreprises

Q12B. Et avez-vous mise en place des partenariats sur ce domaine-là ?

Base : Ont établi des partenariats (195 776 entreprises)

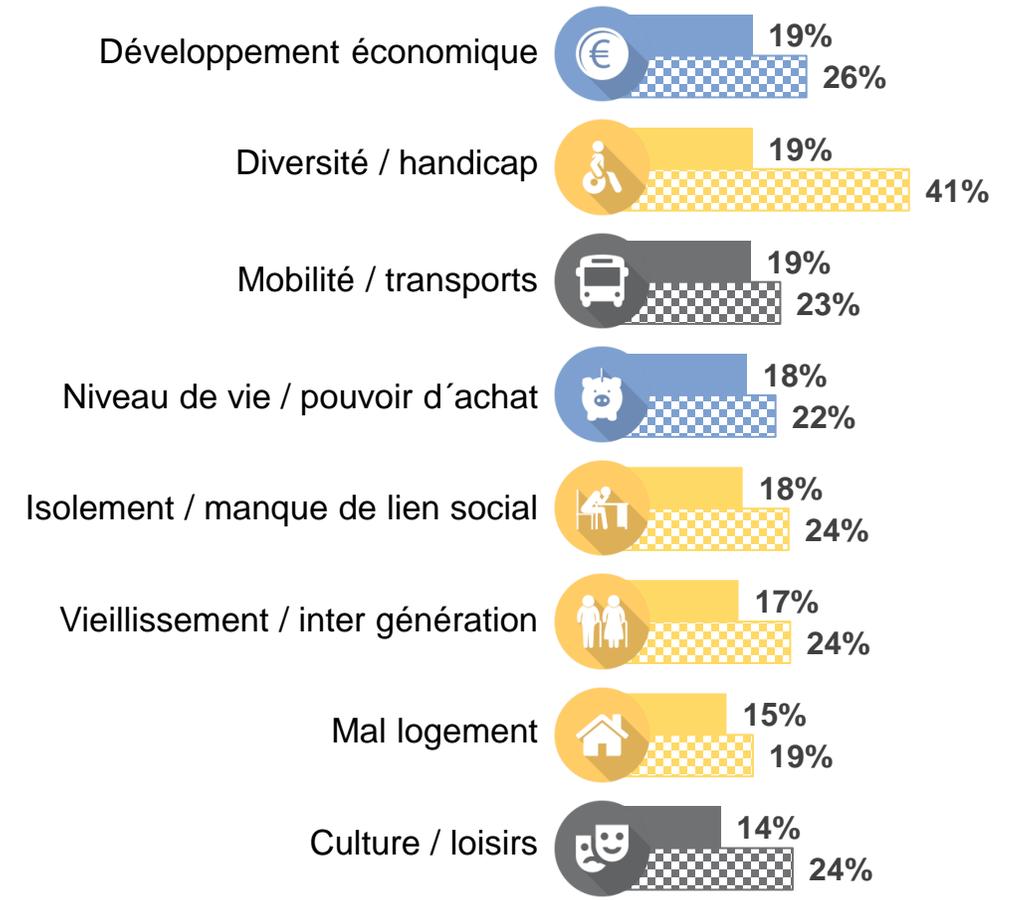
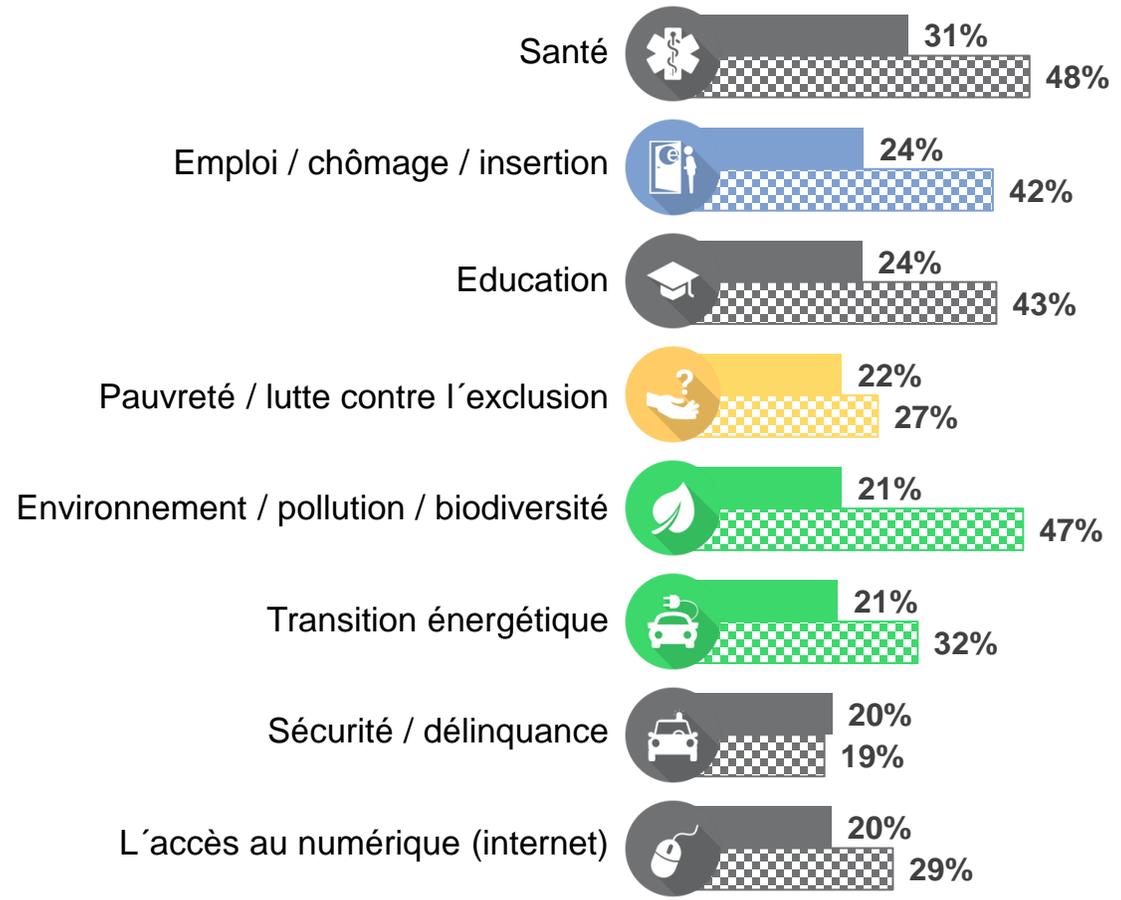




Des actions conduites par les entreprises au service de tous les domaines.

Identifié comme une grande fragilité du territoire (notes 8 à 10)

Actions entreprises au travers de partenariats





Des entreprises en période de crise qui agissent pour lutter contre les fragilités de leur territoire, mais des nouvelles priorités apparaissent à valider par territoire.

- ▶ Près de 196.000 établissements de 10 salariés et plus soutiennent différents domaines avec plusieurs partenaires.
- ▶ Il est permis d'évoquer une modification des priorités dans l'ordre des domaines soutenus liés à la crise entre 2015 et 2021.
- ▶ Pour exemple en TOP 2, la santé en 1° position en 2021 était en 8° position en 2015, l'environnement se situe en 2° position alors qu'il n'était qu'en 7° en 2015.
- ▶ La comparaison des taux obtenus concernant le TOP 5 de la part des domaines soutenus par les entreprises mérite un arrêt .

Domaines soutenus	 Santé	 Environnement	 Emploi/ Insertion	 Education	 Diversité handicap
• 2021	• 48%	• 47%	• 42%	• 43%	• 42 %
• 2015	• 37%	• 38%	• 62%	• 55%	• 60%

- ▶ A noter que la culture et les loisirs qui représentait un taux de 44% des entreprises n'est plus qu'à 25 %, et cela signifie également que près de 75 % des entreprises ayant au moins un partenariat ne comptent pas soutenir ce domaine prochainement. Le désengagement de l'espace économique dans certains domaines peut poser question. Chaque domaine moins soutenu peut déclencher des effets de déséquilibres sur d'autres fragilités (exemple culture vs lien social et isolement).
- ▶ Dans son choix d'alliances, l'espace économique se signale là où il peut agir avec ses ressources, ses reflexes organisationnels, ses moyens et sa logistique. Aussi, les fragilités appelant des solutions régaliennes se trouvent en bas de la liste des partenariats déjà mis en place par les entreprises comme pour exemple la sécurité et la délinquance.
- ▶ En revanche le mal logement alerte et rappelle sur le secteur BTP apparaît souvent en retrait sur le jouer collectif tant dans ses intentions que dans ses concrétisations.



Des entreprises qui connaissent bien leur territoire et ses fragilités.

- ▶ L'analyse des domaines soutenus selon les régions par les entreprises rappelle l'importance de la bonne connaissance des territoires pour conduire des alliances voire même la difficulté de traiter des partenariats au seul niveau national sans concertation locale ou régionale.
- ▶ Si les résultats nationaux donnent une tendance globale, elle n'en est pas moins incomplète pour l'action. Les écarts notables enregistrés dans la hiérarchisation des domaines soutenus selon les territoires renvoient à inverser les lieux mêmes de la « pensée » pour conduire des projets d'alliance.
- ▶ Le bien connu « *Think global act local* » n'apparaît pas adapté quand il s'agit du jouer collectif car trop de paramètres (*géographique, historique, culturel, structurel avec les caractéristiques de l'univers des entreprises lui-même mais aussi politique etc.*) interfèrent avec la reconnaissance de ce que l'on nommerait ici « le bien commun territorial » qui doit prendre également en compte les effets déséquilibrants de certains sur d'autres.
- ▶ Ce bien commun territorial n'est pas à la marge, il existe et les entreprises savent le reconnaître surtout si leur échelle d'intervention est locale ou régionale.
- ▶ En guise d'exemple les entreprises de la région Centre évoque en premier domaine soutenu la pauvreté et l'exclusion, et par voie de conséquence le niveau de vie / pouvoir d'achat, puis en 3° l'isolement et le manque de lien social. Egalement à noter que les premiers domaines soutenus dans les territoires qualifiés de « sinistrés » sont non pas la santé et l'environnement mais bien le développement économique et l'isolement et le manque de lien social.
- ▶ Ainsi, selon le poids des établissements uniques et multi sur un territoire ou le secteur d'activité et leur taille en nombre de salariés, les domaines soutenus peuvent varier en termes de préférences.
- ▶ Ainsi les entreprises mono établissements interviennent plus que les entreprises multi établissements dans les domaines sur la pauvreté et l'exclusion en raison de leur plus grande proximité avec leur territoire. L'accès au numérique est souligné par les établissements de 200 à 499 salariés. Les établissements ayant une échelle d'intervention nationale soutiendront les grands thèmes l'emploi le chômage et l'insertion et l'éducation mais nettement moins la santé et l'environnement.



Les entreprises reconnaissent les fragilités de leur territoire et agissent.

Q12B. Et avez-vous mise en place des partenariats sur ce domaine-là ?

Base : Ont établi des partenariats (195 776 entreprises)

Oui



Base 195,776 36,510* 7,218 7,382 10,854 20,827 20,676 10,926 7,652* 22,938 18,880 18,354 13,558

Santé **48%** 44% 36% 56% 40% 60% 32% 64% 34% 47% 57% 52% 45%

Environnement / pollution / biodiversité **47%** 62% 27% 48% 29% 53% 42% 22% 30% 57% 32% 59% 42%

Education **43%** 19% 50% 52% 43% 52% 35% 50% 47% 60% 56% 42% 42%

Emploi / chômage / insertion **42%** 14% 38% 28% 30% 41% **82%** 43% 42% 48% 52% 48% 51%

Diversité / handicap **41%** 13% 31% 59% 31% 56% 43% 47% 43% **65%** 50% 38% 33%

Transition énergétique **32%** 11% 17% 53% 18% 26% 52% 53% **4%** 40% 17% 54% 52%

L'accès au numérique (internet) **29%** 9% 28% **52%** 23% 44% 10% 47% 40% 24% 34% 33% **49%**

Pauvreté / lutte contre l'exclusion **27%** 4% **61%** **49%** 19% 43% 26% 35% 13% 30% 29% 19% 40%

Développement économique **26%** 7% 31% **50%** 35% 18% 26% 20% 13% 39% 28% 45% 36%

Culture / loisirs **24%** 8% 25% **46%** 27% 17% 34% 35% 25% 34% 21% 24% 33%

Vieillesse / inter génération **24%** 8% 28% 16% 20% 14% 25% 33% 10% **46%** 30% 29% 37%

Isolement / manque de lien social **24%** 9% **46%** 26% 21% 28% 21% 37% 14% 29% 29% 22% 35%

Mobilité / transports **23%** 3% 36% **43%** 24% 25% 10% 29% 22% 19% 26% **59%** 23%

Niveau de vie / pouvoir d'achat **22%** 7% **58%** 8% 29% 25% 13% 20% 26% 34% 13% 24% **44%**

Sécurité / délinquance **19%** 9% 15% 31% 18% 28% 6% 23% 16% 24% 16% 24% 36%

Mal logement **19%** 15% 34% 18% 15% 28% 4% 19% 13% 15% 15% 24% **40%**

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble / *Base faible, résultat à interpréter avec précaution



Les mono établissements plus sensibles sur le domaine de la pauvreté et de l'exclusion

Q12B. Et avez-vous mise en place des partenariats sur ce domaine-là ?

Base : Ont établi des partenariats (195 776 entreprises)

	Oui	Ensemble	Type d'établissement			Taille de l'établissement			
			Unique	Multiple	Unique/Siège	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 à 499 salariés	500 salariés et +
		Base 195,776	85,862	109,914	117,961	156,945	34,437	2,938	1,456
Santé	48%		50%	45%	49%	44%	63%	53%	45%
Environnement / pollution / biodiversité	47%		47%	46%	46%	47%	44%	50%	24%
Education	43%		48%	39%	50%	40%	55%	57%	29%
Emploi / chômage / insertion	42%		48%	38%	48%	42%	46%	46%	34%
Diversité / handicap	41%		44%	38%	44%	38%	53%	40%	30%
Transition énergétique	32%		34%	31%	34%	32%	31%	38%	22%
L'accès au numérique (internet)	29%		36%	23%	35%	27%	36%	48%	13%
Pauvreté / lutte contre l'exclusion	27%		40%	16%	34%	27%	25%	28%	30%
Développement économique	26%		26%	27%	31%	25%	30%	41%	30%
Culture / loisirs	24%		34%	17%	31%	22%	33%	33%	21%
Viellissement / inter génération	24%		34%	16%	31%	21%	38%	15%	25%
Isolement / manque de lien social	24%		31%	19%	30%	23%	26%	37%	19%
Mobilité / transports	23%		28%	19%	27%	22%	27%	18%	25%
Niveau de vie / pouvoir d'achat	22%		28%	17%	28%	24%	16%	13%	13%
Sécurité / délinquance	19%		27%	13%	26%	18%	24%	38%	10%
Mal logement	19%		27%	13%	26%	18%	22%	27%	23%

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



Les domaines soutenus par les entreprises selon le secteur d'activité et l'échelle d'intervention.

Q12B. Et avez-vous mise en place des partenariats sur ce domaine-là ?

Base : Ont établi des partenariats (195 776 entreprises)

	Oui	Ensemble	Secteur d'activité					Echelle d'intervention			
			Agriculture / Industrie	Construction (BTP)	Commerce + HCR	Services	Santé / Enseignement	Locale	Régionale	Nationale	Internationale
		Base 195,776	28,963	12,598	37,439	63,322	53,453	83,726	47,629	36,109	28,312
Santé	48%		36%	26%	26%	59%	60%	72%	29%	32%	26%
Environnement / pollution / biodiversité	47%		54%	34%	56%	58%	25%	50%	45%	39%	47%
Education	43%		43%	40%	53%	33%	49%	47%	29%	41%	57%
Emploi / chômage / insertion	42%		43%	38%	55%	45%	32%	40%	43%	68%	16%
Diversité / handicap	41%		52%	21%	31%	36%	52%	46%	28%	48%	37%
Transition énergétique	32%		47%	17%	34%	24%	36%	33%	35%	34%	22%
L'accès au numérique (internet)	29%		26%	18%	37%	21%	35%	35%	26%	31%	12%
Pauvreté / lutte contre l'exclusion	27%		21%	15%	28%	19%	39%	37%	20%	18%	18%
Développement économique	26%		31%	15%	37%	28%	18%	23%	24%	36%	29%
Culture / loisirs	24%		30%	19%	26%	15%	33%	28%	20%	26%	20%
Viellissement / inter génération	24%		21%	14%	18%	23%	34%	28%	25%	26%	9%
Isolement / manque de lien social	24%		18%	11%	20%	27%	29%	35%	17%	14%	17%
Mobilité / transports	23%		9%	21%	21%	29%	24%	29%	25%	20%	5%
Niveau de vie / pouvoir d'achat	22%		25%	22%	31%	22%	15%	25%	24%	15%	21%
Sécurité / délinquance	19%		23%	17%	19%	13%	25%	21%	20%	23%	8%
Mal logement	19%		19%	19%	17%	20%	19%	23%	16%	18%	14%

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



-7-

Les ODD et les entreprises



Des ODD appelant une communication dédiée à l'espace économique

Q16. Les 'Objectifs du Développement Durable' ont été signés en 2015 par les pays membres de l'Organisation des Nations Unies pour agir conjointement sur 17 priorités mondiales avec des objectifs à atteindre d'ici 2030. Avez déjà pu travailler sur ces objectifs ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)



34%

Travaillent déjà sur
'Objectifs du
Développement
Durable'

Travaillent sur l'ensemble
des 17 objectifs **2%**

Travaillent sur une
partie des objectifs
32%

Non, n'ont pas encore
travaillé sur ces objectifs
66%



Les ODD selon les régions. L'Ile de France mieux informée.

Q16. Les 'Objectifs du Développement Durable' ont été signés en 2015 par les pays membres de l'Organisation des Nations Unies pour agir conjointement sur 17 priorités mondiales avec des objectifs à atteindre d'ici 2030. Avez déjà pu travailler sur ces objectifs ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)



Ensemble



Ile de France



Centre



Bourgogne - Franche - Comté



Normandie



Hauts de France



Grand - Est



Pays de la Loire



Bretagne



Nouvelle Aquitaine



Occitanie



Auvergne - Rhône - Alpes



PACA & Corse

Base

342,144

75,624

12,638

13,861

15,960

27,229

27,251

20,084

17,140

30,698

28,459

45,031

28,171

Sous-total Oui

34%

46%

22%

23%

21%

33%

41%

18%

21%

41%

34%

28%

35%

Oui je travaille déjà sur l'ensemble de ces 17 objectifs

2%

-

5%

1%

3%

2%

2%

2%

1%

-

8%

-

7%

Oui je travaille sur une partie des objectifs

32%

46%

17%

22%

18%

31%

39%

16%

20%

41%

26%

28%

28%

Non je n'ai pas encore travaillé sur ces objectifs

66%

54%

78%

77%

79%

67%

59%

82%

79%

59%

66%

72%

65%

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



Les ODD, plus travaillés dans les établissements multi et dans les 250 à 499 salariés.



Q16. Les 'Objectifs du Développement Durable' ont été signés en 2015 par les pays membres de l'Organisation des Nations Unies pour agir conjointement sur 17 priorités mondiales avec des objectifs à atteindre d'ici 2030. Avez déjà pu travailler sur ces objectifs ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)

	Ensemble	Type d'établissement			Taille de l'établissement			
		Unique	Multiple	Unique/Siège	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 à 499 salariés	500 salariés et +
Base	342,144	167,837	174,307	219,807	281,392	53,222	4,914	2,616
Sous-total Oui	34%	27%	41%	30%	34%	31%	51%	20%
Oui je travaille déjà sur l'ensemble de ces 17 objectifs	2%	3%	1%	3%	2%	3%	1%	2%
Oui je travaille sur une partie des objectifs	32%	24%	40%	27%	32%	28%	50%	18%
Non je n'ai pas encore travaillé sur ces objectifs	66%	73%	59%	70%	66%	69%	49%	80%

	Ensemble	Secteur d'activité					Echelle d'intervention			
		Agriculture / Industrie	Construction (BTP)	Commerce + HCR	Services	Santé / Enseignement	Locale	Régionale	Nationale	Internationale
Base	342,144	47,491	30,952	82,689	109,899	71,114	137,935	73,712	74,911	55,586
Sous-total Oui	34%	48%	35%	21%	35%	39%	39%	26%	27%	43%
Oui je travaille déjà sur l'ensemble de ces 17 objectifs	2%	8%	1%	1%	1%	2%	2%	1%	2%	6%
Oui je travaille sur une partie des objectifs	32%	40%	34%	20%	34%	37%	37%	25%	25%	37%
Non je n'ai pas encore travaillé sur ces objectifs	66%	52%	65%	79%	65%	61%	61%	74%	73%	57%

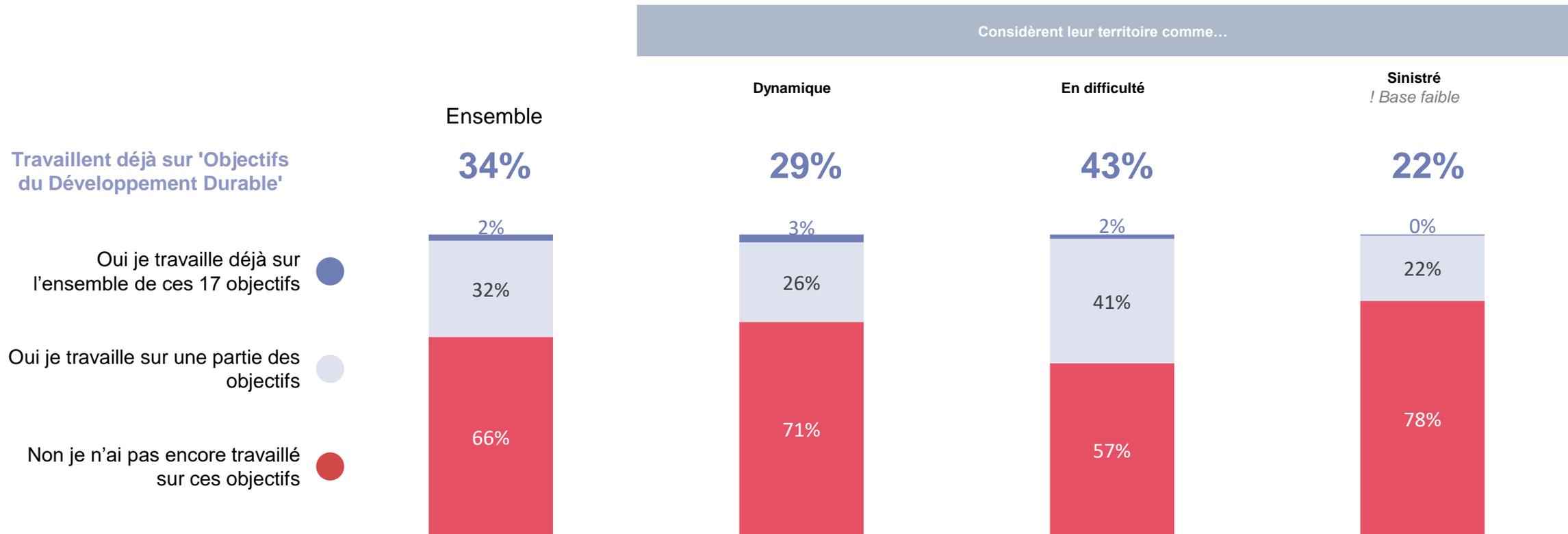
X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



Un regard différent sur les ODD selon la fragilité des territoires

Q16. Les 'Objectifs du Développement Durable' ont été signés en 2015 par les pays membres de l'Organisation des Nations Unies pour agir conjointement sur 17 priorités mondiales avec des objectifs à atteindre d'ici 2030. Avez déjà pu travailler sur ces objectifs ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)





Face aux autres acteurs de leur écosystème, les entreprises sont en retrait sur les ODD

q16. **ODD (1/2)** : Les 'Objectifs du Développement Durable' ont été signés en 2015 par les pays membres de l'Organisation des Nations Unies pour agir conjointement sur 17 priorités mondiales avec des objectifs à atteindre d'ici 2030. Avez déjà pu travailler sur ces objectifs ?

Base : Ensemble

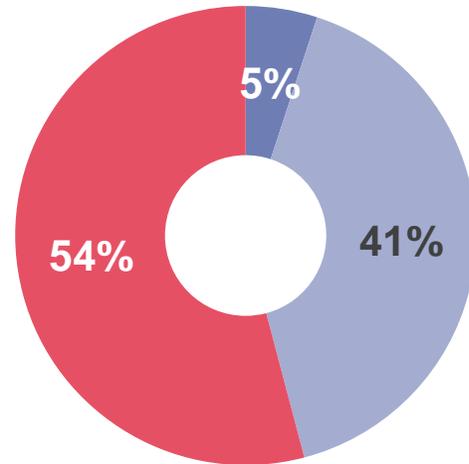


Travaillent déjà sur 'Objectifs du Développement Durable'



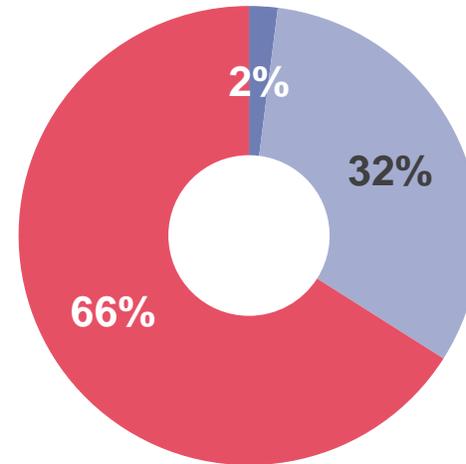
ASSOCIATIONS
148 429 associations

46%



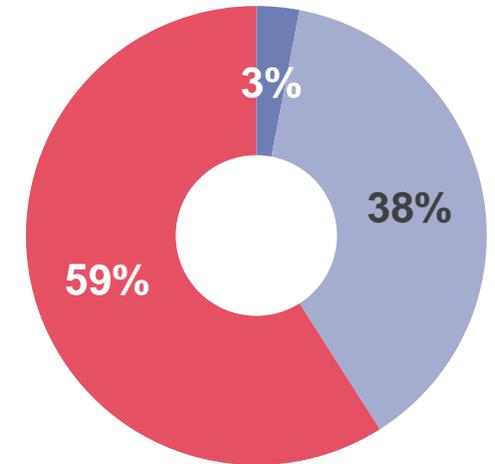
ENTREPRISES
342 144 établissements

34%



ELUS
34 873 communes

41%



- Oui je travaille déjà sur l'ensemble de ces 17 objectifs ●
- Oui je travaille sur une partie des objectifs ●
- Non je n'ai pas encore travaillé sur ces objectifs ●

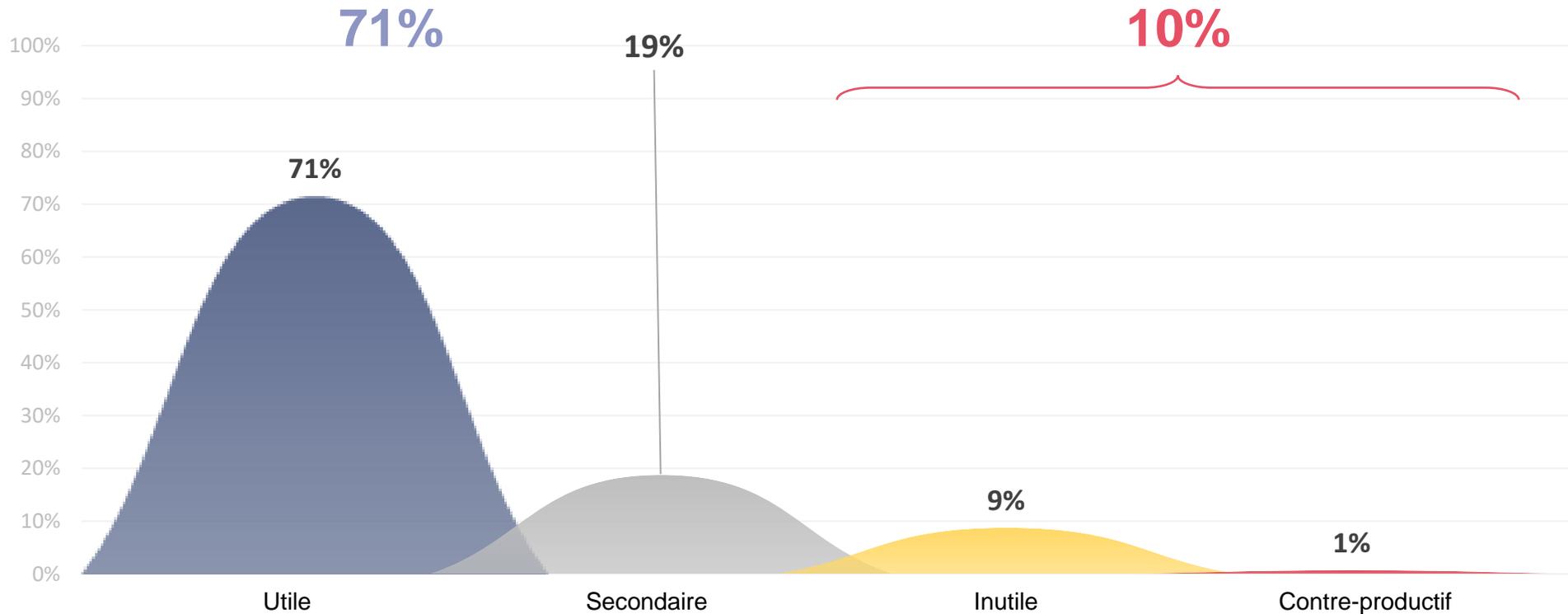
*Source: Impact associations Juin 2021, Impact Institutions Décembre 2020



Travailler sur les ODD : une évidence pour les entreprises.

Q17. Est-ce pour vous incontournable, utile, secondaire, inutile, contre-productif de vous appuyer sur les 'Objectifs du Développement Durable' de l'Agenda 2030 dans le cadre de votre développement ?

Base : Ensemble (342 144 établissements de 10 salariés et + hors administration)





Travailler sur les ODD : une évidence pour les entreprises, et encore plus pour l'Île de France et la Nouvelle Aquitaine.

Q17. Est-ce pour vous incontournable, utile, secondaire, inutile, contre-productif de vous appuyer sur les 'Objectifs du Développement Durable' de l'Agenda 2030 dans le cadre de votre développement ?

Base : Ensemble (342 144 entreprises)



Ensemble



Île de France



Centre



Bourgogne -
Franche -
Comté



Normandie



Hauts de
France



Grand -
Est



Pays de
la Loire



Bretagne



Nouvelle
Aquitaine



Occitanie



Auvergne -
Rhône -
Alpes



PACA &
Corse

Base

342,144

75,624

12,638

13,861

15,960

27,229

27,251

20,084

17,140

30,698

28,459

45,031

28,171

Utile

71%

84%

65%

70%

59%

67%

65%

70%

62%

81%

70%

66%

66%

Secondaire

19%

14%

30%

25%

33%

16%

20%

23%

24%

7%

15%

21%

25%

Sous-total Inutile/Contre-productif

10%

2%

5%

5%

8%

17%

15%

7%

14%

12%

15%

13%

9%

Inutile

9%

2%

3%

5%

4%

15%

15%

7%

13%

12%

13%

12%

8%

Contre-productif

1%

0%

2%

-

4%

2%

0%

-

1%

-

2%

1%

1%

X% / Y% : Ecart significatif vs. Ensemble



Travailler sur les ODD : une évidence pour les entreprises, surtout dans les entreprises multi et les 250 à 499 salariés.

Q17. Est-ce pour vous incontournable, utile, secondaire, inutile, contre-productif de vous appuyer sur les 'Objectifs du Développement Durable' de l'Agenda 2030 dans le cadre de votre développement ?

Base : Ensemble (342 144 entreprises)



	Ensemble	Type d'établissement			Taille de l'établissement			
		Unique	Multiple	Unique/Siège	10 à 49 salariés	50 à 249 salariés	250 à 499 salariés	500 salariés et +
Base	195,776	85,862	109,914	117,961	156,945	34,437	2,938	1,456
Utile	71%	66%	76%	68%	71%	73%	85%	59%
Secondaire	19%	23%	15%	21%	19%	18%	12%	37%
Sous-total Inutile/Contre-productif	10%	11%	9%	11%	10%	9%	3%	4%
Inutile	9%	10%	8%	10%	10%	6%	3%	2%
Contre-productif	1%	1%	1%	1%	0%	3%	-	2%

x% y% z% Écart significatif vs Ensemble



Travailler sur les ODD : une évidence pour les entreprises surtout celles ayant une échelle d'intervention régionale vs nationale.

Q17. Est-ce pour vous incontournable, utile, secondaire, inutile, contre-productif de vous appuyer sur les 'Objectifs du Développement Durable' de l'Agenda 2030 dans le cadre de votre développement ?

Base : Ensemble (342 144 entreprises)

	Ensemble	Secteur d'activité					Echelle d'intervention			
		Agriculture / Industrie	Construction (BTP)	Commerce + HCR	Services	Santé / Enseignement	Locale	Régionale	Nationale	Internationale
Base	195,776	28,963	12,598	37,439	63,322	53,453	83,726	47,629	36,109	28,312
Utile	71%	73%	72%	64%	75%	74%	70%	77%	66%	75%
Secondaire	19%	18%	15%	22%	17%	21%	21%	13%	25%	13%
Sous-total Inutile/Contre-productif	10%	9%	13%	14%	8%	5%	9%	10%	9%	12%
Inutile	9%	7%	12%	13%	8%	5%	8%	9%	9%	10%
Contre-productif	1%	2%	1%	1%	0%	0%	1%	1%	-	2%

x% y% z% *Écart significatif vs Ensemble*



Remerciements aux 750 entreprises ayant répondu à l'étude

Merci aux partenaires de l'étude IMPACT-Entreprises



“*opinionway*”



Merci aux partenaires du programme IMPACT de
l'Observatoire des partenariats



INSTITUT CDC
POUR LA RECHERCHE



Piloté par :



Programme IMPACT de l'Observatoire des partenariats – Etude IMPACT- Entreprises & Territoires / Septembre 2021

ESOMAR
member